

**Conseil communal de Lomme**  
**Séance du vendredi 25 avril 2025**

**Procès-verbal**

**SOMMAIRE**

-	Appel nominatif des membres du Conseil Communal.....	3
-	Approbation du procès-verbal du Conseil communal du 6 février 2025 .....	3
-	Fiesta – Programmation culturelle .....	4
-	Point sécurité.....	7
-	Point quartier Délivrance .....	17
-	Hommage à Aurélien MAKEREEL et à Marie-Christine BLANQUET .....	22
-	Question orale du groupe Lomme Verte : Accueil et logement – Familles Roms.....	23
2025/XX	Motion : Privatisation de Lille Métropole Habitat (LMH) : le logement social n'est pas à vendre ! .....	26
2025/23	Commissions communales – composition – modification.....	27
2025/24	Humanicité – Médiation sociale – Subvention à Citéo 2025 .....	28
2025/25	Avis du Conseil Municipal sur le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal 3 (PLUi3.1) arrêté le 28 février 2025 par le Conseil Métropolitain.....	28
2025/26	Festivals culturels – Subventions exceptionnelles aux associations culturelles – Conventions entre les associations « Rencontres audiovisuelles » et « Collectif Renart » et la Ville.....	32
2025/27	Subvention 2025 à l'association Premiers pas .....	33
2025/28	Avenant à la convention d'objectifs et de moyens entre l'association Premiers pas et la Ville .....	34
2025/29	Conventions d'objectifs et de mise à disposition de locaux entre la Ville et les associations .....	35
2025/30	Subventions exceptionnelles sur des projets ou actions .....	36
2025/31	Octroi des aides dans le cadre du Plan d'actions en faveur du soutien et de l'accompagnement du commerce de proximité lommois.....	37
2025/32	Octroi des aides Habitat durable, Transition écologique et façades.....	39
2025/33	Prestations extrascolaires, périscolaires et restauration scolaire – Remise gracieuse .....	40
2025/34	Subvention 2025 à l'association F.R.A.S.E. – Convention d'objectifs entre l'association F.R.A.S.E. et la Ville.....	40
2025/35	Plan territorial 2025-2026 de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées aux origines.....	42
2025/36	Association Lille Avenirs – Subvention 2025 – Convention entre l'association et la Ville .....	46

2025/37	Rapport d'accessibilité 2024.....	47
2025/38	Printemps de l'accessibilité édition 2025 – Subvention exceptionnelle à l'OCCE du Nord .....	50
2025/39	Délégation Santé – Conseil Lillois de Santé Mentale – Avenant à la convention constitutive du 13 décembre 2011 .....	51
2025/40	Projet « Accueillons les oiseaux » – Convention de mécénat entre la Fondation Crédit Agricole et la Ville.....	52
2025/41	Convention cadre de partenariat scientifique et technique entre l'Université de Lille et la Ville de Lille .....	54
2025/42	Subvention 2025 à l'association Solaire en Nord .....	56
2025/43	Don des vélos abandonnés récupérés sur l'espace public aux ateliers vélos – Convention avec les Jantes du Nord pour le collectif « La CLAVette ».....	57
2025/44	Engagements en faveur de la protection et du bien-être des animaux – Plan d'actions de la Ville de Lomme .....	58
2025/45	Personnel municipal – Nouvelle convention de partenariat avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) – Signature et mise en œuvre du plan d'actions 2025-2027 .....	62
2025/46	Accord-cadre de fourniture et pose de matériels sportifs pour la Ville de Lille et les communes associées d'Hellemmes et de Lomme et les CCAS de Lille, d'Hellemmes et de Lomme .....	65
2025/47	Accord-cadre de prestations de réhabilitations, créations et entretien des équipements sportifs de la Ville de Lille et ses communes associées d'Hellemmes et Lomme.....	65
2025/48	Réalisation d'analyses de sols et d'eaux, d'études sur le patrimoine foncier de la Ville de Lille et des Communes associées de Lomme et Hellemmes – Lancement d'un appel d'offres - Correction d'une erreur matérielle .....	65
2025/49	Renouvellement du marché de fournitures de gros matériels de cuisine et de finisseurs, ainsi que leur maintenance préventive et corrective pour la Ville de Lille, ses Communes associées et leurs CCAS rattachés .....	66
2025/50	Renouvellement du marché de conserves, poches, épicerie, féculents, biscuits et sucreries en conventionnel pour la restauration collective des écoles et des crèches, pour la Ville de Lille et ses communes associées de Lomme et Hellemmes, et pour le restaurant municipal de la Ville de Lille – Autorisation de signer le marché.....	66
2025/51	Renouvellement des marchés de fournitures de poissons frais et de surgelés pour le fonctionnement de la restauration collective des écoles et des crèches, pour la Ville de Lille et ses communes associées de Lomme et Hellemmes, et pour le restaurant municipal de la Ville de Lille – Lancement de l'avis d'appel public à concurrence – Autorisation de signature.....	66
2025/52	Achat de boissons pour les services de la Ville, des communes associées et de leur CCAS – Autorisation de signature .....	66

*Le Conseil communal s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Lomme le vendredi 25 avril 2025  
sous la présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Maire de Lomme.  
La séance est ouverte à 19 heures 01.*

Étaient présents les membres inscrits au tableau, à l'exception de :

M. Jean-Christophe LIPOVAC, Mme Mauricette GOURDIN, M. Roger VICOT, Mme Anne LEDUC, M. Romain FYVEY, M. Philippe DUEZ et M. Maxime MOULIN, conseillers communaux.

**M. LE MAIRE.**- Bonjour à tous, j'espère que vous allez bien.

Nous allons commencer dans quelques instants le Conseil communal et je vais demander à Madame Nouria BELAYACHI, secrétaire de séance, de faire l'appel.

**- APPEL NOMINATIF DES MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAL**  
*(par Madame Nouria BELAYACHI)*

M. Jean-Christophe LIPOVAC a donné pouvoir à Mme Stéphanie MORELLI  
Mme Mauricette GOURDIN a donné pouvoir à Mme Claudie LEFEBVRE  
M. Roger VICOT a donné pouvoir à M. Olivier CAREMELLE  
Mme Anne LEDUC a donné pouvoir à Mme Karima HARIZI  
M. Romain FYVEY a donné pouvoir à M. Serge THERY  
M. Philippe DUEZ a donné pouvoir à M. Nicolas GROSSE  
M. Maxime MOULIN est absent excusé

**- APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DU 6 FEVRIER 2025**

**M. LE MAIRE.**- Nous commençons le Conseil communal par l'approbation du procès-verbal du dernier Conseil du 6 février 2025.

Appelle-t-il des commentaires ? *(Aucune remarque n'est formulée.)*

Je passe au vote.

Qui vote pour ?

*(Le procès-verbal du Conseil communal du 6 février 2025 est adopté à l'unanimité.)*

Merci.

Nous commencerons par quelques présentations en ce début de Conseil, comme vu avec les présidents de groupe :

- notamment par Madame Delphine BLAS sur la programmation de Fiesta ;
- je ferai, comme l'an dernier, le point sur la sécurité, et notamment sur la réunion publique que nous avons tenue il y a maintenant un mois ; vous trouverez aussi une lettre, assez large, d'ailleurs, de quelques pages sur ce thème qui sera diffusée à la population lommoise dans quelques jours ;
- j'accueille également avec plaisir, à ma gauche, Monsieur PETRAUD, Directeur programmation chez Partenord Habitat, à qui j'ai demandé de venir après que j'ai pu faire un petit chapeau d'introduction sur la situation patrimoniale à Délivrance et notamment le projet de réhabilitation, pour vous faire un point assez précis, complet, de l'accord que nous avons trouvé il y a quelques semaines en comité avec Partenord mais également les associations de locataires, sur le devenir des travaux qui commenceront bientôt, d'ici un gros mois ; merci, Monsieur PETRAUD, d'être venu vers nous.

Nous aurons ensuite une question orale par le groupe des Verts, posée par Madame ZYTKA-TARANTO.

#### - FIESTA – PROGRAMMATION CULTURELLE

*(Projection d'un diaporama)*

**M. LE MAIRE.**- Madame BLAS, pourriez-vous nous présenter la programmation de Fiesta en une petite dizaine de minutes, s'il vous plaît ?

**Mme BLAS.**- Merci, Monsieur le Maire. Je vous remercie de me permettre de débiter ce Conseil avec les couleurs et la belle énergie de cette septième édition de lille3000 et ce septième partenariat entre lille3000 et la Ville de Lomme, une septième édition intitulée « Fiesta », qui débute officiellement demain, 26 avril, et qui s'étalera jusqu'au 9 novembre de cette année, six mois d'événements festifs puisque Fiesta.

C'est une collaboration que je dirai naturelle, et il est naturel aussi que l'on s'inscrive avec notre programmation culturelle dans ce dessein qui est celui de pouvoir rassembler et de partager. Nous partageons avec lille3000 la même définition, je pense, et la même conception de la culture.

Nous vous avons, ici, mis quelques mots-clefs de la façon dont nous concevons la culture : une culture qui doit s'adresser à toutes et tous, quel que soit l'âge, une culture qui doit nous rassembler, nous permettre de partager, de découvrir, une culture qui doit être accessible, accessible en nos murs mais aussi hors les murs et pour tout un chacun, et, évidemment, une culture qui est responsable, une culture qui est durable, une culture qui est inclusive. lille3000 et Fiesta, pour cette nouvelle édition, va nous permettre de mettre une nouvelle fois en valeur cette conception de la culture, ces valeurs que nous portons ensemble.

Un événement de cette ampleur, évidemment, a toute sa place dans la ville de Lomme et il faut un moment fort, et ce moment fort, ce top départ, est une merveilleuse exposition qui s'appelle « Délivrance » ; ce n'était pas le titre initial, mais son auteur, l'artiste espagnol Matéo MATÉ, a décidé, quelque part, après avoir découvert à la fois la ville de Lomme mais surtout le quartier de Délivrance, de renommer cette exposition « Délivrance ». Cette exposition sera inaugurée et accessible au public à partir de dimanche après-midi à la Maison Folie Beaulieu, espace culturel, lieu culturel emblématique de la ville et emblématique aussi d'un quartier, la cité-jardin, la cité des Roses, avec toute son histoire, tout son passé, et un quartier qui se métamorphose, qui se transforme, et notamment sous l'impulsion de Monsieur le Maire. Cette exposition relatera également tout cela.

Je ne vais pas trop dévoiler, même si nous avons eu un peu l'exclusivité ce matin avec Monsieur le Maire qui a accueilli la presse nationale et même internationale avec lille3000 pour présenter cette œuvre, mais en tout cas, c'est vraiment, pour nous, le lancement de lille3000 dans notre programmation culturelle, qui, jusqu'au mois de novembre, portera les couleurs de Fiesta.

Des expositions, il y en aura deux autres, qui seront accueillies à la médiathèque :

- Les fêtes asiatiques et l'enfance, de Binh CHAUMONT, sera visible à partir de juin ;
- à l'automne, car nous avons souhaité équilibrer cette programmation, nous aurons une exposition de Charles FREGER.

Donc l'exposition à la Maison Folie, deux expositions à la médiathèque, des expositions qui sont absolument gratuites, afin de favoriser l'accès au plus grand nombre des habitants de la ville mais également au-delà, métropolitains et, bien entendu, nationaux, voire internationaux, tant on connaît désormais l'aura et le prestige des éditions lille3000.

Voilà pour ces expositions.

Et puis, je disais que la programmation culturelle allait se teinter des belles couleurs de Fiesta, ainsi que nos événements emblématiques, nos événements marquants, et je pense évidemment au carnaval. Il n'y a pas plus bel endroit pour faire la fiesta ; c'est d'ailleurs une des thématiques développées dans le cadre de Fiesta, avec, par exemple, « *Karnavalo* », avec une artiste, et je vous invite à passer du côté de Bois-Blancs dimanche pour pouvoir la rencontrer à l'Espace Pignon. Notre carnaval prendra cette thématique, fort logiquement, de Fiesta.

C'est un événement qui est traditionnel, mais qui a aussi beaucoup évolué. Il était donc normal qu'on demande, comme l'année dernière, aux Rencontres audiovisuelles de nous proposer un Vidéo Mapping ; ce Vidéo Mapping rentrera également dans le cadre de la thématique de Fiesta.

On a une volonté dans toute cette programmation, et même au-delà, on ne se limite pas avec Fiesta et lille3000 : donner à la participation des habitants, qu'ils soient petits ou plus âgés, une place très importante. Par exemple, les Rencontres audiovisuelles ont, aux côtés des enfants des ALSH, lors des dernières vacances, réalisé un petit Vidéo Mapping sur ce thème, qui sera proposé ; juste avant la diffusion du nouveau Mapping 2025, vous aurez l'occasion de voir ce petit Vidéo Mapping d'à peu près 5 minutes réalisé avec les enfants des ALSH, car il est important d'avoir la vision également des enfants.

Je parlais tout à l'heure de Karnavalo ; des ateliers ont été proposés, ainsi que la confection de masques, depuis plusieurs mois déjà, depuis le mois d'octobre.

C'est une édition qui va sortir de ses murs, puisqu'avec le carnaval, on investit les rues, les places, les parcs, et il faut la musique. Si je vous dis « Simon FACHE », je pense que vous identifiez tout à fait qui est cet extraordinaire musicien qui touche à tout, tellement accessible, que les enfants lommeois connaissent, et notamment les enfants de l'école Sand – Bracke Desrousseaux, puisqu'il est le parrain, il accompagne les enfants dans la classe orchestre. C'est notamment lui qui a été chargé de créer des partitions qui ont été proposées aux Harmonies, qui sont tellement emblématiques de notre région. L'Orchestre d'Harmonie de Lomme s'est saisi de l'occasion et, à la fin du carnaval, c'est-à-dire le 8 juin, puisque le carnaval se déroulera les 7 et 8 juin, l'Harmonie de Lomme, ainsi que celle de Fives, proposeront une interprétation de « *Sacrée Fiesta !* ». L'orchestre d'Harmonie sera également présent sur un événement d'importance nationale : la Fête de la musique.

J'ai déjà parlé de la médiathèque et de la Maison Folie, et il est vrai qu'on a, très naturellement et logiquement, mobilisé les structures culturelles de la ville ; je parlais de l'Harmonie, j'ai oublié, et qu'on m'en excuse, de citer le Bavard de la

Délivrance, qui a collaboré avec Matéo MATÉ, d'où le nom changé de « *Délivrance* ». Les associations sont présentes. Le Théâtre Octobre ouvrira sa saison théâtrale 2025-2026 avec une pièce de théâtre, dont le nom veut tout dire, qui s'appellera – je n'en dirai pas plus, pour vous inciter à venir – « *Friture* », parce qu'il n'y a pas de fête sans frites, dans le Nord en tout cas. Même le Théâtre Octobre, donc, ouvrira, à l'automne, sa très belle saison sur cette thématique de Fiesta.

Je le disais, la culture est, chez nous, et pour lille3000 aussi, présente partout, elle est accessible pour tous, et donc, il faut qu'elle sorte de ses murs, il faut qu'elle soit là où se trouvent aussi les gens qui n'ont peut-être pas la possibilité d'aller à l'intérieur des murs.

La Maison Folie, qui fêtera, aux côtés des autres Maisons Folie, les 20 ans du réseau des Fabriques culturelles, proposera également un spectacle avec la Roulotte Ruche le samedi 30 août, qui viendra clôturer les Estivales, car ce sont deux mois de manifestations, deux mois également de stages qui sont proposés – et vous en avez l'habitude, puisqu'ils ont été décuplés lors des dernières vacances, on appelle cela « les saisons » –, qui prendront cette connotation de Fiesta.

Enfin, les enfants. Les enfants sont au cœur de lille3000, ils ont déjà participé. J'en parlais avec les ALSH, on a sollicité les écoles aussi, et je remercie les enseignants, qui ont tout de suite répondu à l'appel. Là, c'est le MuMo, le musée mobile, qui viendra avec une exposition qui s'appelle « *Pump up the Volume !* » (Montez le volume !) dans notre ville le 20 juin. Cette exposition sera proposée à tous les scolaires. Ne soyez pas surpris de voir ce gros camion, qui amène la culture là où elle ne pourrait peut-être pas venir.

Toutes ces manifestations seront donc présentes sur notre territoire.

J'en ai fini de cette présentation, avec une présentation qui se concentre sur les événements de lille3000 jusqu'en novembre. C'est beaucoup de travail, cela fait un an et demi à peu près qu'on a pu échanger déjà avec lille3000 autour de cette nouvelle édition. Vous ne couperez donc pas aux remerciements.

Je voudrais évidemment remercier, puisqu'on l'a rencontré ce matin, Matéo MATÉ et, plus globalement, tous les artistes qui s'investissent, Matéo MATÉ particulièrement accessible, et j'imagine déjà les belles rencontres qu'il pourra faire avec les enfants et les habitants de Lomme et de toute la métropole ; l'idée est, bien entendu, également qu'il y ait ces déplacements de visiteurs sur notre territoire.

Je voudrais remercier lille3000 et toute son équipe, avec un remerciement particulier pour Kahina LATTEF, et redire le plaisir que c'est de travailler avec cette belle équipe.

Je voudrais remercier les services municipaux, les structures culturelles qui se sont manifestées et impliquées.

Je voudrais remercier les associations également.

Je voudrais remercier, parce que souvent, elle trouve la baguette magique nécessaire sur un événement qui n'est pas simple à organiser, Anne-Sophie BELGAÏD, la Directrice générale du pôle, et, bien entendu, Monsieur le DGS et remercier Monsieur le Maire de toute sa confiance.

Pour conclure, je peux juste vous inviter à profiter de cet événement nouveau qui commence dès demain, se donner rendez-vous à la Maison Folie dimanche, profiter de ces moments de découverte, de voyage, de partage.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Madame BLAS, de cette présentation valorisante pour les événements qui arrivent. Effectivement, ce matin, on a eu un aperçu incroyable, mais je n'en dis pas plus, parce qu'il faut vraiment venir dimanche, si vous le pouvez, au vernissage ou après, et je vous convie évidemment, en mon nom et au nom aussi du Maire de Lille, aux événements lillois mais aussi métropolitains, puisqu'il y en aura un peu partout ; il y aura de la couleur, il y aura de

la fête, il y aura de la musique. Même si l'époque est parfois un peu difficile, il faut prendre ces respirations culturelles, comme vous le disiez, du bon pied, pour pouvoir profiter aussi de ces moments précieux.

## - POINT SECURITE

*(Projection d'un diaporama)*

**M. LE MAIRE.** - Sans forcément avoir des transitions, même si on a besoin aussi de tranquillité et de sécurité pour que ces événements festifs se fassent, j'avais, l'an dernier, fait le point, assez longtemps d'ailleurs, sur la photographie de la sécurité et de la tranquillité sur la ville, parce qu'il est important qu'on puisse avoir cette photographie pour savoir de quoi on parle, au-delà, des fois, des sentiments de sécurité et notoirement aussi quelquefois des sentiments d'intranquillité ou d'insécurité, puisque, évidemment, des faits sont commis à Lomme comme ailleurs ; on n'est pas dans une commune où la paix et la civilité sont à 100 %, mais on n'est pas non plus dans une commune où l'insécurité prolifère et où il ferait mal vivre de manière définitive du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

Vous le savez, c'est une délégation que je n'ai pas accordée, je l'ai gardée, puisque j'étais Premier Adjoint aussi à la sécurité auparavant, parce qu'il me semblait important de pouvoir piloter, en confiance avec moi-même mais aussi avec les élus qui m'accompagnent – il y en a quelques-uns ici autour de la table – et, évidemment, les services, de Jérôme COLLET notamment et la Police Municipale de Géry DUTHOIT, pour évaluer, sentir la manière dont la vie, dans notre ville, se fait au jour le jour, avec ses pics de bonne humeur et ses malheurs, parfois définis, malheureusement, et il est vrai qu'être Maire dans ces circonstances n'est pas toujours si facile quand on a une mauvaise nouvelle à annoncer, et heureusement, c'est relativement rare.

Autre chose nous aide beaucoup : les rencontres avec les Lommois. Nous avons fait avec le cabinet et quelques élus à peu près 350 visites d'appartements ou de maisons qui ont été aussi des occasions de parler de sécurité – pas uniquement mais quand même –, les rendez-vous du Maire le samedi matin, les Cafés du Maire – on en a fait un avec Claudie LEFEBVRE à la Maison des Solidarités, où il y avait du monde, une petite trentaine de personnes –, donc il y a beaucoup d'occasions pour évoquer ces sujets.

Il faut avoir une belle évaluation de cette photographie. Il m'a semblé que c'était aussi le moment, peut-être, d'aller un peu plus loin, de discuter et d'organiser deux réunions de sécurité.

La première avec Madame la Procureure de la République, le Commissaire divisionnaire, les services de la Police Municipale, quelques experts de la prévention et de la sécurité, s'est tenue non loin d'ici, pour évoquer les sujets difficiles et, évidemment aussi, ce qui fonctionnait bien sur la ville.

Nous avons fait une rencontre de groupe après, du groupe majoritaire – vous m'en excuserez, pour celles et ceux de l'opposition –, pour évaluer et tracer peut-être une feuille de route sur la sécurité et la prévention de la délinquance, puisque vous parlez à la fois du pied droit et du pied gauche, si vous me permettez, pour imaginer peut-être des pistes que nous n'avions pas empruntées et qui, peut-être, aujourd'hui, seraient utiles de manière complémentaire à l'action publique que nous menons, notamment avec l'État, puisque je vous rappelle que la question de la sécurité est d'abord celle de l'État, est avant tout celle de l'État, la sécurité est une mission régalienne de l'État, sans que le Maire de Lomme ou d'autres Maires puissent se défaire. Vous savez bien que les habitants vont d'abord voir le Maire et peut-être déposer plainte, voir le commissaire ou la lieutenant pour pouvoir évoquer les problèmes de sécurité et être entendus, déposer des plaintes ou des mains courantes.

Nous avons doublé, après cette rencontre politique entre nous, d'une nouvelle rencontre, cette fois-ci avec les habitants, le 25 mars, qui a réuni pour la première fois 150 habitants, mais il aurait pu y en avoir 200 ou 300, tant de monde a pu s'excuser. Cela signifie qu'il y avait un appétit pour discuter de ces problématiques ; Monsieur GROSSE était présent et Catherine DE RUYTER peut-être aussi, évidemment beaucoup de membres de la majorité. Vous pourrez témoigner comme moi, si vous prenez la parole tout à l'heure, de la qualité de la rencontre et, quelque part, de la tenue des propos

qui ont été produits par les uns et les autres, au-delà des difficultés qui touchaient les uns et les autres, parfois des cambriolages, des vols de voiture ou des agressions. Il y a eu une expression longue de trois heures pour cette réunion publique qui n'existait pas, qui n'a jamais existé dans cette ville, en Mairie, ouverte à toute la ville et aux habitants.

Je crois que cette réunion sera amenée – on verra bien – dans l'avenir à être pérennisée pour pouvoir avoir ce dialogue au moins annuel sur la photographie de l'existant.

On aboutira évidemment à ce Conseil communal aujourd'hui pour présenter, peut-être un peu plus succinctement, parce que la « *Lettre aux Lommois* » que vous avez sur la table produit beaucoup de chiffres et des annonces qui ont déjà été faites dans la presse, mais je voulais quand même, sans faire une redite, évoquer l'état des lieux, en remerciant, là encore, Jérôme COLLET, un peu l'historien des archives de ce qu'est la sécurité et des faits dans notre ville depuis une vingtaine d'années, qui donne des indicateurs, à la baisse ou à la hausse, sur des tendances, non pas annuelles, mais longues, de décennies, de chiffres qui nous ont été transmis par la Police Nationale et par la Police Municipale.

Vous avez sous les yeux l'état des lieux, avec :

- des indicateurs plutôt positifs dans plusieurs domaines :
  - o d'abord, la sécurité dans les transports en commun. Vous le savez peut-être, nous avons une convention de partenariat avec Ilévia et nous nous en félicitons, notre Police Municipale peut d'ailleurs cheminer à gré et à loisir dans le métro et nous faisons d'ailleurs aussi des opérations – nous en ferons une dans quelques semaines – autour d'une station de métro – je ne vous dis pas laquelle – entre les forces de l'ordre de la Police Nationale, les nôtres, la Police Municipale, et Ilévia, et souvent, quand nous faisons ces opérations, quelques faits sont produits et quelques gardes à vue peuvent se conduire. -11 % sur l'année 2024 pour cet indicateur,
  - o une forte baisse des dégradations en général et des incendies volontaires ; tant mieux, mais cela peut arriver quand même ; vous avez vu l'actualité il y a une semaine avec l'entreprise STB, tout concourt à dire que l'incendie était plutôt de manière volontaire, je connais peu de départs d'incendie avec deux foyers différents à des distances même « raisonnables », nous verrons ce que l'enquête nous dit. Ces indicateurs sont plutôt en forte baisse, les dégradations manifestes, et c'est une bonne chose,
  - o un traitement et un accompagnement plus efficaces des violences intrafamiliales et sexuelles ;
  - o un nombre de cambriolages, quoi qu'on en dise, en baisse de presque la moitié depuis 20 ans, ce qui n'exclut pas que, ponctuellement, il y ait des hausses, et on l'a expliqué en réunion publique et entre nous avec le commissaire divisionnaire, sur l'augmentation, pas notable mais l'augmentation quand même, sur l'année 2024 ;
- des regroupements réguliers ou occasionnels causant des nuisances – c'est notre litanie, celle, parfois, des Lommois et de nos services – sur quelques secteurs : cela peut être des entrées bâtementaires – je ne vous donnerai pas de quartier, puisque cela peut être dans n'importe quel quartier –, mais aussi des épiceries, notamment de nuit, qui ne prolifèrent pas mais peuvent avoir des comportements par rapport à la loi qui posent des questions, et souvent, il y a des contrôles pour pouvoir amener à raison ;
- des signaux inquiétants, en revanche, la presse s'en est encore fait l'écho il y a quelques mois, concernant des mineurs, des « vrais mineurs » si vous me permettez l'expression, de plus en plus jeunes, avec des remarques, des faits liés à des menaces, à des violences, à du harcèlement sur les réseaux sociaux, qui aboutissent à des comportements très difficiles ; je reviendrai sur l'affaire des mineurs du Marais et la séquestration de ces mineurs via un autre mineur, qui n'est pas typique de ce qu'est la ville de Lomme, mais qui signale bien aussi que Lomme peut être touchée par des comportements de jeunes, mais aussi – je le dis comme je le pense, vous pourrez le contester – d'une certaine forme d'éducation qui s'est peut-être perdue – je n'évoque pas forcément l'Éducation



nationale, cela peut être aussi l'éducation parentale – de la responsabilité. Sur ce sujet, nous avons quelques pistes importantes, notamment sur la prévention, sur le respect de la loi et sur le rappel à la loi, par exemple, puisque c'est tout sauf apaisé et cela peut être inquiétant à demeure ;

- enfin, quelques indicateurs préoccupants en 2024, mais je vais y revenir tout de suite, avec une tendance, heureusement, plus positive sur le premier trimestre 2025, qui ne conforte pas ces chiffres 2024.

Sur les indicateurs « préoccupants », comme on dit, pour donner le mot :

- Deux pour signaler peut-être quelques faits préoccupants :
  - o Le premier, et là encore, la presse en a fait ses choux gras, vous le savez, avec une rixe très violente en marge d'un match de football de Coupe de France ; je le regrette, la presse avait titré : « *Les supporters de Délivrance* ». Pour le coup, je vous le dis, ce ne sont pas des supporters de Délivrance, ce sont des pseudo-supporters qui ont été identifiés, qui ont été arrêtés et qui passeront ou sont passés au tribunal pour, sinon être condamnés, du moins être sérieusement tancés pour les faits qu'ils ont commis,
  - o Nous pourrions évoquer aussi les *runs* – les rodéos – des voitures sur la zone du Grand But, qui sont assez récurrents, avec la difficulté pour l'instant, mais nous allons trouver une solution, avec notamment les propriétaires de la zone et ceux qui détiennent les baux à construction, de pouvoir mieux sécuriser cette zone privée pour éviter les rodéos. Évidemment, c'est moins grave que ce qui s'est passé sur ce terrain de football, c'est moins grave que ce qui s'est passé sur le sort des mineurs qui font parfois n'importe quoi, en lien aussi avec les réseaux sociaux, mais cela pollue aussi la vie des gens et nous recevons régulièrement des coups de téléphone, voire des pétitions, pour pouvoir « boucler » ces *runs* qui se déplacent à l'échelle régionale, d'Arras à Liévin, en venant par Douai jusqu'à Lomme, se déplaçant de manière alerte de site en site, jusqu'à trouver un site moins protégé.
- L'augmentation des cambriolages : +18 faits ; on ne parle pas forcément de faits très importants en surnuméraire, mais qui ont pu inquiéter, parce que ces faits ont été faits – si vous me permettez l'expression – dans une période relativement courte, et en fait, une équipe tournait, de jeunes, très jeunes, 11, 12, 13 ans, qui, à Délivrance, à Mitterie, ont fait des cambriolages et qui ont coloré cette inquiétude et cette impatience des Lommois à ne pas être cambriolés et à ne pas perdre leur véhicule, puisque dans la métropole lilloise, vous le savez aussi, il y a une augmentation très importante, très inquiétante, des vols de véhicules, que ce soient des vols de véhicules en propre, mais aussi des pièces détachées, avec des réseaux organisés à l'échelle métropolitaine, comme dans toutes les métropoles, malheureusement, du pays.
- Des intrusions illicites de gens du voyage, trop nombreuses. Je serai très court, chère Isabelle, pour toi et pour les autres : 76 en 2024, on est sur des tendances quasi identiques en 2025, j'y reviendrai plus tard.
- Une incivilité routière qui demeure forte, trop forte ; il y a des inconséquents, il y a de l'inconséquence, il y a de la mise en danger d'autrui, à Lomme comme ailleurs. Je ne dis pas que les Lommois roulent trop vite, je ne dis pas que ce ne sont que les Lommois qui roulent trop vite, mais on voit tous, sur un certain nombre de rues qu'on connaît, que ce soit Mont-à-Camp, que ce soit l'avenue de Dunkerque, que ce soit la Mitterie, que ce soit la rue Salengro, une dizaine de rues anxiogènes, où les gens roulent trop vite, même quand il y a de la circulation, rue Albert Thomas aussi. La question m'a été posée : pourquoi être passé à vitesse 30 ? Pour faire quand même un peu reculer, pour faire abaisser la vitesse, puisque je ne demande pas que les gens roulent à 25 kilomètres/heure, à 30, 31 ou 32, mais ne roulent plus à 50 kilomètres/heure, puisqu'on sait quels sont les dégâts causés auprès des individus, des enfants notamment ou des personnes âgées, lorsqu'une voiture arrive à 50 et percute ces personnes, alors qu'à 30 kilomètres/heure, même s'il y a un accident, les dommages sont beaucoup plus réduits. Nous continuerons donc – je le dis – à verbaliser. Nous avons déclenché une série de verbalisations et surtout de contrôles de la part de la Police Nationale et de la Police Municipale, sur des axes qui ont été identifiés, avec des plannings qui ont été réalisés ; les Polices sont sur le terrain pour pouvoir calmer ces sinistres individus.

- Les dépôts sauvages, encore présents ; tout le monde a en tête ce qui s'est passé rue du Chemin Noir et – excusez-moi – mon « coup de gueule » encore pour demander à la MEL de débarrasser le terril qui s'était acheminé en quelques mois. Je souligne aussi, j'y reviendrai après, le rôle de la Brigade Cadre de Vie, peut-être encore méconnue, mais j'y reviendrai, il faudra peut-être la valoriser et lui donner des moyens supplémentaires, Monsieur le Directeur général des services.

Je vous brosse ces indicateurs tels que je les ressens en mon rôle de Maire, mais nous sommes là, parce que nous avons mis depuis longtemps des moyens, nous ne sommes pas naïfs. Monsieur MOULIN est absent, comme il est absent depuis maintenant quelques Conseils. Ce n'est pas qu'il est transparent, mais je l'entends, de là où il était, dire : « Monsieur CAREMELLE, vous êtes un naïf, vous êtes un gentil, vous pensez éducation, vous pensez culture, vous pensez oiseaux, vous pensez vert, vous pensez transition, mais que savez-vous de la sécurité ? ». Eh bien, j'en sais certainement plus que lui, de par mon expérience professionnelle ; vous le savez, j'ai été Directeur de cabinet et je suis tout sauf un naïf.

Je suis aussi peut-être pragmatique, et j'y reviendrai après ; d'ailleurs, cela s'est traduit en quelques actions que la majorité a cautionnées, mais que les « minorités » ont validées aussi ; je pense au recrutement de policiers municipaux, trois policiers municipaux depuis presque trois ans que je suis Maire, deux vont arriver, il faut juste les recruter, il faut juste les trouver, c'est une denrée rare, puisque les Mairies recrutent aussi beaucoup. On fait des efforts pour pouvoir les attirer ; je pense aux locaux, à la considération qui doit être portée, à l'attention et à l'affection qu'on leur porte, puisque je sais aussi que les Lommois sont... pas friands de la Police Municipale, mais attentifs à son efficacité et à la manière dont ils se comportent.

Enfin, quelques comparatifs, pour vous donner un ordre d'idée. Je m'entends très bien avec le Maire de Lambersart, mais c'est juste pour donner un indicateur du nombre de policiers municipaux à Lomme et à Lambersart. À Lambersart, de mémoire – Nicolas BOUCHE pourra m'excuser si le chiffre est faux –, je pense qu'il y a 12 policiers municipaux ; à Lomme, vous avez les chiffres, nous avons, pour l'instant, 21 policiers municipaux et bientôt 23 ; vous avez les chiffres au niveau national, qui vous montrent où nous en sommes par rapport à d'autres communes.

Pour lutter contre les incivilités, qui renvoient à une autre notion, ce n'est pas simplement l'insécurité ou l'intranquillité, c'est tout ce qui nous pollue –, nous avons créé la Brigade Cadre de Vie. Quand je sors de la Mairie ou quand je viens à la Mairie et que je vois sur un PAV (point d'apport volontaire) une montagne de déchets, je ne suis pas heureux, je ne suis pas content ; je sais que cela va arriver sur le téléphone ou sur l'application THELMA et on va dire : « Monsieur le Maire, vous faites de la flagornerie, vous flagornez pour vous-même, vous mettez des moyens, mais cela ne se voit pas, puisque votre ville reste sale ». Oui, la ville reste ponctuellement sale ; oui, on rend la ville sale ; oui, il y a des problèmes d'incivilité ; oui, il y a des problèmes d'éducation. Il est pourtant relativement facile de respecter, normalement, les règles. Je ne dis pas que nous sommes parfaits partout, ni nous ni la MEL ne produisons toujours l'excellence, là où nous devons mettre les PAV, là où le service doit être fait, là où il nous manque, par exemple, une déchetterie, mais j'y reviendrai dans quelques semaines peut-être. Cette Brigade Cadre de Vie n'est pas neutre du tout : deux agents, ASVP/Propreté, mais aussi des policiers municipaux qui passent le mardi et le jeudi, peut-être un troisième jour, nous verrons si nous avons les moyens de le faire, pour faire de la pédagogie, toquer à la porte, dire : « rentrons les poubelles », remarquer qui jette ses sacs avec l'indélicatesse de ce qu'il y a dedans.

Je le dis comme je le pense, j'en discutais avec Simon DELANNOY, Directeur de cabinet, qui suit cela avec moi, plus cela jette, plus on ramasse, et j'allais presque dire : plus on ramasse, plus cela jette.

Vous voyez, je suis un poil agacé, comme vous, comme un certain nombre de Lommois, parce qu'on met des moyens importants, des postes sont créés, on a eu une stratégie avec les services techniques pour pouvoir mieux appréhender cela, sur la propreté, et on a l'impression que la ville est toujours sale.

Je pense que cela va mieux, parce qu'on a fait des efforts et peut-être aussi que les Lommois ont fait des efforts, on l'a entendu avec Cécile MESANS mercredi au Marais, les gens s'impatiente, parce que, évidemment, ces incivilités ont tendance à perdurer.

Sur les autres volets de ce que fait la Ville, de ce que font l'équipe municipale et les acteurs liés à la sécurité, vous le savez, on a un panel d'occasions de se voir et d'agir :

- les Cellules de Veille mensuelles ; je ne vous en fais pas la définition, vous connaissez par cœur ces Cellules de Veille qui sont très importantes ;
- les médiateurs, qui sont sur le terrain ; c'est encore une piste importante pour nous, j'y reviendrai après, sur le rôle et l'interface des médiateurs dans les quartiers, tous les quartiers ; cela suppose donc d'être à l'écoute, d'être au contact, d'avoir des remontées d'informations, de lutter contre le décrochage scolaire, qui est notre spécialité aussi à Lomme et à Lille ;
- la Maison du Citoyen et des Solidarités ;
- le service Parentalité, qui est au contact, puisqu'il y a des parents qui sont dans la difficulté, il y a des parents qui sont parfois démissionnaires et il y a des parents que je reçois pour des rappels à la loi. Je ne le clairotte pas, je ne fais pas des selfies pour dire que je reçois untel pour faire un rappel à la loi, etc., mais tout cela se fait et tout cela produit, je pense, ses effets, même si la situation doit encore s'améliorer, et nous utiliserons tous les moyens pour cela ;
- les services mobilités et voirie ; on a évoqué la ville apaisée, la ville à 30 kilomètres/heure, le réseau Vélo+, qui, j'espère, va produire ses effets, quoi qu'on en dise, sur le Bourg et bientôt sur la phase 2, à partir du mois de septembre ; nous avons tenu une réunion publique il y a quelques jours avec une quarantaine d'habitants et de commerçants qui s'est très bien passée, très apaisée, qui sera dans le droit fil de ce qui a été produit sur le Bourg. Il faudra que cela roule moins vite aussi sur l'avenue de Dunkerque et il n'y a pas besoin de faire des avenues à 10 mètres d'élargissement, cela ne sert à rien, sinon à faire passer des vitesses excessives pour les automobilistes, pour les voitures, voire les camions, et éventuellement, parfois, pour les bus.
- enfin, l'utilisation de THELMA, notre application, que vous connaissez. Nous avons reçu il y a quelques semaines un prix sur l'utilisation de THELMA par les Lommois. Je vous conseille, pour ceux qui nous entendent à ce Conseil et qui nous écoutent en dehors, d'utiliser THELMA, mon Messenger aussi – il est fait pour cela, c'est THELMA bis, quelque part –, cette application fonctionne bien et nous permet d'être réactifs.

Enfin, sans être trop long, avant de passer la parole peut-être à Monsieur GROSSE, que retenir de ce panorama, de cet état des lieux ?

Plusieurs choses ; c'est ce qui a été proposé à la réunion publique, pour rappel, pour ceux qui étaient absents, cela a pu arriver :

- Accentuer l'action entre les deux Polices, la Police Nationale et la Police Municipale. Je suis un visiteur du soir ou de l'après-midi à la Préfecture, parce que je suis Conseiller départemental et j'y siége souvent, et j'ai l'occasion de voir soit Monsieur le Préfet, soit les Sous-préfets qui sont là ou le Directeur de cabinet, nous avons quand même discuté depuis longtemps sur ces questions, nous nous appelons régulièrement, nous nous voyons et nous avons déterminé une action plus forte de relation, si c'est possible, entre la Police Nationale et la Police Municipale, notamment sur une cible particulière – je n'aime pas le mot, mais, pour le coup, il est plutôt bien choisi –, sur les « meneurs », qui sont identifiés. Je les connais, je connais leur nom, leur identité, je sais qui ils sont, ce qu'ils pensent, ce qu'ils font ; vous me direz : « Pourquoi vous ne les arrêtez pas ? Pourquoi vous ne faites pas de la prévention ? Pourquoi cela se passe encore mal ? » Eh bien, parce que je suis Maire, je ne suis pas commissaire de police, je ne suis pas procureur, je ne suis pas juge, chacun ses prérogatives ; évidemment, j'ai un rôle d'ensemblier qui ne m'a pas échappé, et donc cette cible des « multi-récidivistes » et des « meneurs » qu'on connaît bien est là, avec des remontées, Madame la Procureure nous l'a dit, plus précises et plus régulières au Parquet. Nous nous sommes vus deux fois : une fois chez elle, dans ses locaux, et une fois ici, pour deux

rencontres probantes, me semble-t-il, et j'espère en voir l'efficacité pour elle, pour moi et pour les Lommois dans quelques jours ou dans quelques semaines, et pour une longue durée.

- Prioriser le travail de prévention – on en a parlé avec Saïd BECHROURI le soir de la réunion ou quelques jours plus tard, mais aussi avec Bouchta DOUICHI et d'autres –, puisque l'action de la Police est essentielle, mais l'action de la prévention est absolument indispensable. On a eu un débat départemental il y a quelques jours, vous le savez, lors du budget, mais aussi il y a quelques semaines, lorsque le Président du Département avait eu l'intention « malencontreuse » – dirons-nous, et je vais être gentil – de retirer quelques millions d'euros sur la prévention, et notamment la prévention spécialisée ; il a reculé devant la force du propos des travailleurs sociaux notamment, mon cher Bouchta. Il faudra :
  - o se donner peut-être plus de moyens sur la prévention auprès des mineurs, l'accompagnement des parents, même si c'est au cœur du Projet éducatif, chère Delphine, que tu conduis ;
  - o faire peut-être plus de rappels à l'ordre ; j'ai demandé aux services de me bloquer quelques plages pour inviter fermement les parents à venir me voir avec leur enfant mineur pour leur dire que des choses ne vont pas, que les comportements peuvent changer, en dehors de l'autorité tout court, avec l'autorité parentale ; cela peut être une solution relativement facile, et après, on entend ou pas ;
  - o lutter contre le décrochage scolaire, j'en ai déjà parlé, puisqu'il vaut mieux un enfant en difficulté à l'école qu'un enfant qui soit dans les rues et qui fasse n'importe quoi, comme j'ai pu le dire quand j'étais enseignant.
- Renforcer la Police Municipale ; je l'ai dit déjà, cela passera notamment par un nombre de recrutements.
- Lutter contre l'insécurité routière ; je serai ferme jusqu'au bout, n'attendez pas de moi de tolérance sur la question, il n'y a pas de passe-droit, cela n'existe pas. J'ai des remarques diverses et variées, la Police Municipale continuera ses contrôles au sens large ; c'est vrai pour la vitesse, c'est vrai aussi pour le stationnement, et le stationnement à Lomme, c'est parfois n'importe quoi, sur un certain nombre de rues, sur un certain nombre de comportements, sur des véhicules garés les quatre roues sur le trottoir, sur des poussettes et des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas fréquenter le parking ou qui ont du mal à passer sur un passage piéton en toute sécurité, avec le démontage, quelquefois, des potelets, cher Michel VANHEE, que l'on met et qui sont démontés et volés pour pouvoir garer sa voiture... Tout cela peut être vrai ; ce n'est pas général, mais ce sont des faits qui se produisent et qui nous agacent quand même un petit peu dans la commission sécurité et voirie, dans laquelle on se retrouve avec Michel VANHEE et Serge THERY, qui s'occupe du stationnement et il a beaucoup de travail. Stationnement positif, on donne de la place aussi, on n'est pas contre toutes les voitures, mais on est aussi sur l'aménagement des trottoirs, pour faire que l'on puisse marcher dans cette ville. On a le droit de marcher, on a le droit de rouler, on a le droit de prendre le métro, on a le droit de prendre le bus, on a le droit de prendre le vélo, on a des formes de mobilité... (*S'adressant à Madame MORELLI*) Ne t'inquiète pas, je n'ai pas oublié le vélo, ce sont nos mantras ; Monsieur MOULIN n'est pas là mais il sait que, ponctuellement, je peux rouler à vélo.
- Enfin, et je n'en dirai pas plus, parce que je ne veux pas en faire un cas d'espèce et je ne veux pas instrumentaliser le débat, la décision que nous avons prise dans le groupe majoritaire, nous l'avons prise entre nous, avec beaucoup de raison, nous avons pesé le pour et le contre, et nous nous sommes quand même posé la question, au regard des faits qui sont commis – je ne reviens pas sur ceux que je viens de produire, et je pourrais être un peu plus long que cela, mais je vais écourter le Conseil pour finir peut-être moins tard qu'à minuit –, nous avons fait le choix de la vidéoprotection. Nous avons eu ce débat ensemble l'an dernier, Monsieur GROSSE, et j'avais fait une réponse claire pour dire que je ne voyais pas l'intérêt – je reprends mes propres propos, cela vous évitera de les reprendre après, mais vous en aurez le droit, évidemment, vous serez filmés – sur la vidéoprotection, parce que je mets une limite à cela, c'est-à-dire qu'au regard de ce que nous produisons ensemble, avec les Lommois mais avec tous les acteurs du continuum de sécurité – formule un peu savante pour dire que tout le monde s'y met : la Police Nationale, et je vais en reparler, la Police Municipale, la prévention, les citoyens, qui peuvent aussi agir et faire de la pédagogie, il suffit de dire à son voisin : « Rentre ta poubelle, parce que cela gêne la

personne qui passe » ; il n'y a pas besoin d'appeler le Maire pour dire : « Monsieur le Maire, mon voisin ne rentre pas sa poubelle », dites-lui, gentiment, on ne va pas provoquer des rixes sur nos trottoirs –, la vidéoprotection peut avoir un rôle complémentaire à tout cela, pas un rôle central.

Lomme ne sera pas Big Brother, je ne me suis pas engagé pendant la réunion publique – vous étiez là et un certain nombre de collègues aussi – sur le déploiement massif, à la niçoise ou à la londonienne, si vous me permettez l'expression, de caméras qui, à tous les angles de rues, filment tout et ne provoquent pas, d'ailleurs, d'effets ultra-remarquables sur la baisse de la délinquance et sur la résolution des affaires, mais – je mets un « mais » –, aujourd'hui, au regard de ce qu'on constate sur la ville et, parfois, des difficultés que la Police Nationale a à résoudre les affaires, la Police Municipale aussi, même si ce n'est pas le même type de Police – nous sommes une Police de tranquillité, une Police de contact, une Police qui interpelle les gens, mais gentiment, en leur disant qu'il faut respecter les lois et les règles, il y a bien une nature différente des deux Polices –, après discussion avec le commissaire Albin JOLY, chef de la division de Lille, après discussion avec la Procureure de la République, après discussion avec notre Police Municipale, avec les élus, nous avons décidé de commencer dès 2025 à acheter/acquérir un certain nombre de caméras nomades, de mémoire six, commandées, pour pouvoir les placer sur les points de fixation qui, aujourd'hui, sont là et qui, de manière continue, nous embêtent et embêtent les Lommois, parce qu'il y a des incivilités, mais aussi des actes de délinquance qui ne sont pas réglés et c'est plus qu'agaçant, c'est parfois un peu surprenant. Ces caméras arriveront.

Comme je l'ai dit lors de la commission, ce n'est pas Monsieur le Maire qui décidera d'autorité – je ne suis pas si autoritaire que cela, quoi qu'on en dise – le choix et l'implantation des caméras nomades, mais nous créerons un comité de pilotage qui sera installé le 15 mai avec la Police Nationale et la Police Municipale, entre autres, le substitut du Procureur, pour évaluer les sites et déterminer où seront installées dans un premier temps les premières caméras nomades.

La chose est relativement simple sur le papier : on les installe, on regarde, on fait les procédures, on règle, avec, évidemment, les forces de Police conjointes, et si c'est réglé, on déplace la caméra nomade sur un autre site.

Dans la foulée, mais nous sommes déjà en avril 2025, nous pensons à un plan de déploiement chiffré – je peux vous donner un chiffre – de caméras fixes sur la ville. Je n'ai pas de nombre, parce que ce n'est pas forcément utile de vous donner un nombre et, pour l'instant, je n'en sais rien, mais on a évalué financièrement ce que cela peut coûter dans les quelques années à venir : à peu près 500 000 € d'investissement sur les caméras fixes, notamment sur les entrées de ville et sur des bouts de rue ou des rues qui méritent une attention particulière, mais sur plein de sujets. Ce que je vois sur la rue Albert Thomas, par exemple, des fois, me surprend et m'inquiète ; un certain nombre d'élus habitent là ou passent par-là. Les travaux, pourtant, ont été faits il y a une dizaine d'années, vous le savez. Ont-ils été suffisants pour empêcher les gens de franchir la ligne blanche et rouler sur la voie de face à gauche ? Eh bien non ! On le voit, certains roulent sur des terre-pleins, certains, je pense, décollent. J'évoque la rue Albert Thomas, mais il y en a d'autres. Cela peut être aussi sur la question du rapport à la voiture, à la vitesse, sur les sujets – je vous en donne un autre – qu'on a du mal à régler à Délivrance, notamment en plein cœur de Délivrance, pour ceux qui sont là dans la salle, et j'en vois quelques-uns au niveau du public, notamment place Beaulieu, qu'on n'arrive pas à régler. On fera ce choix des caméras fixes, je vous l'annonce une nouvelle fois aujourd'hui, pour pouvoir être clair, presque définitivement, on va dire.

Enfin, je clos, mais je ne devrais peut-être pas, je vous le redis quand même, je me suis fait « disputer » il y a une semaine par un habitant, que je connais bien, avec qui j'ai déjà eu des discussions, qui m'a dit – je l'ai vraiment mal pris ; c'est rare, parce que je suis plutôt quelqu'un d'apaisé généralement, mais là, je l'ai vraiment mal pris – « Monsieur le Maire, vous ne faites rien, vous ne faites rien sur les gens du voyage ». Cela a un peu coïncé, parce que quand on est Maire de Lomme, et quel que soit le Maire de Lomme, on est obligé d'agir sur cette question, et je peux vous dire que j'ai quand même sérieusement agi : j'ai écrit des tribunes, on a écrit au ministre de l'Intérieur, j'ai mon rond de serviette quasiment chez Monsieur le Préfet et je l'en remercie, je peux l'appeler quand je veux, il me répond, etc., on a vu Madame la Procureure sur les saisies de voitures, sur les plaintes systématiques, sur les amendes forfaitaires... Tout cela est dans la loi, pas la loi d'aujourd'hui mais la loi d'hier, d'il y a 20 ans ; il suffit juste, à un moment donné, qu'on applique la loi, pour les gens du voyage et pour les Maires.

Quels Maires ? Pas moi, on a une aire d'accueil, pour les Maires qui n'ont pas encore d'aire d'accueil ; il manque 400 places. Je le dis, et cela ne fait pas plaisir, je le sais, au Président de la MEL, mais tant pis, il a aussi une responsabilité, comme le Préfet a sa responsabilité, comme moi-même je l'ai.

Être sur le terrain, dans ma ville, et que même un habitant me dise qu'on ne fait rien, je le prends pour moi mais pour vous aussi, sur ce sujet, franchement, je l'ai mal pris et j'ai pu lui dire un peu de vive voix, dirons-nous.

Enfin, pour ceux qui aiment nous lire, vous verrez la Lettre, qui sera diffusée bientôt, qui reprend un peu tout cela. J'ai écrit – j'aime bien écrire – deux fois au ministre de l'Intérieur. La première fois, il m'a répondu, il me répond toujours, d'ailleurs – le même, Monsieur RETAILLEAU, car parfois, cela change –, sur le fait qu'il manquait des policiers nationaux sur la circonscription policière, les 10 villes qui sont les nôtres : Lomme, Loos et toutes les autres ; je les oublie, mais vous voyez de qui je veux parler, les 87 000 habitants. Allez, me semble-t-il, le chiffre est bon, ce sont à peu près 12 policiers nationaux ; faites le comparatif : 21 policiers municipaux, 12 policiers nationaux. Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'autres forces : celles du commissariat de Lille ; le commissaire divisionnaire m'a assuré que d'autres forces étaient là et que d'autres forces, comme la BAC ou des brigades spécialisées, passent aussi à Lomme ; je le sais, les Lommois ne le savent pas forcément, mais elles ne passent pas de manière systématique.

Il n'en demeure pas moins – je finirai en étant relativement court – qu'il nous manque, comme l'ancienne Maire de Lille, Martine AUBRY, l'avait dit à son dernier Conseil, à Lille, à Lomme et à Hellemmes encore des policiers nationaux, et en particulier à Lomme.

Le fait de nous renvoyer, moi et les autres Maires, à un groupe de travail qui va arriver, un jour peut-être – je ne sais pas si Monsieur RETAILLEAU sera encore là –, merci, mais pour l'instant, je ne vois rien venir.

J'ai donc refait un courrier, et là, j'ai eu une réponse plus positive, me semble-t-il ; il a répondu, vous verrez sa prose car je l'ai produite dans la Lettre, qu'au regard de ce que je lui dis, il est intéressé. Je le cite : *« Par ailleurs, vous me conviez à Lomme afin d'effectuer un point de situation sur ces sujets (gens du voyage et sécurité). Je vous remercie pour cette invitation – de rien –, donc c'est avec plaisir que je m'y rendrai, si les contraintes de mon agenda me le permettent »* ; la fin de la phrase est peut-être un peu moins optimiste.

Je vous attends, Monsieur RETAILLEAU, si vous m'écoutez ; en tout cas, vous serez le bienvenu, puisque vous êtes ministre et votre place est partout, je le dis comme je le pense, quand on est ministre de la République, même si on n'est pas d'accord, des fois, avec vos positions, mais c'est un autre débat. Évidemment, je ne cautionne pas toute la politique de ce gouvernement et encore moins, parfois, des propos de Monsieur RETAILLEAU, encore hier, sur un autre fait désastreux sur la sécurité, et notamment aux abords des établissements scolaires. Oui, c'est un bon sujet. Faisons – je le dis comme je le pense, là encore – beaucoup de prévention ! Faisons attention aux nôtres ! Faisons attention à nos enfants ! Faisons attention à la manière dont ils se comportent, à la manière dont ils souffrent !

Et je vous le dis pour avoir rencontré beaucoup de médecins, beaucoup de psychiatres, Bouchta DOUICHI en parlera tout à l'heure avec l'installation future, bientôt, de l'association F.R.A.S.E., qui va travailler sur les questions du rapport à la santé mentale, aux difficultés des jeunes, mais aussi des moins jeunes, sur la manière dont on vit en société, à Lomme et ailleurs, je ne serai pas de ceux qui instrumentalisent un débat sur la douleur d'une famille, des familles : celle qui a perdu son être cher et celle qui a peut-être perdu aussi son enfant qui a commis le pire. Je vous le dis, ne mettons pas des coupes, ne mettons pas des réductions sur la prévention spécialisée, sur l'accompagnement des jeunes, sur l'accompagnement des parents, mais, au contraire, privilégions cet accompagnement pour éviter aussi ce type de catastrophe, à Lomme comme ailleurs. On ne voit rien venir, cela peut arriver partout, et quand cela arrive, évidemment, chacun pleure.

Merci.

Monsieur GROSSE, il me semble que c'est à vous. Est-ce que vous serez un peu moins long que moi ?

**M. GROSSE.**- Cela va être difficile, Monsieur le Maire. (*Sourires*)

**M. LE MAIRE.**- Allez-y !

**M. GROSSE.**- Merci, Monsieur le Maire.

Je tenais tout d'abord à vous remercier, ainsi que les services municipaux, pour cet exercice de transparence et les chiffres présentés sur la sécurité à Lomme. Je crois que c'est le second de votre mandat et il nous donne des éléments précieux pour comprendre la situation et sur la sécurité à Lomme.

Les chiffres que vous avez présentés aujourd'hui montrent une situation contrastée, avec des plaintes en baisse, mais aussi des faits en forte hausse, comme les cambriolages, les vols et dégradations de véhicules.

Mais les statistiques ont leur limite. Tout d'abord, tous les faits ne font pas l'objet d'une plainte. L'accessibilité du commissariat de Lomme avec des horaires d'ouverture restreints et l'impossibilité à Lomme de déposer une plainte en ligne sont autant d'obstacles qui ont été relevés par les Lommois eux-mêmes lors de la réunion publique du 25 mars à laquelle ils se sont déplacés en nombre.

Derrière les chiffres et les statistiques qui peuvent paraître satisfaisants, les témoignages des Lommois se font l'écho d'un sentiment d'insécurité croissant dans certains quartiers, dans certaines rues. Des jeunes qui hésitent à sortir par crainte de prendre le métro en fin de soirée, des riverains excédés par des rodéos urbains, des propriétaires impuissants devant les occupations illégales des gens du voyage sont autant de situations récurrentes qui exaspèrent les Lommois et nourrissent le sentiment d'insécurité.

Pour y faire face, nous appelons à mettre en œuvre et expérimenter les solutions qui fonctionnent ailleurs. Vous avez annoncé le déploiement de la vidéoprotection à Lomme. Vous le savez, pour le groupe Faire Respirer Lomme, nous y sommes très favorables depuis longtemps et nous nous félicitons enfin de voir les forces de l'ordre disposer d'une technologie supplémentaire pour mener à bien leurs missions et protéger les Lommois.

Cependant, comme vous l'avez déjà présenté, la vidéoprotection ne peut pas tout faire. Elle doit faire partie d'un ensemble d'outils et ne pourra se substituer à la présence humaine des agents sur le terrain. Le trafic de drogue et la menace terroriste croissante exposent directement les citoyens et les policiers municipaux à des risques grandissants.

Pour que les agents de la Police Municipale puissent mener à bien leurs missions sur le terrain en toute sécurité, le groupe Faire Respirer Lomme demande un armement progressif de la Police Municipale, avec un équipement de type tazer dans un premier temps. Cette demande est, vous le savez, relayée par certains syndicats de policiers municipaux, de plus en plus nombreux, qui se prononcent en faveur de l'armement.

Pour conclure, nous souhaitons que nos travaux concernant la sécurité que nous devons aux Lommois soient abordés de la manière la plus pragmatique et la plus transparente possible. Les élus de ce Conseil, y compris ceux de l'opposition, devraient être en mesure de participer aux travaux concernant la sécurité, comme ils participent aux travaux sur d'autres thématiques au travers des commissions de ce Conseil.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur GROSSE.

Je vais passer la parole à Monsieur LEROY.

**M. J. LEROY.** - Merci, Monsieur le Maire. Je vais essayer, moi aussi, d'être rapide.

Nous saluons également cette réunion et ce point, qui est important, qui a été fait sur une thématique qui était très attendue des Lommoises et des Lommois.

Nous, Écologistes, faisons le même constat que Monsieur GROSSE et que beaucoup de Lommois partagent, bien sûr, mais je pense que nous n'avons pas la même vision de la sécurité, et surtout, nous n'apportons pas les mêmes solutions que mon collègue Monsieur GROSSE.

À Lomme, cela a été dit, les effectifs de Police Municipale augmentent, c'est une bonne chose, ils vont continuer d'augmenter et nous vous soutiendrons en ce sens, car nous croyons effectivement que l'une des solutions principales est l'humain et les professionnels formés, qui seront toujours plus utiles que les technologies. On le sait, maintenant, on a des technologies qui commencent à nous permettre d'agir, mais elles ne remplaceront jamais des humains professionnels et formés.

Vous nous parlez depuis longtemps de vidéosurveillance et nous ne faisons pas tout à fait le même constat que vous, puisque vous nous avez dit que cette technologie avait fait ses preuves, j'aimerais bien en savoir plus concernant ces preuves, car nous faisons le constat inverse : on voit que cette technologie a vraiment ses limites, elle a beaucoup de limites et, en plus, est coûteuse.

En revanche, nous sommes plus pragmatiques, et nous n'y sommes pas complètement opposés, sur les dispositifs de caméras mobiles ou de caméras nomades, dont vous avez parlé, Monsieur le Maire, tout à l'heure. Effectivement, temporairement et localement, ces outils peuvent permettre de répondre à un problème localisé.

En revanche, la généralisation de la vidéosurveillance est une dépense majeure, une bascule éthique également, et c'est une fausse réponse, selon nous, à de vrais problèmes.

En ce qui concerne l'armement de la Police Municipale, pour terminer, c'est un débat que vous avez déjà eu avec la majorité ou à Lille, par exemple, avec nous, donc je ne vais pas paraphraser ce qui a été dit, on vous a déjà fait un certain nombre de réponses, mais nous pensons que ce serait vraiment rajouter de la violence, tendre des situations, ajouter des tensions, là où c'est le contraire qu'on doit faire, on doit aller vers une désescalade, vers un apaisement, et surtout, il faut rappeler que la Police Municipale est un corps de Police, qui répond à une mission, et cette mission-là, selon nous, ne nécessite pas forcément de port d'arme, et notamment d'armes létales. Nous y sommes fortement opposés, puisque c'est surtout une mission de proximité, une mission de dialogue, dont les solutions ne nécessitent pas de port d'arme, selon nous.

Nous soutenons donc nos policiers à Lomme, qui font un travail difficile et remarquable. Nous soutenons aussi, et vous avez beaucoup insisté là-dessus, Monsieur le Maire, donc je ne vais pas forcément vous paraphraser, toutes les actions qui peuvent contribuer à une baisse de la délinquance et des incivilités. Lutter contre l'ennui, lutter contre le repli, lutter contre la pauvreté, lutter contre la détresse, et vous avez parlé aussi de santé mentale, sont autant de moyens de lutter pour notre sécurité à toutes et à tous à Lomme.

Voilà très rapidement ce qu'on pouvait dire sur ce sujet. En tout cas, c'est un travail et un débat qui va se poursuivre, évidemment, et nous y participerons, bien entendu. Nous le devons aux Lommoises et aux Lommois qui attendent beaucoup sur ce sujet et je vous en remercie.

**M. LE MAIRE.** - Merci pour vos interventions à tous les deux.



Je ne suis pas forcément tout à fait en accord avec Monsieur GROSSE, mais je ne vais pas vous répondre, puisque j'ai répondu avant. La seule réponse que je vous ferai, brute, pas de décoffrage mais quand même, est sur cette volonté, cette exigence que vous portez, vous et les vôtres, que ce soit à Lomme, à Lille ou ailleurs, sur l'armement de la Police Municipale. Je vous certifie qu'à Lomme, et j'en discutais en aparté avec Monsieur Mehdi BOUKERROU, que je salue, d'ailleurs, parce qu'il est venu avec quasi un bras en moins ce soir, mais il est là, il est sorti de l'hôpital ce matin – je passe l'aparté –, il n'y a pas une volonté des agents de la Ville policiers municipaux d'être armés. Je les connais bien, je les connais tous, je les fréquente, ils me suivent, je les précède, on va avec eux sur le terrain, ce qui est bien normal, et comme le disait Joffrey LEROY, ils sont plus dans l'approche, pas amicale mais des personnes qu'ils doivent approcher, sans avoir besoin. Je suis élu dans cette ville depuis un peu de temps, presque 20 ans ; il n'est pas arrivé souvent de difficulté, peut-être une en 20 ans, rien de quoi armer une Police Municipale à Lomme.

Chacun ses prérogatives ; je l'ai dit en introduction, la sécurité, c'est du régalien, vous le savez aussi bien que moi. Je ne demande pas à être armé non plus, je ne saurais pas le faire, je ne voudrais pas le faire.

À Lomme, c'est réglé, cette question ne se pose pas, on n'en a pas besoin, on n'en a pas envie, il faut de la formation, etc. En revanche, il faut plus, et nous sommes d'accord là-dessus, je crois, de policiers nationaux.

Cher Joffrey, une petite boutade sur votre intervention : vous pourriez être définitivement de la majorité, merci de votre intervention, j'allais dire « presque comme d'habitude ».

**M. J. LEROY (hors micro).** - Vous pourriez être aussi chez nous. *(Sourires)*

**M. LE MAIRE.** - J'attends les autres interventions tout à l'heure.

Merci beaucoup à vous deux.

## **- POINT QUARTIER DELIVRANCE**

**M. LE MAIRE.** - Monsieur PETRAUD, je ne vous ai pas oublié. Si vous me permettez deux mots...

Sans transition, là encore, on va partir sur la Délivrance pour un autre sujet, qui n'est pas exclu de la problématique qu'on vient de questionner, mais je reforme le sujet.

Vous le savez, nous nous sommes engagés, je crois que c'était une des premières grandes réunions que j'ai pu faire, avec Partenord pour la ville, lorsque je suis devenu Maire, le choix du groupement à l'époque, en 2022, de mémoire, pour déterminer l'avenir de Partenord. On a trouvé, pas en 2022, parce qu'il a fallu quand même un peu de temps, entre vous, nous et les services de la Ville, parce que Délivrance est tout de même un sujet particulier, la cité-jardin dont on a évoqué le sort et l'histoire, avec des précautions bâtementaires, là encore, et une histoire, donc il a fallu prendre du temps pour qualifier le projet, et je remercie une nouvelle fois ceux qui nous ont accompagnés ; je pense notamment aux associations de locataires, il y en a deux qui sont toujours avec nous et qui ont signé cette charte du relogement et du programme de réhabilitation de Délivrance : la CNL, de Gérald MOREL, et nos amis de la CGT-INDECOSA, qui portent aussi la discussion, et c'est bien normal, pour la qualification de ce projet.

Il y a eu une présentation publique au mois de mars ou en février de l'an dernier. Les travaux devaient commencer. Ils ont été retardés, puisque Partenord n'était pas forcément prêt financièrement – on va le dire ainsi –, et nous avons pris le temps, quelques mois – ce n'est pas forcément du temps perdu, même si tout le monde est impatient, je l'entends bien –, pour boucler définitivement le dossier. Nous sommes passés du plan A au plan B, mais comme je l'ai dit au Président du Département, au Président de Partenord, à Monsieur COJON et à vous en des termes fleuris, il n'y a pas de plan C, donc là, on y va, on est d'accord et les travaux vont commencer.

C'est ce que va vous présenter Monsieur PETRAUD, que je remercie une nouvelle fois pour sa présence. À vous !

**M. PETRAUD (Partenord Habitat).** - Je vous remercie infiniment de m'honorer de cette invitation.

Je suis Directeur de la construction de Partenord Habitat. Partenord Habitat est l'office public du Département du Nord, on a aussi quelques logements dans l'Aisne, à peu près 54 000 logements sur tout ce territoire. On participe donc comme on peut au logement social, à sa production et à sa réhabilitation.

*(Projection d'un diaporama)*

Je vais effectivement reprendre une présentation qui a été faite en comité de pilotage il n'y a pas très longtemps, en présence de la Ville, aux signataires de la charte de relogement, donc les personnes citées par Monsieur le Maire.

Ce projet est effectivement un gros projet pour Partenord Habitat, un gros projet pour la Ville sans en douter, 55 M€, mais ce n'est pas seulement de l'argent, ce sont d'abord et avant tout des gens qui y vivent, des locataires Partenord Habitat, des riverains, des administrés, donc, et, pour nous, ces trois dimensions sont évidemment intéressantes et importantes. C'est aussi un patrimoine – et il est intéressant de participer à ce Conseil municipal aujourd'hui, parce que combien de fois le nom de Délivrance est revenu dans la bouche des uns et des autres, donc je note, je l'avais déjà compris, l'importance de ce quartier pour les Lommois et les Lommoises – remarquable, patrimoine bâti, patrimoine végétal, que l'on a intégré immédiatement dans la façon qu'on avait de concevoir ce programme.

Monsieur le Maire le disait, on a lancé un marché de conception réalisation qui a vocation à travailler tout de suite avec un architecte et une entreprise générale, et à l'issue d'un concours d'architecture, nous avons retenu le groupement dont les logos apparaissent, et pour ne citer que les principaux, l'entreprise GCC, le cabinet MAES, cabinet lillois, et Odile GUERRIER, qui est l'urbaniste paysagiste de ce secteur.

C'est un marché de travaux en conception réalisation qui prévoit la démolition de 26 logements, la construction de 58 logements et la réhabilitation de 126 logements, c'est donc une intervention complète de 210 logements sur le patrimoine qu'a acquis Partenord Habitat auprès d'ICF il y a quelques années.

Cette présentation n'a pas vocation à vous présenter des images, et je sais que Monsieur le Maire, dans un courrier adressé prochainement aux Lommois, peut-être déjà adressé, fera paraître quelques images dans sa dernière page...

*(Monsieur le Maire montre le courrier.)*

Elle a plutôt vocation à vous expliquer ce qu'est ce projet pour nous.

Il comprend donc une part de réhabilitation, une part de construction neuve et une part de démolition, l'idée étant que dans le cadre des opérations de réhabilitation, une partie des habitants puisse accéder à des logements différents, donc mieux, et peut-être de typologie différente, en fonction de la modification typologique et de la structure familiale qui a pu évoluer depuis des années.

58 logements neufs, répartis principalement sur trois flots sur lesquels je reviendrai, avec un panachage de natures de financements. On a beaucoup d'acronymes dans notre métier, je vais le dire une fois pour expliquer ; en gros, on a les PLAI qui sont les plus bas revenus du logement social, les PLUS qui sont des logements un peu supérieurs et le PLS qui est quasiment assimilé, avec ce qu'on appelle le LLI (logement locatif intermédiaire), à du logement privé, c'est-à-dire qu'on est quasiment sur les mêmes ratios de loyer que le privé ; en règle générale, on dit que le LLI est 15 % inférieur au marché privé. C'est soumis à conditions de revenus, et pour cela, on a des conventionnements APL qui permettent

aux locataires de bénéficier d'aides au logement et à nous, constructeurs, de bénéficier d'aides de l'État, soit sous forme de subventions, soit sous forme d'emprunts bonifiés.

En réhabilitation, les logements qu'on a acquis auprès d'ICF qui sont existants – et il est très intéressant de voir, là aussi, ce panache de typologies constructives –, 40 logements sont dédiés à des opérations d'accession, donc dans la façon d'habiter demain sur Lomme Délivrance, et c'est déjà le cas, il y aura davantage de logements en accession, puisque 40 des logements existants seront réhabilités puis vendus, en réalité commercialisés, réhabilités, puis vendus, et 86 d'entre eux seront réhabilités, avec, pour certains, un retour des locataires occupants et, pour d'autres, des nouveaux arrivants. Pareil, les catégories PLAI, PLUS et PLUS ; il y a, en règle générale, 30 % de logements pour les plus faibles revenus, puis une mixité dans les financements de nature PLUS, PLS et Logement Locatif Intermédiaire.

Sur la *slide* suivante, on parle des logements démolis ou réhabilités. Je vous le disais, ce sont des logements pour partie occupés. Depuis quelques années, une vacance commerciale, une vacance technique, voulue ou non désirée, a produit 92 logements vacants à ce jour ; 60 logements restent occupés, dont un certain nombre souhaitent rester dans ces logements.

La destination en typologie de travaux des 60 logements occupés :

- 14 d'entre eux seront démolis ;
- 45 seront conservés en location ;
- et 1 sera à destination d'accession.

Celui qui est destiné à l'accès concerne un couple qui est identifié et qui veut aller dans un logement neuf, de mémoire.

Sur les 92 logements vacants :

- 12 d'entre eux seront démolis ;
- 39 seront voués à l'accession ;
- 41 seront voués à la location.

Un plan vous montrera avec un code couleur où sont situés tous ces logements.

Le relogement des 59 locataires est l'objet même des échanges très fournis que nous avons eus avec la Ville et les représentants des locataires, donc la CNL et INDECOSA notamment, puisque, forcément, ce n'est pas un relogement choisi, cela peut être, d'ailleurs, un relogement subi pour certains d'entre eux, donc l'idée est vraiment de l'accompagner, avec deux acteurs dédiés pour cela sur lesquels je reviendrai juste après.

Néanmoins, beaucoup de locataires sont là depuis longtemps et ont vu leur structure familiale évoluer ; parfois, un couple avec des enfants est devenu un couple seul, voire une personne en veuvage. On présume, et on a rencontré pour cela les locataires, qu'il serait peut-être plus intéressant pour eux, pour des raisons d'habitabilité mais aussi de soutenabilité financière, d'aller dans un logement mieux réhabilité, plus à même de correspondre à leurs besoins, donc des mutations.

Il y aura des mutations prévisibles dans le neuf pour 28 locataires actuellement et 14 souhaitent retourner dans leur logement ou dans un logement différent mais réhabilité.

Il y a encore, à ce jour, 5 locataires qui nécessiteront des études complémentaires, des rencontres complémentaires, de façon à voir avec eux dans le détail ce qu'ils souhaitent faire et où ils souhaitent aller.

Deux acteurs dédiés, je vous le disais : pilotage social et MSA. Partenord Habitat a une longue expérience, au travers des dossiers en renouvellement urbain que l'on a réalisés sur la totalité du territoire et qu'on réalise encore, de l'accompagnement des locataires, et pour cela, on se dote de moyens et de personnes dont c'est le métier, en l'occurrence deux acteurs :

- Interface Pilotage Social ; j'aime à dire que c'est l'accompagnement social logistique, sans dénigrer du tout : les déménagements, la communication, la gestion de l'organisation du chantier, la médiation, la gestion de la Maison du Projet. Oui, fait intéressant, une Maison du Projet existe et demeurera pendant toute la durée du chantier, elle se situe rue Fosfer et permettra de faire un certain nombre de rencontres et de moments de communication autour du projet. Toute personne en mutation sera rencontrée en amont, accompagnée, suivie, y compris dans son retour au logement ou dans sa nouvelle appropriation du logement, de façon à ce que, pendant toute la durée, ce ne soit pas une souffrance de déménager mais bien une chance.
- La MSA (Mission Sociale d'Accompagnement) ; cette fois, c'est vraiment notre cœur de métier et celui de nos partenaires, c'est missionné par le bailleur, c'est l'accompagnement de la vie quotidienne, donc les aides aux démarches administratives, les dossiers de mutation, les demandes APL et la coordination avec les différents organismes, mais cela peut être aussi de l'accompagnement sur la gestion de la dette etc. Ce sont des questions que l'on traite également dans le cadre de cette opération urbaine, architecturale et environnementale.

Concernant le planning prévisionnel, ce sera un chantier d'ampleur, qui mobilisera énormément de personnes dans le temps. Évidemment, les travaux se font en milieu vide d'occupation, et pour que les mutations s'opèrent, il va falloir construire préalablement, ce qui nécessite de fait un temps long de ce chantier ; on est vraiment dans une opération de renouvellement urbain qui n'en porte pas le nom ni le label :

- un démarrage des travaux, comme le disait Monsieur le Maire, au deuxième trimestre 2025, avec un lancement au 25 juin, si ma mémoire est bonne ;
- et des travaux qui s'échelonneront jusqu'au premier trimestre 2028.

Je m'excuse pour la lisibilité du plan qui n'est pas top, mais je vais vous en faire la lecture, et pour ceux qui ne sont pas daltoniens, cela ira :

- en jaune, ce sont les trois îlots d'opérations de construction neuve, donc on est sur un mix sur ces trois îlots d'opérations d'habitat semi-collectif et semi-individuel, qui respectent l'architecture de la Délivrance, et c'était un point dur de la Ville de Lomme, de ses services techniques, ainsi que de la Ville de Lille en conseil, avec ses pans coupés, avec ses fenêtres, avec sa matérialité ;
- en vert un peu « flashy », on a les opérations qui visent la déconstruction, cette fois-ci plutôt de logements, si vous les connaissez, qui ne présentent pas un caractère architectural très intéressant, en tout cas une facture architecturale nettement moins intéressante que les années de construction initiale, les années vingt, qui qualifient réellement cette cité-jardin ;
- en violet et en bleu, on a les opérations dites « de réhabilitation », donc on travaille sur un tissu de logements individuels, avec une diversité d'habitat assez spectaculaire, puisqu'il y a trois générations de constructions avec des matérialités différentes, des volumes différents, des typologies différentes. En bleu clair, ce sont les opérations réhabilitées qui seront proposées en commercialisation pour l'accession à ceux qui le peuvent, puisque c'est de l'accession libre. En violet, vous avez les opérations de réhabilitation à terminaison locative.

Pour rentrer dans le vif du sujet des travaux, nous avons prévu vraiment un accompagnement et nous travaillerons avec les services de la Ville et les signataires de la charte de relogement sur des éléments de communication évolutifs. Nous prévoyons, pour ne pas blinder de panneaux de com' partout la cité Délivrance, de plutôt travailler sur des logiques de QR Codes, pas que, parce que tout le monde n'est pas outillé pour, mais notamment avec des QR Codes, pour tout ce qui est panneaux de chantier et panneaux de communication, il y a la Maison du Projet, il y aura de la communication institutionnelle, le but étant que tout un chacun ne soit pas surpris de voir son cadre de vie évoluer, parce que compte tenu de l'intervention qu'on aura de façon très importante, il y aura une base vie (en rouge sur le plan), et après, il y aura

nécessairement un rayonnement des équipes vers les différents spots sur lesquels ils travailleront et glisseront de l'un vers l'autre.

Cela démarrera, comme je vous le disais, par les opérations de constructions neuves et par une opération de démolition d'un bâtiment qui ne présente pas de qualité, en tout cas pas intrinsèque, que vous voyez détourné en vert.

Au deuxième et troisième trimestres 2025, concrètement, juin, premier coup de pioche, voire premier coup de godet ; s'ensuit pendant l'été l'installation des équipes, installation de la base vie, installation des grilles Heras, de la base chantier. Et très vite, en septembre, en octobre, le terrassement, les grues, et s'ensuit le travail sur le terrain, que vous verrez au jour le jour pour ceux qui habitent le secteur.

Donc du troisième trimestre 2025 jusqu'au premier trimestre 2027 pour ces trois opérations de constructions neuves.

Du troisième trimestre 2025 jusqu'au premier trimestre 2028, il y aura toutes les opérations de réhabilitation ; là, c'est vraiment grande maille, on va rentrer au fur et à mesure, comme je le disais, avec l'entreprise dans un plan de communication assez soutenu, co-rédigé avec la Ville et partagé avec les acteurs locaux, et notamment les représentants des locataires.

Vous avez ensuite les opérations d'accession, en bleu, pour les visualiser, et, pour finir, les opérations de déconstruction. Je précise que les opérations d'accession sont soumises à un volume de commercialisation initial nous permettant de déclencher les opérations. Sur l'aspect commercialisation, il y aura des informations possibles au niveau de la Maison du Projet, mais également au niveau de Partenord Habitat, qui est présent – vous connaissez peut-être l'agence en face de la Mairie – partout sur la métropole européenne de Lille.

J'en ai fini pour la présentation. Simplement dire que l'équipe est totalement mobilisée sur ce projet, on est à fond ! Ce n'est pas tous les jours qu'on a l'occasion d'avoir un aussi beau projet entre les mains, qui fait sens ; on est particulièrement content que le projet se débloque et on est très motivé pour y travailler dans les prochains mois et les prochaines années.

Merci de votre attention.

**M. LE MAIRE.** - Merci, Monsieur PETRAUD.

On vous a présenté l'essentiel : le plan, le calendrier, la volonté commune, je le dis, avec Partenord et la volonté politique qu'on y a mis. Je ne l'ai pas dit en préambule, mais je le réaffirme : c'est un moment important, pour la ville et, évidemment, pour Délivrance ; Délivrance n'est pas un quartier qui vit en vase clos, il rayonne évidemment sur la ville, mais la ville a aussi un impact sur la Délivrance. Le fait de continuer de manière significative la réhabilitation des maisons qui étaient murées, vides, dans un état de délabrement avancé – certaines datent de 1921, d'autres de 1944, d'autres encore des années soixante, etc. –, ce n'est quand même pas rien et ce n'est pas si simple, Monsieur PETRAUD ; on a pu avoir quelques mots, d'ailleurs, sur la manière de faire et sur le calendrier, mais c'est bien, sinon normal, du moins un fait qui s'est produit.

Il me semblait important d'insister sur la mixité, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas une volonté de l'équipe municipale et de la majorité de vendre à la découpe la Délivrance ; au contraire, il s'agissait de donner l'attention à ceux qui y habitaient pour pouvoir rester à Délivrance, avec la question du plan de relogement qui s'est bien passé ; il y a encore deux ou trois sujets qu'il faudra régler, mais on verra cela, comme on le fait d'habitude, de manière individuelle.

Enfin, je ne peux pas conclure cette intervention sans rappeler l'exigence que je mets aussi sur le Département, pour, j'espère, avoir une réponse positive sur la réhabilitation du collège. Ce serait quand même un peu singulier que le Département, via son bailleur Partenord, finance d'un côté Délivrance et oublie, mais je pense que le Président va se

ranger à la raison au regard des éléments techniques qui sont en sa possession, en tout cas je l'espère, je renouvelle mes vœux, et je le salue quand même sur cette volonté, si tant est qu'il la mette en œuvre.

Merci, Monsieur PETRAUD. Je vais vous libérer et vous pouvez commencer votre week-end. (*Sourires*)

**M. PETRAUD (Partenord Habitat).**.- Merci.

## - HOMMAGE A AURELIEN MAKEREEL ET A MARIE-CHRISTINE BLANQUET

**M. LE MAIRE.**.- Chers amis,

Malheureusement, nous avions prévu de rendre hommage à une agente de la Ville, mais les circonstances font que cet hommage sera double, puisque nous venons de perdre quelqu'un qui nous avait rejoints.

Je vais commencer par Aurélien MAKEREEL, qui est décédé d'une longue maladie hier. Nous avons eu cette mauvaise surprise cet après-midi, donc j'ai tenu à lui rendre, non pas immédiatement, mais quand même hommage lors de cette soirée.

Aurélien occupait un poste d'agent de propreté ; vous le savez, dans la Ville, on essaye de donner la considération à tout le monde. Je salue Alain GRILLET, qui occupe cette délégation avec beaucoup de plaisir et de talent mais ne se force pas.

Aurélien, même s'il n'était pas là depuis très longtemps – mais ce n'est pas le sujet –, était apprécié de beaucoup de ses collègues qui, forcément, vous l'imaginez, sont très émus et affectés, pour ce qu'il était, un jeune homme, très jeune, 36 ans, toujours avec beaucoup de gentillesse et de bonne humeur.

Je tenais donc à avoir ces mots au regard de la disparition d'Aurélien qui nous afflige ; c'était un des nôtres, tout comme Marie-Christine BLANQUET ; je ne sais pas si on a la photo de Marie-Christine...

*(Projection d'une photo)*

Je pourrais me taire et il vous suffira de regarder Marie-Christine, pour celles et ceux qui la connaissaient, fort nombreux peut-être dans la salle ; je pense aux plus anciens, parce que Marie-Christine est arrivée il y a longtemps, en 2001, sur la Ville, il y a 25 ans. Malheureusement, elle a été rattrapée, elle aussi, par la maladie, la même, je ne vais pas la qualifier. Cela a été très compliqué, elle a eu une période d'arrêt assez longue et elle nous a quittés le 14 février dernier.

Je voulais, en notre nom, en mon nom, l'accompagner, accompagner ses enfants, Kévin, Nicolas, Julien, son petit-fils Sacha.

Elle était radieuse, vous la voyez, elle était toujours très amicale. Elle a travaillé longtemps comme agente d'accueil au développement social à son recrutement. Elle est passée ensuite aux côtés de Jérôme COLLET pendant une dizaine d'années au niveau de la police municipale, du secrétariat.

Elle laisse un souvenir intense et précieux pour beaucoup d'entre nous. Elle fait partie de celles et de ceux qu'on aime croiser, qu'on aimait côtoyer, qu'on aimait tout court et dont on va se souvenir longtemps.

Je vais vous demander simplement une minute de silence pour ces deux agents.

*(Une minute de silence est observée en hommage à Marie-Christine BLANQUET et Aurélien MAKEREEL.)*

Merci.

**- QUESTION ORALE DU GROUPE LOMME VERTE : ACCUEIL ET LOGEMENT – FAMILLES ROMS**

**M. LE MAIRE.-** Il nous reste une question orale avant « d'attaquer » – si vous me permettez le terme – le Conseil proprement dit, même si je pense que tout est un peu lié, sans délibération. La question orale nous est posée par Madame Claire ZYTKA-TARANTO.

**Mme ZYTKA-TARANTO.-** Monsieur le Maire,

Nous souhaitons vous interpellier quant aux familles roms qui sont installées actuellement à l'entrée de l'Îlot Boschetti, au bout de la rue Victor Hugo.

Tout d'abord, qui sont les Roms ? Il s'agit d'une population qui vient pour la plupart de Roumanie, parfois de Bulgarie, et qui fait l'objet de discriminations, tant dans son pays d'origine que dans le reste de l'Europe. Ils arrivent en France, où même vivant dans un bidonville, ils sont moins pauvres que chez eux.

Pour rappel, ces familles actuellement sur ce site lommois sont arrivées d'abord sur la friche de l'allée Julie Victoire Daubie, donc à quelques mètres de là, suite à l'évacuation du site des Pyramides à Lille. Une nouvelle évacuation les a menées à reconstruire des abris rue Hegel.

Effectivement, depuis cette rue, le site n'est pas beau à voir. On a vue sur l'arrière des cabanes et sur des tas d'immondices qui remplissent le fossé. À noter qu'avant l'arrivée de ces familles, cette friche était déjà encombrée de déchets, notamment de vieux pneus, que les familles roms ont ramassés et empilés sur le côté. La mise à disposition d'une benne à ordures aurait empêché cet amas, mais cela implique que la MEL accepte de modifier son circuit et le ramassage par les camions Esterra...

Vu de l'intérieur, le camp n'est pas rempli d'ordures. Ces familles, hommes, femmes, enfants et bébés, vivent certes dans un habitat insalubre et indigne, mais ils l'entretiennent du mieux qu'ils peuvent. Plusieurs hommes ont un emploi, certaines femmes participent à des ateliers pour apprendre le français, les enfants vont à l'école Salengro, un jeune garçon va rentrer en sixième au collège Levi-Strauss à la rentrée prochaine. Et cet habitat en bidonville, même indigne, est mieux que la rue.

Il semblerait que ce site appartienne aux Voies Navigables de France. En tout cas, jusqu'à aujourd'hui, il n'était revendiqué par personne. Certes, il n'est pas agréable à regarder, et oui, la vue de la misère nous dérange tous et nous préférons qu'elle soit loin de nous...

Le Tribunal administratif a examiné la semaine dernière une demande d'expulsion formulée par le Préfet. J'ai eu connaissance du jugement avant-hier, et donc l'ordre d'expulsion a été donné par le Tribunal administratif.

Si l'ordre d'évacuation est donné – pour l'instant, on n'a pas la date –, et il va l'être, ces familles perdront à nouveau ce qu'elles ont eu tant de mal à reconstruire : les caravanes et les cabanes et leur contenu seront détruits. Les familles se retrouveront toutes à la rue, hormis peut-être celles avec de très jeunes enfants, qui pourraient avoir droit à trois nuits

d'hôtel avant de rejoindre, elles aussi, la rue. Et les enfants scolarisés subiront à nouveau une rupture dans leur parcours scolaire.

Alors, Monsieur le Maire, oui, ces familles vivent dans des conditions sanitaires inacceptables, mais pouvez-vous et pouvons-nous garantir qu'elles ne se retrouvent pas sans aucune solution d'hébergement, si ce n'est de squatter un autre terrain et pouvez-vous garantir qu'elles soient effectivement relogées ?

Comment la Ville de Lomme peut-elle participer à une réflexion et à une réalisation d'accueil et de logements pérennes pour les personnes à la rue, et en particulier pour ces familles roms ?

Quels moyens concrets la Ville de Lomme pourrait-elle proposer pour manifester sa solidarité ?

Merci, Monsieur le Maire, pour votre réponse.

**M. LE MAIRE.** - Merci, Madame ZYTKA-TARANTO, pour cette question, qui évoque la situation des Roms à Lomme quai Hegel croisement rue Victor Hugo.

Vous dites des choses qui sont claires et d'autres qui sont un peu moins justes, mais peut-être parce que vous n'avez pas l'information, notamment sur le « cadencement » du cheminement de ces personnes – pour ne pas dire « Roms » –, qui sont là depuis maintenant quasiment deux ans, qui sont venues du site des Pyramides, vous le savez certainement, et qui sont rentrées dans le futur quartier RHD2, sur le futur parc que nous livrerons dans quelques jours, quelques semaines, avec Arnaud DESLANDES et tout le monde, les élus et la population. Elles en sont reparties parce que l'ancien Préfet, Monsieur LECLERC, à la tendresse affirmée, avait aussi décidé de procéder à l'évacuation, pour ne pas dire à autre chose. Je ne reviens pas sur les circonstances des échanges que nous avons eus à l'époque, mais à l'époque, je parle sous couvert de Simon DELANNOY qui s'en souvient certainement – j'espère –, nous avons eu cette discussion orale et écrite sur la demande de relogement, ce qui avait été, d'ailleurs, une difficulté entre le Préfet et moi – je ne vous dirai pas dans quels termes, mais cela a été une difficulté très intense dirons-nous.

Ces personnes sont parties. Il y a eu quelques nuitées ou une nuitée d'hôtel, de mémoire, maximum deux, pour les publics les plus fragiles, je pense aux enfants, et celles et ceux qui avaient des caravanes à l'époque sont revenus au bout de trois jours ou une semaine – je ne sais plus trop, mais de manière très rapide – et ont trouvé un terrain, on va se le dire, plus qu'improbable, au pied du pont qui mène à Loos ou, en descendant, qui mène à Lomme, pour s'installer et faire un campement en définitive, pour y vivre ou y survivre, dans les conditions que vous connaissez.

Qu'ai-je eu ? Je n'ai pas eu beaucoup de récriminations ou de demandes de la part des Lommois, mais j'en ai eu, de la part de gens qui vivaient dans le périmètre ou de gens qui, habitant Lomme ou ailleurs, me faisaient remarquer, si je ne l'avais pas vu, qu'un campement était là et me demandaient ce qui se passait, donc je répondais ce qu'il en était par rapport à l'histoire qu'on vient d'expliquer et affirmais, parce qu'on l'a vérifié peut-être vingt fois avec Jérôme COLLET et les services, que ce terrain n'était pas cadastré, c'est-à-dire n'avait pas de propriétaire, donc il n'était pas à la Ville, ce n'est pas un terrain Ville, ce n'est pas un terrain MEL, ce n'est pas un terrain État et, je vous le dis, ce n'est pas un terrain VNF, ce terrain n'appartient à personne, mais, à la limite, ce n'est pas trop le sujet.

Le sujet était peut-être, politiquement, qui va demander l'évacuation dans les termes que vous avez utilisés, pour savoir quelle est la responsabilité et, ensuite, quel est le devenir.

J'ai eu quelques faits, on me disait qu'il y avait de la petite délinquance ou des choses comme cela, mais rien de définitif, rien de prouvé et pas de plainte très claire.

Il s'avère qu'il y a une quinzaine de jours, peut-être moins, un mercredi pendant les vacances, la première semaine, je suis allé sur la rue Victor Hugo, parce qu'un collectif a attiré mon attention sur la situation de STB, l'entreprise située



juste en face du campement, sur la situation de la rue Victor Hugo, sur la situation du camp et des déchets sous le pont, plus la friche à côté du silo Standard.

On a pris deux heures, on a fait le tour, on est passé devant le campement, donc je confirme ce que vous dites : ils vivent du mieux qu'ils peuvent dans le campement, mais la situation, pour avoir connu quelques campements – vous le savez – dans ma vie précédente, n'est pas terrible du tout et l'argumentation du Préfet ou de ses services sur les questions de risque sanitaire, d'hygiène, etc. s'est avérée dans le délibéré ; d'ailleurs, le délibéré évoque ce sujet-là. Ce n'est pas contestable.

Ce qui est plus difficile après, c'est évidemment de se dire que l'évacuation va se faire ; je ne sais pas à quel moment cela va se faire, cela se fera au moment où le Préfet réunira les conditions pour que cela se fasse. L'enquête sociale a été faite et je lui ai écrit sur la question, comme j'avais écrit au Préfet LECLERC, du relogement ; je lui ai demandé ce qu'il en était sur le relogement, qui est la compétence de l'État, et pas du Maire.

Je vous rappelle aussi, mais vous le savez, que depuis que je suis Maire, on a avancé sur le sujet, pas simplement pour les populations roms ou autres, sur la délégation qu'occupe aujourd'hui Cécile MESANS sur l'hébergement d'urgence. Nous n'avons pas dans cette ville d'hébergement d'urgence. Nous avons aujourd'hui un appartement qui est toujours occupé, par des familles qui se succèdent, qui en ont besoin. J'envisage, si le Directeur général des services reste en bonne santé et aimable, de continuer à avancer sur le sujet, parce qu'on en a besoin, parce qu'il y a des populations qui en ont besoin à Lomme. Je pourrai peut-être doubler le logement d'urgence, sous couvert, d'ailleurs, d'un bailleur social, avec des prix qui nous permettent d'accompagner, dans la limite de ce qu'on peut faire. On peut faire cela.

Après, politiquement, je ne peux pas toujours, sur tous les sujets, me substituer à l'État, à la MEL ou au Département. Tout le monde toque à ma porte ; c'est vrai sur ce sujet, c'est vrai sur les mineurs non accompagnés qui sont en voie de reconstitution, certainement, à Bois-Blancs, et je suis l'affaire. Je vous rappelle que je suis allé voir Madame la Rectrice, vous le savez peut-être, avant qu'elle parte, puisqu'elle est partie, malheureusement, sur le sujet de l'accompagnement des jeunes sur les questions d'éducation. Je vous rappelle que j'ai signé évidemment des deux mains le fait que les enfants soient scolarisés à Salengro et ne soient pas des familles complètement déconnectées. C'est mis en œuvre. Je peux le faire, il n'y a pas de problème.

Le collectif Roms a été reçu ; je l'ai reçu, ainsi que Dominique PLANCKE, il me semble, il y a un an et demi, lorsqu'ils étaient sur RHD2, et le débat s'est porté hier, sans évoquer ce sujet-là, sur le sujet à la Métropole hier soir, vous le savez, puisque votre groupe a déposé un vœu que j'ai voté allègrement, des deux mains, sur la relance d'un groupe de travail sur la résorption des bidonvilles sur la métropole lilloise, parce que cela concerne Lomme, Lille et d'autres villes de la métropole.

Cette politique a été arrêtée au début du mandat, il y a presque cinq ans ; elle a été arrêtée, elle a été stoppée de manière unilatérale par l'État. Que s'est-il produit ? Plutôt – vous ne l'avez pas dit, mais je le dis – un certain nombre d'expulsions et d'évacuations, la déstabilisation aussi des familles qui se construisent parfois des bouts de vie sur des morceaux de temps dans des sites improbables.

Je sais très bien que tout ne sera pas réglé avec les déplacements des populations ; c'est pour cela qu'on demande et que votre groupe a demandé hier, utilement, politiquement, qu'il y ait une relance d'un groupe de travail sur la résorption des bidonvilles, j'y souscris, pour ne pas continuer à fragiliser ces populations, les familles, les enfants et le travail des associations qui les accompagnent.

Je pourrais être plus clair, je pourrais vous répondre « non » aux questions que vous avez posées, mais vous avez compris le sens de ma réponse : évidemment, je ne peux pas – je le répète – me substituer, ni à l'État, ni au Département, ni à la MEL sur ces questions-là, considérant qu'il reste quand même une part d'humanité dans ce que nous sommes et qu'on scolarise, on est attentif, on ne jette pas l'opprobre, et je vois parfois, c'est vrai, sur mes posts ou sur d'autres posts de Lommois, des propos tout à fait vindicatifs et hostiles, qui posent un problème même des fois de légalité par rapport à la loi et la lutte contre les discriminations, mais on en parlera tout à l'heure avec Bouchta DOUICHI.

Je vous fais cette réponse, qui ne va pas vous satisfaire, mais je pense que dans les jours à venir, je ne sais pas quand, cette évacuation va se faire, j'espère dans de meilleures conditions. Le Préfet est un homme de grande qualité, il a beaucoup d'humanité, j'espère qu'il aura les moyens, qu'on lui laissera aussi mettre les moyens pour pouvoir reloger et relancer en même temps ce groupe de travail, et je prendrai ma part et j'écirai au Préfet sur la relance de ce groupe de travail en tant que Maire de Lomme, en tant que Conseiller communautaire et en tant que Conseiller départemental, pour que cette politique se redonne une chance d'avoir une vraie résorption, un accueil digne et un logement qui puisse arriver. C'est vrai pour les Roms et pour d'autres familles, je pense à des gens du voyage aussi, qui espèrent des places dans les aires d'accueil, mais je ne reviens pas sur le sujet de tout à l'heure.

## **2025/XX MOTION : PRIVATISATION DE LILLE METROPOLE HABITAT (LMH) : LE LOGEMENT SOCIAL N'EST PAS A VENDRE !**

**M. LE MAIRE.-** Si vous en êtes d'accord, parce que l'heure tourne, il est presque 21 heures, nous allons ouvrir le Conseil.

Je ne veux pas être trop long, mais je fais référence, là encore, via une motion, à l'actualité, et notamment l'actualité de Lille Métropole Habitat (LMH), qui, hier, sous couvert de la majorité de la Métropole, a fusionné avec CDC.

Je vous lis la motion et je vous laisserai la parole si vous voulez rebondir en deux mots, évidemment.

La Métropole Européenne de Lille a acté politiquement la transformation de LMH, son office public de l'habitat, en Société d'Économie Mixte (SEM) contrôlée en partie par CDC Habitat.

Ce choix politique de faire rentrer une structure semi-privée dans le capital est inquiétant, car les logiques et intérêts de l'action publique et de l'initiative privée ne sont pas les mêmes. Quand l'une parle d'intérêt général, l'autre parle de rentabilité.

Cette opération est présentée comme une opportunité de renforcer l'investissement grâce à un apport en capital. C'est, quelque part, un aveu. Quel aveu ! La MEL explique qu'elle n'a pas suffisamment déployé de moyens financiers – depuis quand même quelques années – pour permettre l'investissement nécessaire afin de mieux loger les locataires et porter de nouveaux programmes immobiliers. Cela peut nous parler ici à Lomme aussi, je le dis, en dehors de ce qui est écrit dans la motion, cher Philippe.

La Métropole part donc à la recherche d'un tiers pour financer ce qu'elle n'a pas fait par choix.

Financer plus le logement social est pourtant une décision politique ! La MEL prend une option différente pour combler ses manquements.

Garder la maîtrise de LMH, c'est permettre à la métropole de répondre aux urgences sociales, de lutter contre la précarité, d'offrir des logements indispensables quand nous évaluons le manque à 60 000 logements sur l'agglomération lilloise – 60 000 logements à construire. Cette situation provoque tant de désespoir et d'incompréhension – je le vois dans les permanences, où on reçoit beaucoup de monde – chez nos citoyens, à Lomme comme ailleurs.

Le Conseil communal dénonce avec force, comme un certain nombre de groupes politiques hier, le vôtre et le nôtre, lors du Conseil métropolitain, une décision qui porte atteinte au service public du logement, qui affaiblit la capacité de notre Métropole à répondre aux besoins urgents aujourd'hui des habitants, et encore pire, ceux de demain, qui ne seront plus au cœur même de la notion d'intérêt général.

Le Conseil communal dénonce la casse d'un outil 100 % public, un instrument de la solidarité territoriale et qui sert les habitants dans une logique non lucrative.

C'est un peu ce qui a résonné dans les interventions de quelques groupes dont j'ai cité le nom.

Voulez-vous prendre la parole, Monsieur GROSSE ou quelqu'un ?

Monsieur BECHROURI.

**M. BECHROURI.**- Que dire ? On est dans une décision purement dogmatique, avec le sentiment que le privé fait toujours mieux que le public, mais on sait très bien que ce n'est pas vrai, que quand on est dans de la privatisation – c'est ce qui est en train de se passer –, à un moment donné, il va falloir rémunérer les actionnaires et on va avoir des coûts plus importants.

Je ne sais pas comment on fait de l'investissement en plus avec des ressources en moins. Ce sont vraiment des décisions incompréhensibles.

On a des bailleurs sociaux sur ce territoire qui sont déjà privés et qui se comportent quand même, sur certaines opérations, pas très loin d'ici, sur Bois-Blancs, comme des goujats, dans le relogement, dans l'investissement, dans l'entretien des bâtiments.

Je vote donc des deux mains la motion. C'est honteux de prendre des décisions pareilles !

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur BECHROURI.

Je passe au vote la motion.

Qui souhaite voter cette motion ? (*La majorité municipale, Madame ZYTKA-TARANTO, Monsieur BECHROURI, Monsieur LEGRAND et Monsieur J. LEROY.*)

Qui s'abstient ? (*Personne.*)

Qui ne prend pas part au vote ? (*Personne.*)

Qui est contre ? (*Monsieur DUEZ (pouvoir), Madame DE RUYTER et Monsieur GROSSE.*)

(*La motion 2025/XX est adoptée à la majorité.*)

Merci.

## **2025/23 COMMISSIONS COMMUNALES – COMPOSITION – MODIFICATION**

**M. LE MAIRE.**- Pour les commissions communales, ce sera relativement simple. Je resalue Cédric LEGRAND pour sa présence, puisqu'il a remplacé notre ami Vincent DHELIN que je salue de loin, j'espère qu'il nous écoute, je n'en suis pas totalement certain. Puisqu'il n'est plus là, il faut remplacer Monsieur DHELIN par Monsieur LEGRAND dans un certain nombre de commissions ; c'est chose faite avec cette délibération. Les autres commissions ne sont pas impactées.

Qui vote cette délibération ? (*La majorité municipale, Madame ZYTKA-TARANTO, Monsieur BECHROURI, Monsieur LEGRAND et Monsieur J. LEROY.*)

Qui s'abstient ? (*Monsieur DUEZ (pouvoir), Madame DE RUYTER et Monsieur GROSSE.*)

*(La délibération 2025/23 est adoptée à l'unanimité. Monsieur DUEZ, Madame DE RUYTER et Monsieur GROSSE s'abstiennent.)*

Merci.

#### **2025/24 HUMANICITE – MEDIATION SOCIALE – SUBVENTION A CITEO 2025**

**M. LE MAIRE.** - Deuxième délibération sur Humanicité ; c'est une délibération que vous connaissez depuis maintenant quelques années, avec la médiation sociale, la subvention à Citéo dans le quartier d'Humanicité.

Je salue d'ailleurs le médiateur, qui vient à nos cellules de veille, pour faire la boucle avec le premier sujet, Jonathan DELACROIX, qui est un homme de terrain, qui participe à nos cellules de veille et qui nous permet aussi d'aller au contact des habitants; de visiter Humanicité.

J'irai d'ailleurs dans quelques semaines – on n'a pas fixé la date, mais cela va se faire bientôt – avec le nouveau Maire de Capinghem, Vincent DUCOURAU, puisque nous sommes amenés à travailler ensemble sur ce secteur partagé d'Humanicité côté Lomme et côté Capinghem.

Vous avez certainement pris connaissance à la fois de la convention et des actions qui sont mises en place pour améliorer le vivre ensemble sur Humanicité. C'est une action très appréciée, financée en partie par la Ville de Capinghem et de Lomme.

Je vous demande d'autoriser le versement de cette subvention de 10 500 € pour Citéo.

Je n'ai pas de demande d'intervention.

Qui souhaite voter cette délibération ?

*(La délibération 2025/24 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

#### **2025/25 AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROJET DE MODIFICATION N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL 3 (PLUI3.1) ARRETE LE 28 FEVRIER 2025 PAR LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**M. LE MAIRE.** - La troisième délibération est un avis du Conseil municipal que nous devons porter sur le projet de modification du PLU, première modification.

Vous trouverez peut-être cela un peu... pas étrange, mais on vient de voter, il y a quelques semaines, vous le savez, le nouveau PLU, ce Plan Local d'Urbanisme, qui nous a demandé quand même beaucoup de temps à la MEL et dans nos Mairies, et nous avons à peine fini de voter le PLU que nous sommes déjà en train d'organiser le premier train de modifications, parce que, simplement, il faut penser déjà à l'avenir, et je vous le dis comme on me le dit, on pense déjà à organiser dans trois ans, dans quatre ans, dans cinq ans, le PLU4, pour des nouvelles organisations réglementaires de nos territoires afin d'avoir les précautions d'usage pour sauvegarder parfois des bâtiments, mais aussi des terrains agricoles – je prends ces deux exemples.

Vous avez sur la table un certain nombre de préconisations avec ce PLU en mouvement.

On nous demande notre avis aujourd'hui sur les situations qui nous concernent en partie ; vous avez peut-être vu dans la délibération ce qui nous concerne et ce qui nous concerne certainement moins. Il y aura une concertation préalable, une enquête publique en juin et juillet, pour une adoption du PLUi3.1 au regard de ce qui nous intéressait.

Qu'est-ce qui nous a intéressé ? Qu'est-ce que j'ai demandé en particulier, ce qu'on n'a pas pu avoir dans le PLU3 ?

On avait demandé, c'était difficile – et je reviens, là encore, au Marais –, d'avoir un regard très particulier sur la friche Mossley, d'organiser une OAP qui nous permette d'organiser les grands principes futurs de cette zone particulière qui est soumise en partie au PPRT de l'usine de Loos et, au Nord, la possibilité pour la Ville de Lomme de penser, pas simplement à un problème de logement, parce qu'on me dira : « Il veut faire du logement partout, il veut tout construire et tout bétonner », ce n'est pas cela, il faut aussi faire respirer – sans jeu de mots – les terrains, sinon agricoles, du moins les prairies et les possibilités d'améliorer l'habitat et la manière dont on vit au Marais ; on a demandé à la MEL de nous réserver 2 hectares pour avoir un projet de grande qualité, qui tirera vers le haut cette partie rues Thénard/Lamy. Nous y étions pour la réhabilitation de la Tour Lamy. Là, on est sur un ajustement de circulation qui a été oublié, c'était une erreur.

Sur la presque île Boschetti, nous avons demandé le passage en zone N pour protéger plus « sûrement » la partie indiquée dans le document. Cela a été refusé dans le PLU3, cela n'a pas été permis, nous le redemandons, en lien avec la Ville de Lille. Cela nous semble important, considérant que cette presque île Boschetti est un patrimoine lommeois, nous sommes à Lomme, et que la question des logements est en partie réglée par ce qui s'est passé sur RHD1 et ce qui va arriver demain sur RHD2. Soyons généreux aussi en zones vertes, nous rappelons notre volonté d'avoir un zonage en zone N.

Enfin, il y a un dernier sujet, qui a fait un certain nombre de débats sur la ville, notamment sur l'habitat adapté. L'habitat adapté, je vous le rappelle, est l'habitat qui permet de loger des personnes qui sont en itinérance, des gens du voyage, mais qui entreraient dans un parcours de vie sur un territoire. La problématique est qu'aujourd'hui, au regard de là où est située la parcelle, des tensions très récurrentes – vous le savez – rue du Chemin noir, sur l'occupation, donc une forme de casse, près de la Mitterie et des pressions multiples – je le dis ainsi – des ferrailleurs sur le site ont rendu plus qu'improbable, voire totalement impossible, la création d'habitat adapté sur ce lieu précis.

Nous avons demandé la suppression de cet emplacement réservé ; cela nous a été refusé. Nous demandons dans cette délibération le rétrécissement de cet emplacement réservé, parce que nous avons un autre projet qui est attendu par beaucoup d'entre nous ici, par beaucoup de proviseurs de lycée de Lomme, par beaucoup de familles de Lomme et par beaucoup de lycéens : la création d'une salle de sport, et un des seuls endroits pour lequel nous avons encore la propriété et la capacité d'installer sur notre ville, en proximité avec le lycée Jean Prouvé, le lycée Sonia Delaunay et le lycée horticole, puisque le terrain est en grande proximité, à 50 ou 100 mètres des différents lycées en question, est ce site.

Les discussions sont en cours avec la Région depuis maintenant trop longtemps, pour être clair. Je ne vais pas aller sur le fond du dossier, mais j'y reviendrai peut-être lors d'une conférence de presse pour exprimer mon mécontentement sur le calendrier et la manière dont le Président de Région voit les choses sur la construction de la salle, même s'il ne remet pas en cause l'intérêt et l'obligation de la construire, puisque les proviseurs me demandent des créneaux horaires dans nos salles de sport, que je ne peux pas leur donner, car ces salles sont pleines. Je n'ai pas envie de retirer les créneaux existants non plus – certains y ont pensé, pas moi –, parce que je sais ce qu'il en coûte en étant enseignant, chère Delphine, mais c'est un sujet, nous en débattons dans quelques jours ou quelques semaines.

L'intérêt est de conforter le patrimoine ici et l'installation d'une salle de sport et je renvoie la question de l'habitat adapté aux discussions que je mène intensément avec le Président de la MEL et les collègues de la MEL en étant quand même sérieusement seul, mais bon, j'ai l'habitude sur ce sujet.

Voilà assez largement ce que je pouvais dire sur cette délibération. Pour synthétiser, le PLU est en mouvement, il va encore changer, 3.1, demain peut-être 3.2, et à un moment donné, on passera au PLU4, avec des innovations. Je vous rappelle que dans le PLU3, on a eu la création des SPA pour protéger l'habitat et l'impossibilité de construire des maisons ou même des immeubles dans les jardins d'un certain nombre d'habitations, à Délivrance ou au Bourg, et ces SPA, on les a positionnés ; c'est un outil technique qui est quand même très intéressant et qui est dans le PLU3.

J'ai une demande d'intervention de Monsieur BECHROURI.

**M. BECHROURI.**- Monsieur le Maire, chers collègues,

L'urgence écologique, le manque d'espaces naturels à Lomme, et notamment dans les quartiers du Marais et de Mont-à-Camp, nous appellent toutes et tous à une plus grande vigilance vis-à-vis de l'évolution urbanistique de notre ville. C'est tout l'enjeu de cette délibération, qui nous présente un certain nombre de modifications proposées au Plan Local d'Urbanisme intercommunal, dont certaines concernent notre ville.

Ce soir, il est demandé au Conseil communal d'émettre un avis sur ces modifications. Il s'agit donc d'un vote consultatif, d'un signal envoyé par le Conseil communal de Lomme vers la MEL.

Pour nous, Écologistes, parmi ces modifications, deux éléments attirent notre attention. Il y a du positif et du négatif.

Commençons par le positif.

Page 28 du document, il nous est proposé une modification du classement d'une partie importante de l'îlot Boschetti qui passerait de zone industrielle à zone verte. Nous le répétons depuis de nombreuses années, l'îlot Boschetti est un espace important, qui pourrait permettre de répondre, au moins partiellement, au manque d'espaces naturels dans la partie sud-ouest de la ville de Lomme. Cette modification est une excellente initiative que nous saluons. C'est là 4 hectares de friche qui pourraient demain offrir au Marais son poumon vert ; reste à prévoir une entreprise sérieuse de dépollution sur ce site, ainsi que des aménagements qui pourraient permettre aux Lommoises et aux Lommois d'en profiter pleinement.

Cette modification du PLU nous donne une garantie que cet espace sera préservé. À nous, demain, de saisir l'opportunité d'en faire un beau projet de nature en cœur de ville. Ce sera peut-être un projet phare d'un prochain mandat.

Passons maintenant à la partie plus négative de cette délibération.

Pages 39 et 40 du document nous sont présentées plusieurs modifications quant à l'aménagement de la future friche Mossley, toujours sur le quartier du Marais. Ces modifications sont, pour nous, largement insuffisantes et nous sommes toujours insatisfaits par le classement de cette friche de plus de 8 hectares.

D'une part, alors que l'aménagement de cette zone se présente comme une opportunité rare de combler le déficit en espaces verts de cette partie du quartier du Marais, la part laissée à ces espaces se réduit sur les plans proposés à la portion congrue. Le besoin d'espaces naturels au cœur des grandes villes n'est ni une lubie des écolos ni une question de confort ou de luxe, c'est avant tout un enjeu de santé publique reconnu par l'organisation mondiale de la santé. Or, ces recommandations sont loin d'être respectées sur le quartier du Marais. C'est une responsabilité qui nous incombe, à nous élus du Conseil municipal, d'être vigilants à la place laissée aux espaces verts dans tous les projets d'aménagement urbain. La friche Mossley, c'est 8 hectares de page blanche, 8 hectares d'opportunités. Nous l'avons souligné il y a quelques mois, lors d'échanges que nous avons eus à ce sujet. Il avait alors été évoqué un projet d'aménagement avec 1/3 de logement, 1/3 d'activité, 1/3 d'espace de nature. Ce découpage nous semblait tout à fait pertinent.

D'autre part, si, sur la friche Mossley, la place du logement est importante, les logements construits ne répondent pas aux besoins des Lommois ; vous l'avez répété à plusieurs reprises dans cette enceinte, Monsieur le Maire, vous êtes

submergé de demandes de logement. Sur ce site, 200 logements environ sont prévus, mais seulement 60 seront des logements sociaux ; c'est peu, trop peu, et ce sont des logements qui répondent aux demandes qui vous sont adressées. Certes, il est important, plus particulièrement sur ce quartier, d'être attentif à la mixité sociale, mais logement social ne rime pas forcément avec non-mixité. Le logement social n'a pas vocation à accueillir uniquement des personnes en difficulté sociale, il a vocation à proposer des loyers abordables à nos concitoyens à une époque où les loyers flambent.

Alors que le projet d'aménagement des Rives de la Haute Deûle est déjà lancé, un projet qui accorde une place insuffisante à la nature, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, et au logement social n'est pas sans nous inquiéter.

Le point accordé à la préservation du patrimoine de l'ancienne usine Mossley, en revanche, soulignons-le, est une bonne chose.

Il nous apparaît donc ici un risque de s'engager vers ce qui apparaîtra demain comme une occasion manquée de répondre à des besoins vitaux, que ce soit en termes de logements ou en termes d'espaces naturels. Les futurs habitants de ce quartier ne pourront pas respirer, les enfants n'auront pas forcément la place pour s'amuser à l'extérieur ou prendre l'air et peut-être devront-ils prendre la voiture pour combler ce manque.

Vous comprendrez donc que pour ces raisons, et malgré les modifications qui vont dans le bon sens pour un certain nombre d'entre elles et qui nous donnent de réelles garanties en matière de préservation du potentiel naturel de cette partie de la ville, nous ne pourrons pas voter cette délibération. Nous demandons à la Métropole Européenne de Lille de revoir sa copie sur la friche Mossley. Il y a ici un enjeu essentiel à saisir pour l'avenir du quartier du Marais, la Ville de Lomme et surtout les Lommois et les Lommoises.

Nous vous invitons à porter ce message avec force au sein de la Métropole Européenne de Lille et nous espérons voter de prochaines délibérations dans le cadre du PLU3.3 ou je ne sais plus lequel qui iront dans ce sens.

**M. LE MAIRE.** - Là, on en est au 3.1, donc peut-être demain le 3.2, et après, ce sera le PLU4, à mon avis.

Merci, Monsieur BECHROURI.

Je note votre demi-satisfaction. J'ai bien compris ce que vous voulez dire sur Mossley ; je ne vais pas engager à cette heure le débat trop long sur la capacité qu'on a eue à avoir de l'arbitrage, sinon totalement favorable, du moins quand même sérieusement positif pour moi, parce que si on n'avait rien fait, cela aurait été beaucoup plus difficile, et ce n'est pas simplement une partie de la zone qui serait restée en activité, mais la totalité. La discussion a quand même été compliquée avec les services du développement économique et avec ceux de l'emploi à la MEL, parce qu'il y avait des opportunités pour eux d'attirer des entreprises – c'est une zone qui est en UI – industrielles sur le secteur ; cela ne s'est pas fait, et puisque cela ne s'est pas fait, nous avons aussi tiré un fil pour avoir un arbitrage qui ne nous soit pas défavorable.

En effet, vous avez oublié – mais vous le savez, je crois, vous avez simplement oublié – que cette zone est quand même atypique : 70-80 % de cette zone est dans le PPRT de l'usine de Loos, donc il ne peut pas y avoir de logement ; du coup, une préconisation particulière.

Le débat, après, a été de se dire : ouvrons à l'urbanisation raisonnée, avec beaucoup de qualités. Là, vous avez pris le risque de dire que c'était 1/3 – 1/3 – 1/3 ; on verra les équilibres, je ne les connais pas, même si c'est souvent le cas, mais on promeut cela dans ce nord, là où est aujourd'hui la friche, moins Mossley, d'ailleurs, que Frémaux, avec une autre difficulté si on ne fait rien, parce que ce n'est pas une propriété Ville, c'est une propriété privée, quelqu'un possède la zone aujourd'hui et voudrait bien faire beaucoup d'activités, beaucoup de logements, etc.

Tout cela pour vous dire, pour ne pas être trop long, qu'il y a un cadre, on s'est donné un cadre de travail. Je ne vais pas vous promettre, parce que c'est impossible, de mettre 8 hectares de verdure sur le site, mais qu'il y ait des espaces récréatifs généreux dans la partie nord, et que la partie sud, qui est importante, puisse servir de pôle d'activité et de pôle d'emploi, comme les discussions s'avancent, en gardant l'aspect patrimonial – je pense notamment aux tours, qui sont le symbole de ce qu'a été le passé industriel de la ville –, est un compromis, s'il n'est pas heureux, qui est en tout cas moins incertain que ce qu'on aurait pu attendre, nous promettre, etc.

On aura cette discussion sur ce site, on pourra avoir une discussion prochainement sur d'autres sites, j'y suis très ouvert, dans la limite où on peut être maître du terrain, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, et je ne pense pas que la MEL acceptera que l'on puisse acheter ce site pour faire 8 hectares de verdure, mais j'entends votre remarque pour aujourd'hui et pour demain.

Merci beaucoup.

Je passe, s'il n'y a pas d'autre intervention, au vote de cette délibération.

Qui souhaite voter cette délibération ? (*La majorité municipale, Monsieur DUEZ (pouvoir), Madame DE RUYTER et Monsieur GROSSE.*)

Qui s'abstient ? (*Personne.*)

Qui vote contre ? (*Madame ZYTKA-TARANTO, Monsieur BECHROURI, Monsieur LEGRAND et Monsieur J. LEROY.*)  
(*La délibération 2025/25 est adoptée à la majorité.*)

Merci.

## **2025/26 FESTIVALS CULTURELS – SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES – CONVENTIONS ENTRE LES ASSOCIATIONS « RENCONTRES AUDIOVISUELLES » ET « COLLECTIF RENART » ET LA VILLE**

**M. LE MAIRE.**- Je vais donner maintenant la parole à Madame BLAS pour le festival culturel. Que se passe-t-il, Madame BLAS ?

**Mme BLAS.**- Que du bien !

Il s'agit d'une délibération qui concerne le versement de subventions exceptionnelles à deux associations culturelles que nous connaissons bien désormais : les Rencontres audiovisuelles et Collectif Renart, ainsi que la signature d'une convention avec l'association Rencontres audiovisuelles.

La première demande de subvention émane des Rencontres audiovisuelles, dont j'ai déjà parlé tout à l'heure dans le cadre de Fiesta, qui nous permettent d'intégrer depuis l'année dernière le Vidéo Mapping Festival. Ils sollicitent une subvention de 27 000 € pour la réalisation du Mapping de cette année 2025, qui sera normalement projeté le samedi 7 juin à partir de 22 heures sur la façade de la Mairie, avec, nous l'avons souhaité également, un volet de sensibilisation et également participatif avec les habitants.

La deuxième demande émane du Collectif Renart dans le cadre de la BIAM (Biennale Internationale d'Art Mural), à laquelle nous participons depuis 2019 et le fameux hibou sur la façade de la médiathèque ou encore, lors de la dernière BIAM, « Soraya » dans le quartier du Marais. Ici, ils sollicitent une subvention de 5 000 € pour que nous puissions travailler avec un artiste qui s'appelle « Nean », et je vous encourage à aller voir ses œuvres.



Pour les Rencontres audiovisuelles, il est également nécessaire de signer une convention avec cette association que vous trouverez en annexe.

Nous vous invitons à accorder le versement des subventions et à autoriser la signature de la convention.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Madame BLAS, c'était très clair.

Je n'ai pas de demande d'intervention.

Je passe donc au vote.

Qui vote cette délibération ?

*(La délibération 2025/26 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

## **2025/27 SUBVENTION 2025 A L'ASSOCIATION PREMIERS PAS**

**M. LE MAIRE.**- Subvention 2025 à l'association « Premiers pas », présentée par Madame GRASSELLI.

**Mme GRASSELLI.**- Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Dans le cadre de la politique municipale en matière de petite enfance, la Ville de Lomme souhaite réaffirmer son soutien aux associations gestionnaires d'équipements d'accueil du jeune enfant, en cohérence avec son Projet éducatif global.

La présente délibération permet d'autoriser le versement des subventions sollicitées par l'association « Premiers pas » lui permettant de mettre en œuvre :

- le Relais Petite Enfance ;
- la crèche Premiers pas basée à la Maison de la Petite Enfance ;
- les Parcours Éducatifs Maternels.

Le montant total du soutien financier accordé par la Ville pour l'exercice 2025 est de 350 382,12 €. Ce soutien s'inscrit dans une logique cohérente de continuité du service public local de la petite enfance, de renforcement des parcours éducatifs dès le plus jeune âge et de partenariats durables avec les acteurs associatifs.

Je vous invite donc, chers collègues, à adopter cette délibération qui témoigne de notre attachement à une politique publique de la petite enfance ambitieuse, inclusive et adaptée au territoire.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Madame GRASSELLI.

Je n'ai pas de demande d'intervention.

Je passe au vote.

Qui souhaite voter cette délibération ?

*(La délibération 2025/27 est adoptée à l'unanimité.)*

Merci beaucoup.

## **2025/28      AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ASSOCIATION PREMIERS PAS ET LA VILLE**

**M. LE MAIRE.-** Madame GRASSELLI, vous gardez la main sur l'avenant à la convention d'objectifs et de moyens entre l'association « Premiers pas » et la Ville.

**Mme GRASSELLI.-** Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Dans le cadre de la politique municipale en matière de petite enfance, la Ville de Lomme a signé avec l'association « Premiers pas » une convention d'objectifs et de moyens fixant les modalités de mise en œuvre de trois actions :

- le Relais Petite Enfance ;
- la crèche de 40 places située à la Maison de la Petite Enfance ;
- et les Parcours Éducatifs Maternels.

Il est proposé de modifier la convention d'objectifs et de moyens signée avec l'association « Premiers pas » par voie d'avenant.

Il est demandé d'autoriser Monsieur le Maire à signer cet avenant permettant la mise à disposition de deux nouveaux locaux pour le déploiement du Relais Petite Enfance sur le territoire communal, à savoir la Ludothèque Copains Copines et la salle Léo Lagrange.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Madame GRASSELLI.

J'ai une demande d'intervention de Madame BLAS.

**Mme BLAS.-** Merci, Monsieur le Maire.

Une intervention qui sera rapide, mais il me semblait important de profiter de ces deux délibérations pour revenir sur deux points en particulier.

Ces deux délibérations présentées par Madame GRASSELLI ont en commun les très jeunes enfants et rappellent notamment le rôle primordial des 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant, car c'est déjà si tôt, aux premières heures, que se dessinent les inégalités et des chemins appelés souvent et malheureusement à diverger.

Agir, mettre en œuvre ou proposer des actions, des accompagnements, pour que chaque enfant ait les mêmes chances de s'éveiller, de s'épanouir, dans un environnement serein et propice au bien-être, afin, ensuite, de réussir, sont une priorité, au même titre que, globalement, l'éducation est à Lomme, avec vous, Monsieur le Maire, la priorité.

C'est un engagement politique, c'est un engagement financier, c'est le premier budget de la Ville, c'est un engagement humain avec le service éducation et, je dirais, tous les services municipaux, tant l'éducation est partout, tant l'éducation est tout ; c'est le socle, c'est la base.

C'est donc un choix politique pleinement assumé et qui est d'ailleurs noté/souligné dans le rapport d'observations sur l'école primaire de la Chambre régionale des comptes qui sera voté lundi soir au Conseil de Lille et qui insiste globalement sur l'engagement des trois Villes associées sur cette thématique de l'éducation. Ce rapport vous sera transmis en début de semaine prochaine.

Cette priorité ne se concrétise pas seul, mais avec des partenaires : l'Éducation nationale, bien sûr, et des associations, ici en particulier « Premiers pas ».

« Premiers pas » est un partenaire de longue date, et à travers la présentation de ces deux délibérations, il m'est ici possible de rappeler et d'insister sur la grande qualité des actions proposées – on le voit notamment avec les parcours éducatifs – et le partenariat privilégié et précieux qui est le nôtre depuis de nombreuses années. J'ai une pensée et des remerciements particuliers pour Anne DECLERCK et toute son équipe, qui accompagnent avec souvent discrétion mais souvent professionnalisme et bienveillance les enfants mais aussi les assistantes maternelles de notre ville.

Voilà rapidement ce que je voulais souligner, Monsieur le Maire.

**M. LE MAIRE.** - Merci. Vous avez bien fait, Madame BLAS.

Je passe au vote, puisqu'il n'y a plus de prise de parole.

Qui souhaite voter cette délibération ?

*(La délibération 2025/28 est adoptée à l'unanimité.)*

Merci beaucoup.

## **2025/29      CONVENTIONS D'OBJECTIFS ET DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ENTRE LA VILLE ET LES ASSOCIATIONS**

**M. LE MAIRE.** - Monsieur BUTSTRAEN, vous avez deux délibérations qui arrivent. La première, sur la convention d'objectifs et de mise à disposition de locaux entre la Ville et les associations.

**M. BUTSTRAEN.** - Oui, Monsieur le Maire.

Il est proposé le renouvellement des conventions pluriannuelles d'objectifs et/ou des conventions de mise à disposition des locaux pour 12 associations.

Les conventions précisent les objectifs et engagements des deux parties conformément aux objets statutaires de chaque association et aux priorités poursuivies par la Ville, qu'elles relèvent du domaine du soutien à la vie associative, culturelle ou éducative.

Il vous est donc proposé d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions avec les associations concernées, ci-annexées.

**M. LE MAIRE.** - Merci beaucoup, Monsieur BUTSTRAEN.

J'en profite pour saluer Alexis DEBUISSON, qui n'est pas très loin, du service qui travaille sur ces sujets, et Valérie THOMAS, évidemment.

Je n'ai pas de demande d'intervention.

Je vous demande de bien vouloir voter.

Qui souhaite voter cette délibération ?

*(La délibération 2025/29 est adoptée à l'unanimité.)*

Merci.

## **2025/30 SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES SUR DES PROJETS OU ACTIONS**

**M. LE MAIRE.** - On continue : subventions sur des projets et actions en cours, Monsieur BUTSTRAEN.

**M. BUTSTRAEN.** - Oui, Monsieur le Maire.

Il est proposé le soutien à sept projets pour un montant total de 30 300 €.

L'association « La Fabrik du Bizarre » a organisé la troisième édition du festival « Furious Cirkus », festival dédié à la musique métal, qui a lieu le 19 avril dernier. Ce festival a pour but de faire découvrir cet univers au plus grand nombre. L'association a même proposé de compenser son empreinte écologique au travers d'un projet de plantation en collaboration avec la Ville et Canopée Reforestation sur la place Dompain. Le budget total de cet événement est de 24 918 €. Il est proposé au Conseil communal de participer au financement de l'action en attribuant une subvention exceptionnelle de 4 000 €.

L'association « Planète Jeunes » organise une fête d'été avec le collectif associatif dans le quartier du Marais, au parc Rossignol, le samedi 23 août sur le thème du patrimoine et de la culture. Le budget total de cet événement est de 15 000 €. Il est proposé au Conseil communal de participer au financement de l'action en attribuant une subvention exceptionnelle de 3 000 €.

Dans le cadre de ses objectifs de promotion des actions socio-éducatives, l'association Planète Jeunes propose un concert, qui se déroule tous les ans en septembre à la Maison Folie Beaulieu. Ces concerts mettent à l'honneur un groupe international en accueillant des artistes locaux reprenant les succès de celui-ci. En 2025, ce sera le groupe « Linkin Park ». Le concert aura lieu le 13 septembre 2025. Le budget total de cet événement est de 3 850 €. Il est proposé au Conseil communal de participer au financement de l'action en attribuant une subvention exceptionnelle de 800 €.

L'association Planète Jeunes – toujours – propose, comme chaque année, d'organiser des sorties familiales durant l'été 2025 à destination des familles lommoises qui ne partent pas en vacances : parc Astérix, parc Bobbejaaland, parc Bellewaerde et Le Touquet. Le budget total de cet événement est de 10 550 €. Il est proposé au Conseil communal de participer au financement de l'action en attribuant une subvention exceptionnelle de 5 000 €.

L'association « Collectif Loisir Animation de la Rénovation » (CLAR) organise avec le collectif associatif la fête d'été de la Délivrance le dimanche 6 juillet 2025 et celle au parc urbain le 14 juillet sur le thème Fiesta. Le budget total de ces deux événements est de 33 170 €. Il est proposé au Conseil communal de participer au financement de ces actions en attribuant une subvention exceptionnelle de 13 000 €.

L'association « Vivre Ensemble A Humanité » participe à l'opération « Les Fenêtres qui parlent », qui permet de rassembler les habitants et personnes accompagnées du quartier Humanité autour de réalisations artistiques. Le budget

total de cet événement est de 9 080 €. Il est proposé au Conseil communal de participer au financement de l'action en attribuant une subvention exceptionnelle de 500 €.

Enfin, l'association « Handilom » organise un séjour de vacances afin d'emmener 60 de ses adhérents dans une structure adaptée en pension complète. Sur place, des visites sont prévues. Le séjour se déroulera à Ménil-Saint-Père du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin. Le budget total de cet événement est de 21 760 €. Il est proposé au Conseil communal de participer au financement de l'action en attribuant une subvention exceptionnelle de 4 000 €.

Il vous est donc demandé d'autoriser le versement de ces subventions à ces cinq associations.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur BUTSTRAEN, donc 30 000 € bien investis.

Je n'ai pas de demande d'intervention, mais je vais parler sous couvert de Marie-Pierre SEGOND, qui s'est déhanchée au possible dans le concert de métal, et elle m'a dit : « Le métal, c'est durable » ; ce sera la phrase du jour. *(Sourires)*

Je remercie d'ailleurs amicalement, Delphine, La Fabrik du Bizarre pour le festival, parce que c'est du métal, il faut découvrir ; je méconnaissais, je vous l'avoue, avant qu'ils n'arrivent il y a maintenant quelques années, mais ils sont très sympas et ils ont participé, vous l'avez dit, Monsieur BUTSTRAEN, à cette plantation sur la place Dumpsin avec les jeunes du collège Guy Mollet ; c'était vraiment très bien, une belle initiative, et c'était un super concert, me dit-on, chère Marie-Pierre.

Je vous demande de passer au vote.

Qui vote cette délibération ?

Marie-Pierre, oui ? C'est bon ? *(Sourires)*

*(La délibération 2025/30 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

## **2025/31 OCTROI DES AIDES DANS LE CADRE DU PLAN D' ACTIONS EN FAVEUR DU SOUTIEN ET DE L'ACCOMPAGNEMENT DU COMMERCE DE PROXIMITE LOMMOIS**

**M. LE MAIRE.**- Sans transition, parce qu'il n'y a aucun lien, a priori, mais c'est très important : octroi des aides dans le cadre du Plan d'actions en faveur du soutien et de l'accompagnement du commerce de proximité lommois.

Madame LEFEBVRE.

**Mme LEFEBVRE.**- Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues,

Lors du Conseil du 13 décembre 2024, deux délibérations concernant l'aide au commerce vous ont été présentées :

- l'une pour l'aide financière liée à la rénovation des locaux ;
- et l'autre pour l'aide au loyer commercial pour une nouvelle implantation sur le territoire lommois.

Cette aide financière dédiée aux commerçants et artisans à la rénovation des locaux couvre 40 % du montant hors taxes des travaux dans trois domaines spécifiques :

- la rénovation énergétique ;
- la mise en accessibilité ;
- la rénovation de devanture commerciale et le conseil et l'accompagnement.

Pour l'aide au loyer commercial, ce sont 300 € par mois pendant trois mois consécutifs maximum à compter de l'ouverture officielle du commerce pour une nouvelle implantation sur le territoire lommois.

C'est dans ce cadre que des demandes nous sont parvenues et il vous est demandé aujourd'hui d'autoriser l'attribution et le paiement des aides figurant dans le rapport annexé à cette délibération, soit 15 000 € pour les aides à la rénovation des locaux et 3 600 € pour les aides au loyer commercial.

**M. LE MAIRE.** - Merci, Madame LEFEBVRE.

Madame HARIZI.

**Mme HARIZI.** - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues,

Je me réjouis de voir cette délibération présentée aujourd'hui, car elle s'inscrit dans la continuité du travail amorcé depuis plusieurs mois par notre service Lomme Entreprendre, en lien étroit avec les commerçants lommois.

Ce dispositif d'aide à la fois lisible, ciblé et concret répond à des besoins exprimés clairement sur le terrain de rénovation de vitrines, d'amélioration des conditions d'accueil, de soutien à l'installation. C'est exactement ce que nous défendons depuis le début du mandat : une politique de proximité construite à partir de la réalité vécue par les acteurs économiques de notre ville.

Le lien avec les chambres consulaires, en particulier la Chambre de Commerce et d'Industrie et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, permet aussi de renforcer l'impact de ce dispositif en s'appuyant sur les acteurs de terrain qui connaissent bien les besoins des commerçants. Cette articulation est précieuse. Elle garantit à la fois une instruction efficace des dossiers et un accompagnement adapté pour chaque situation.

Mais au-delà du soutien financier, cette politique illustre aussi une ambition : celle de faire de Lomme une ville dynamique, accueillante, où les commerces de proximité ne sont pas seulement des lieux d'achat, mais des lieux de vie, de lien social, de convivialité.

Cette dynamique pourra encore être renforcée par une animation régulière et de proximité pour faire vivre pleinement notre tissu commercial et renforcer l'attractivité de nos quartiers.

Notre groupe votera, bien entendu, cette délibération, convaincu qu'elle contribue à une ambition que nous portons depuis le début du mandat, aux côtés de celles et ceux qui font vivre notre commerce local.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.** - Merci, Madame HARIZI.

Vous avez raison, c'est une ambition depuis le début du mandat, mais qui s'est traduite, depuis que je suis Maire, avec ce Plan commerce que j'ai souhaité et que nous avons construit avec les commerçants, selon le calendrier qui est le nôtre, mais c'est très important, puisque dans les « nouveautés » – je ne les récapitule pas –, ce Plan commerce est très important. On l'a pensé à ce moment-là, peut-être en partie pour la question du Bourg, qui était « sommé de subir les travaux », mais très rapidement, l'idée a germé l'an dernier de travailler sur un Plan commerce qui manquait, simplement. On ne l'avait peut-être pas initié, pour des raisons diverses et variées.

Il nous coûte un petit peu ; vous ne l'avez pas rappelé, mais je vous l'indique : 20 000 € en fonctionnement, 25 000 € en investissement, donc ce sont quand même 45 000 € que nous mettons dans ce que vous dites, qui est très vrai ; les commerçants en sont satisfaits. Quand je chemine avec le cabinet pour les voir, parfois, ils ne connaissent pas le dispositif, mais ils viennent rapidement toquer à la porte de Lomme Entreprendre ou des services ; je pense aux entreprises qui voulaient faire des travaux et qui, en définitive, auront une aide bienvenue de la Ville.

Le commerce de proximité est très important, mais il faut aussi – je le dis, en espérant qu'un certain nombre de Lommois m'écoutent – le conforter, c'est-à-dire qu'il ne suffit pas simplement de dire : « Les commerçants, c'est sympa, on y va quand on peut et on oublie potentiellement les grandes surfaces » ; après, il y a la qualification des commerces, Saïd BECHROURI en avait parlé l'an dernier, sur le fait qu'il y ait commerce et commerce, notamment avenue de Dunkerque, et tout cela n'est pas simplement lié ni au Bourg ni à l'avenue de Dunkerque, mais un dispositif sur toute la ville, dont on a besoin.

Je raccroche toujours cela au Plan Marais, puisqu'au Plan Marais, on aura bientôt la boutique à l'Essai, réunion la semaine prochaine, de mémoire, le 30, aux Tisserands, pour évoquer le Plan Marais et notamment le rapport au commerce – je salue Lucas LEROY, qui voit de quoi je parle, évidemment.

Merci, Madame HARIZI.

Je passe au vote, s'il n'y a plus de demande de parole.

Qui souhaite voter cette délibération ?

*(La délibération 2025/31 est adoptée à l'unanimité.)*

J'en suis heureux.

## **2025/32 OCTROI DES AIDES HABITAT DURABLE, TRANSITION ECOLOGIQUE ET FAÇADES**

**M. LE MAIRE.-** Madame LEFEBVRE, avec une petite récurrence : octroi des aides Habitat durable, Transition écologique et façades.

**Mme LEFEBVRE.-** Oui, une petite récurrence, puisqu'à chaque Conseil, je pense que je vous présente une délibération identique.

Aujourd'hui, je vous demande d'autoriser l'attribution et le paiement de l'aide à la rénovation de l'habitat sollicitée pour un montant de 10 420 € présentée lors de la commission – en effet, c'est une seule demande –, qui concerne de la rénovation passoire thermique ou une majoration pour des éco-matériaux.

**M. LE MAIRE.-** Merci beaucoup.

Je n'ai pas de demande d'intervention.

Qui vote pour cette délibération ?

*(La délibération 2025/32 est adoptée à l'unanimité.)*

Merci.

**2025/33     PRESTATIONS EXTRASCOLAIRES, PERISCOLAIRES ET RESTAURATION SCOLAIRE –  
REMISE GRACIEUSE**

**M. LE MAIRE.**- Madame LEFEBVRE, remise gracieuse, donc cela peut aller très vite.

**Mme LEFEBVRE.**- Cela ira très vite, en effet.

Cette délibération pour vous demander d'autoriser une remise gracieuse pour une famille en difficulté et ne pas accentuer ses difficultés ; je ne m'étendrai pas plus sur le sujet.

**M. LE MAIRE.**- Très bien, merci pour elle.

Je vous propose le vote sur cette délibération.

Qui vote pour ?

*(La délibération 2025/33 est adoptée à l'unanimité.)*

Je me doutais du résultat.

**2025/34     SUBVENTION 2025 A L'ASSOCIATION F.R.A.S.E. – CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE  
L'ASSOCIATION F.R.A.S.E. ET LA VILLE**

**M. LE MAIRE.**- Monsieur Bouchta DOUICHI, justement, vous allez nous parler de l'association F.R.A.S.E. Qui est-elle ? Que fait-elle ?

**M. DOUICHI.**- Je ne sais pas, Monsieur le Maire, mais je vais essayer.

Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, Mesdames et Messieurs,

L'anxiété chez les jeunes devient un enjeu de santé publique majeur ; c'est une problématique cruciale et de plus en plus visible.

D'après l'Ipsos (mars 2025) :

- plus de deux jeunes sur cinq aujourd'hui sont touchés par des troubles de l'anxiété ;



- près d'un adolescent sur quatre souffrirait d'un trouble anxieux généralisé ;
- 65 % des adolescents qui souffrent du trouble anxieux généralisé déclarent que leur scolarité et leurs relations avec les autres sont affectées ;
- plus de sept jeunes sur dix disent n'avoir parlé de leurs problématiques à personne.

Comme vous le savez, plusieurs freins empêchent la consultation d'un professionnel : les délais, par exemple, d'attente au CMP, d'un an à deux ans, le coût, la difficulté de se confier, la crainte que l'entourage ne l'apprenne, etc.

Et les parents, dans cette problématique ? D'après l'enquête de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation :

- 30 % des parents expriment un besoin d'accompagnement individuel par des professionnels ;
- 26 % aimeraient échanger avec d'autres parents en présence des spécialistes ;
- et la famille monoparentale exprime un fort besoin de soutien à la parentalité.

Suite à ce constat effrayant, Monsieur le Maire nous a demandé d'enrichir les priorités municipales en matière d'accompagnement social, d'éducation à la santé, correspondant aux démarches structurales du PEG ou du Contrat local de santé, notamment en direction des publics plus vulnérables, âgés entre 11 et 25 ans, et en particulier le public sortant de l'ASE (Aide sociale à l'enfance), et aussi des actions en direction des parents pour renforcer les compétences parentales.

C'est dans ce sens que nous proposons de soutenir l'association F.R.A.S.E., d'une part, pour accompagner les jeunes Lommois individuellement par des entretiens d'écoute et de soutien par des professionnels formés, qui permettent l'expression d'un mal-être afin de rompre l'isolement et d'améliorer la santé et le bien-être et, d'autre part, proposer des actions collectives pour les jeunes et des ateliers thématiques pour les parents de soutien à la parentalité.

Pour mieux agir, il est demandé au Conseil communal de bien vouloir :

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention entre l'association F.R.A.S.E et la Ville ;
- AUTORISER le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 000 € à l'association F.R.A.S.E.

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur DOUCHI.

J'ai une demande d'intervention de Monsieur LEROY.

**M. L. LEROY.**- Monsieur le Maire, mes chers collègues,

Je rejoins totalement ce qu'a dit mon collègue M. DOUCHI.

Nous sommes régulièrement amenés pendant nos Conseils à nous réjouir du dynamisme de notre vie associative. La délibération qui nous est présentée ici nous permet de mettre en lumière le formidable travail de l'association F.R.A.S.E. Nous avons vraiment de la chance d'avoir sur notre territoire une association de cette qualité, qualité qui a été récompensée d'un prix prestigieux l'année dernière : le prix de la Fondation Cognacq-Jay, fondation centenaire du nom du célèbre créateur de la Samaritaine. C'est un prix très sélectif, puisque seulement 9 lauréats ont été distingués sur 350 projets issus de toute la France.

Aujourd'hui, l'association monte en puissance sur notre ville, avec l'ouverture dans les prochaines semaines d'un point d'accueil et de permanences sur le parvis de l'Hôtel de Ville. Les besoins sont énormes. Je cite directement les chiffres de Madame BLOT :

- 60 % des enfants placés par l'Aide sociale à l'enfance sortent à 18 ans des dispositifs sans ressource ;
- 40 % des sans domicile fixe de moins de 25 ans sont d'anciens enfants placés.
- à ce jour, 30 jeunes mineurs sont en liste d'attente pour accéder à l'association.

Dans le contexte que l'on connaît au niveau du Département sur la situation budgétaire, la Municipalité est très fière de pouvoir accompagner, collaborer, aider une aussi noble entreprise. Nous voterons donc cette délibération.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur LEROY. Ce sont des gens formidables ! Delphine BLOT, que nous connaissons bien, qui travaille déjà pour nous sur la parentalité à l'école Defrenne, de mémoire, entre autres, a vraiment mené cette création d'association sur ce thème de manière remarquable et nous sommes vraiment très contents que cette association puisse arriver juste à côté de chez nous, chez elle, en définitive.

Il n'y a pas de demande d'intervention complémentaire, de mémoire.

Nous passons au vote.

Qui vote pour ?

*(La délibération 2025/04 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

#### **2025/35     PLAN TERRITORIAL 2025-2026 DE LUTTE CONTRE LE RACISME, L'ANTISEMITISME ET LES DISCRIMINATIONS LIEES AUX ORIGINES**

**M. LE MAIRE.**- Monsieur DOUCHI, pouvez-vous nous présenter le Plan territorial 2025-2026 de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées aux origines s'il vous plaît ?

**M. DOUCHI.**- Oui, Monsieur le Maire.

En France, la lutte contre les discriminations, le racisme et l'antisémitisme repose sur un cadre législatif solide, ancré dans les principes fondamentaux de la République : égalité, dignité humaine et respect des droits.

Plusieurs textes de loi ont été adoptés afin de sanctionner les actes discriminatoires, les propos haineux ou des comportements racistes : la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972, l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution française, le Code pénal et la loi du 29 juillet 1881.

Ainsi, pour le Plan de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées aux origines de 2023 à 2026, la Ville de Lomme s'est associée pleinement à l'engagement de la Ville de Lille dans une démarche forte, structurée pour lutter contre toutes les formes de racisme, d'antisémitisme et de discrimination. Cette initiative repose sur une conviction partagée : garantir à toutes et à tous l'égalité des droits et de traitement sans discrimination d'origine, de religion, d'appartenance ou d'apparence.

La délibération met l'accent sur quatre axes complémentaires :

- agir pour mesurer les discriminations ;
- agir pour faire reculer les préjugés et les stéréotypes ;
- agir pour accompagner les victimes et rétablir l'égalité ;
- agir comme une ville exemplaire.

Concernant notre Ville, je vais vous citer quelques actions relatives à cette thématique transmises par la Maison du Citoyen, et je remercie Benjamin, Denise et Sonia CANTELOUP, le Pôle éducation, et je remercie Anne-Sophie, et le Pôle vie citoyenne et apaisée, et je remercie Nolwenn et Jérôme.

Des permanences sont tenues au sein de la Maison du Citoyen et des Solidarités avec trois Délégués du Défenseur des droits qui reçoivent sur cette thématique, l'Association intercommunale d'aide aux victimes et de médiation pénale, l'Association insertion des demandeurs d'asile et des avocats qui permettent également à toute personne victime d'une discrimination de recevoir gratuitement des conseils et de l'orientation.

Concernant les actions du Pôle culture et éducation, celles-ci s'inscrivent au niveau de la prévention dès le plus jeune âge, en s'appuyant sur l'éducation à la citoyenneté, priorité du Projet éducatif global, avec trois objectifs définis :

- prévenir et gérer les situations de violence, lutte contre le harcèlement de manière coordonnée et plus particulièrement contre le cyberharcèlement ;
- développer les compétences psychosociales des enfants et leur esprit critique ;
- promouvoir l'égalité filles/garçons, favoriser l'inclusion et l'interculturalité et vivre ensemble dans le respect des valeurs de la République.

Avec des actions concrètes sur plusieurs temps forts tout au long de l'année, pour rappel :

- le 9 novembre : journée de lutte contre le harcèlement scolaire ;
- le 20 novembre : anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant ;
- le 9 décembre : journée de la laïcité ;
- le 18 décembre : journée internationale des migrants ;
- le 8 mars : journée internationale des droits de la femme ;
- fin mars : semaine d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme ;
- Printemps de l'accessibilité.

Et pour conclure, nous sommes également associés au CLSPD de Lille pour les différents groupes de travail qui se mettront en place pour la mise en œuvre de ce Plan présenté. Le travail partenarial qui sera mis en place dans l'axe 1 du Plan permettra de collecter les données locales sur les problématiques des actes racistes et des discriminations ; les données dont nous disposons, malheureusement, sont nationales.

Il est donc demandé au Conseil communal de bien vouloir adopter ce Plan 2025-2026.

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur DOUCHI, de cette présentation.

J'ai deux demandes d'intervention : Cédric LEGRAND, puis Michel VANHEE.

**M. LEGRAND.**- Merci beaucoup.

Monsieur le Maire, chers collègues,

Pour ma première prise de parole parmi vous, je suis fier de pouvoir traiter ce sujet qui me tient vraiment à cœur.

La lutte contre le racisme et l'antisémitisme est un combat que chacun devrait mener aujourd'hui. Ce n'est pas seulement une question de justice sociale, c'est une condition essentielle pour construire une société respectueuse des uns et des autres.

Pour nous, Écologiste, le respect de la dignité, la préservation de l'équité et la défense des êtres vivants sont des valeurs essentielles dans notre raisonnement.

Le racisme et l'antisémitisme naissent d'une idéologie de supériorité et de domination. Celle-ci consiste à hiérarchiser l'existence et à justifier l'exclusion et l'exploitation des uns au profit des autres. Agir contre les préjugés, comprendre, reconnaître que chacun est un être humain, quelle que soit son origine, sa religion ou sa culture, c'est être au cœur de cette communauté qui s'appelle l'humanité.

Concrètement, cela signifie :

- soutenir les associations et l'Éducation nationale ;
- dénoncer les discours et les actes de haine ;
- sensibiliser les jeunes générations aux diversités culturelles et à la compréhension de celles-ci.

Ensemble, nous devons construire un monde où la diversité est une richesse et où la terre et ses habitants sont protégés sans distinction.

Nous sommes donc, bien entendu, favorables à cette proposition.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur LEGRAND, et félicitations pour cette première intervention.

Monsieur VANHEE.

**M. VANHEE.**- Merci, Monsieur le Maire.

Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Le groupe Communistes, Républicains et Citoyens salue le travail engagé par la Ville de Lille et ses Communes associées dans l'élaboration de ce Plan de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine. Ce Plan nécessaire, ambitieux, est à la hauteur des valeurs que notre Ville a toujours portées : l'égalité, la dignité et le vivre ensemble.

Malgré un arsenal législatif renforcé depuis 15 ans, les chiffres sont implacables. Le Défenseur des droits l'a rappelé dans son rapport annuel 2023, les discriminations liées à l'origine représentent 13 % des réclamations, ce qui en fait le deuxième critère de saisine, juste après le handicap. Cela montre à quel point ce phénomène reste enraciné, sournois et trop souvent banalisé. Sans détour, nous pouvons dire que la discrimination ne recule pas.

Pour nous, Communistes, ces discriminations ne sont pas de simples accidents ou des comportements isolés, elles sont structurelles, elles sont le produit d'un système économique qui génère l'exclusion, la précarité et qui divise pour mieux régner.

Dans cette société de plus en plus inégalitaire, les préjugés deviennent des outils de domination et les personnes issues de l'immigration, réelle ou supposée, en sont les premières victimes.

Dans ce contexte, nous saluons la démarche de co-construction de ce Plan menée avec les associations, les institutions, les citoyennes et les citoyens et les instances participatives. C'est une démarche politiquement nécessaire pour garantir une gouvernance démocratique, inclusive et légitime, en impliquant activement les citoyennes et les citoyens dans l'élaboration des politiques publiques.

Nous soutenons pleinement les axes proposés :

- objectiver les discriminations pour les rendre visibles, et donc combattables ;
- déconstruire les stéréotypes dès le plus jeune âge ;
- accompagner les victimes, mais aussi prévenir les récidives en travaillant avec les auteurs ;
- et enfin, faire de notre Ville une collectivité exemplaire, notamment dans l'accès à l'emploi public et à la formation des agents.

Mais nous disons aussi que ce Plan local, aussi important soit-il, ne peut se substituer à l'action de l'État. Les collectivités sont trop souvent en première ligne avec des moyens limités. Il faut que l'État prenne ses responsabilités, notamment en matière de justice, d'éducation, de logement et de lutte contre les discriminations voulues par un système social et économique injuste.

Ce que nous demandons, ce n'est pas seulement de tolérer ou de sensibiliser, c'est d'agir pour l'égalité réelle, et cela passe par un changement de cap politique qui met la dignité humaine, la solidarité et la justice sociale au cœur de toutes les politiques publiques.

Nous approuvons donc ce Plan et voterons cette délibération.

Merci.

**M. LE MAIRE.** - Merci, Monsieur VANHEE.

C'est une délibération importante ; je ne veux pas dire que c'est la plus importante du Conseil, mais je le pense quand même, parce que ce que vous avez dit tous les deux renvoie à la fois aux causes et évidemment aux conséquences et à la manière dont on peut réguler, amenuiser l'antisémitisme, le racisme et les discriminations.

Vous l'avez dit, Monsieur LEGRAND, l'éducation – je fais juste une précision, moi qui ai été Vice-président de la Ligue de l'enseignement pendant « quelque temps », on va dire –, c'est l'éducation parentale, et j'en parlais tout à l'heure sur la question de la sécurité, c'est l'Éducation nationale, forcément, même si, parfois, c'est un peu compliqué, et c'est l'éducation populaire, et, malheureusement, l'éducation populaire a été pendant très longtemps oubliée – je parle en connaissance de cause –, notamment du monde politique, et même de la Gauche. Je crois qu'il faut redécouvrir l'éducation parentale, je le disais, sans responsabiliser ou culpabiliser les parents, ce n'est pas la même chose, et, en même temps, mettre le poids sur l'éducation populaire, et pour l'Éducation nationale, la sanctuarisation ne va pas suffire ; la sanctuarisation de Monsieur BAYROU d'hier renvoie à la sanctuarisation de BAYROU d'il y a 30 ans, 1995, de mémoire, je m'en souviens comme si c'était hier, même s'il y a d'autres sujets qui sont évidemment à traiter, je le concède.

Pour les causes, vous l'avez dit, Monsieur VANHEE, c'est peut-être le produit d'un système économique, c'est la lecture de Gauche qui est la vôtre, je vois ou j'entends vos lectures, cela peut être aussi le produit d'un système médiatique – on se demande pourquoi certaines chaînes sont obligées d'être arrêtées – et cela peut être aussi le poids et la responsabilité, pas d'un système politique, parce que je ne veux pas être désagréable avec tout le monde, mais avec, en tout cas, quelques partis politiques qui sont franchement... je vous laisse finir la phrase.

Merci, en tout cas, pour ces deux interventions intéressantes, Monsieur Bouchta DOUICHI, sur la présentation du Plan et surtout les déclinaisons demain à Lomme et à Lille, sur nos trois Villes avec Hellemmes, de ce Plan pour des actions très concrètes et, j'espère, tangibles, utiles et pragmatiques.

Je passe au vote.

Qui vote cette délibération ?

*(La délibération 2025/35 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

#### **2025/36    ASSOCIATION LILLE AVENIRS – SUBVENTION 2025 – CONVENTION ENTRE L'ASSOCIATION ET LA VILLE**

**M. LE MAIRE.-** Monsieur DOUICHI, décidément, troisième délibération, cette fois-ci avec Lille Avenirs, notre mission locale.

**M. DOUICHI.-** Merci, Monsieur le Maire.

Juste pour rappel, la mission locale est un espace d'accueil et d'accompagnement dédié aux jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire. Chaque jeune est suivi de manière personnalisée par un conseiller en insertion sociale et professionnelle. L'objectif est de proposer des réponses concrètes à leurs besoins en matière d'emploi, de formation, mais aussi de logement ou de santé. L'accompagnement vise à aider chaque jeune à construire un projet professionnel adapté à sa situation et à définir les étapes nécessaires à sa réalisation.

Quelques chiffres :

- En 2024, 578 jeunes lommeois ont été accompagnés, dont 231 nouvelles inscriptions.
- Parmi ces jeunes, 36 % sont du Marais, 28 % de Mont-à-Camp, 17 % de Mitterrie, 10 % de Bourg et 9 % de Délivrance.
- Parmi eux, 43 % sont des femmes et 57 % des hommes.
  
- La répartition par âge est de 7 % pour les 16-17 ans, et c'est intéressant et encourageant, parce qu'il y a moins de jeunes qui décrochent, Monsieur le Maire.
- Parmi ces jeunes accompagnés en 2024, malheureusement, 57 % ont un niveau inférieur ou égal au CAP/BEP.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, pour soutenir et renforcer l'accompagnement des jeunes lommeois, il est demandé au Conseil communal de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement à l'association Lille Avenirs d'une subvention de 81 000 €.

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur DOUCHI.

Je n'ai pas de demande d'intervention.

Je passe au vote.

Qui vote pour cette délibération ?

*(La délibération 2025/36 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

## **2025/37      RAPPORT D'ACCESSIBILITE 2024**

**M. LE MAIRE.**- Monsieur LEMIERE Philippe, le rapport d'accessibilité 2024, s'il vous plaît.

**M. LEMIERE.**- Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues,

La Ville de Lomme s'engage depuis plusieurs années à renforcer l'accessibilité universelle des établissements et services ainsi qu'à favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la cité. Cette démarche vise à créer une ville accessible à tous, où les aménagements conçus profitent à l'autonomie et au bien-être de tous les habitants, quel que soit leur âge ou leur situation.

Le Code général des collectivités territoriales prévoit la création d'une Commission Communale pour l'Accessibilité pour toute commune de plus de 5 000 habitants. Conformément à cette loi, la commission Vivre la Ville a été créée par délibération lors du Conseil communal du 21 janvier 2015. Cette instance est chargée d'évaluer l'état d'accessibilité, de proposer des améliorations et de produire un rapport annuel.

Pour répondre à cet engagement, un rapport annuel a été établi reprenant les actions concrètes réalisées en 2024 par les services municipaux et les acteurs locaux. Le rapport d'accessibilité 2024 a été présenté le 20 janvier 2025 à la commission Vivre la Ville. Il fait l'état des lieux des volets suivants :

- l'accessibilité des bâtiments communaux et de l'espace public ;
- l'information et la sensibilisation ;
- la petite enfance et l'enfance ;
- le sport et la santé ;
- la culture et les loisirs ;
- l'emploi ;
- et la vie participative.

Il sera consultable rapidement sur le site internet de la Ville. Ce document permet de mesurer le travail important effectué par la Ville sur l'accessibilité et l'inclusion, d'évaluer aussi ce qui a été fait et surtout ce qui reste à faire.

Sans détailler la totalité du rapport annuel d'accessibilité, je me permets de vous présenter deux ou trois thèmes importants.

Le premier concerne l'accessibilité des bâtiments communaux et de l'espace public.

En 2024, une enveloppe financière exceptionnelle a été allouée à l'AD'AP pour l'accessibilité. Elle représente environ 1 350 000 € sur un budget total estimé de 6,6 M€.

Au 31 décembre 2024, le taux d'établissements accessibles s'élève à 62,5 % soit 10,23 % d'établissements supplémentaires par rapport à 2023. 55 établissements sont donc accessibles sur un total de 88 bâtiments – normalement, il y avait des diapos, mais ce n'est pas grave...

En 2024, huit écoles, l'accueil périscolaire Salengro, la crèche La Farandole et la piscine sont accessibles à tous.

Les travaux entamés en 2024 pour le multi-accueil Délivrance, l'école Langevin et l'accueil périscolaire Bracke-Desrousseaux se clôtureront en 2025.

À noter notre volonté politique de rendre accessibles en priorité les établissements scolaires.

Le deuxième thème concerne la mise en accessibilité de la piscine municipale Marie Wattel.

Les travaux en faveur de l'accessibilité de la piscine municipale répondent à un engagement global afin qu'elle devienne un lieu moderne et inclusif, accessible à tous les usagers, quel que soit leur handicap. Cela nous a amenés à travailler à l'amélioration de l'accessibilité, au respect des normes de sécurité adaptées au handicap et aux formations spécifiques pour le personnel.

Le troisième thème évoqué est le Printemps de l'accessibilité.

La troisième édition du Printemps de l'accessibilité, créé par la Ville de Lille, s'est déroulée du lundi 13 au vendredi 31 mai 2024.

Le Printemps de l'accessibilité a une nouvelle fois permis de réunir les associations représentant les usagers et les services municipaux pour collaborer sur la création d'un événement ouvert à tous, répondant au mieux aux besoins des personnes en situation de handicap.

Au programme de cette édition 2024, 21 actions ont été organisées. Quelques exemples :

- visites de la ferme pédagogique pour les enfants de l'IME Lino Ventura ;
- visite de l'ESAT Malecot ;
- réalisation d'une fresque ;
- découverte du Trike ;
- sensibilisation à l'autisme ;
- etc.

L'Exposition photographique « *Different is Beautiful 2.0 – changer le regard sur le handicap* » de Francesca CLAYTON, en a été un des moments forts.

Ces événements ont pu voir le jour grâce à l'engagement des services de la Ville et des partenaires clefs tels que le Centre Hélène Borel, l'association La Vie devant Soi, le CRA, l'Association APF France Handicap, l'IME Lino Ventura et Les Papillons Blancs de Lille. Leur collaboration a permis d'offrir un événement enrichissant et inclusif, permettant une fois de plus l'avancée vers une société accessible pour tous.



Ces quelques exemples extraits du rapport d'accessibilité 2024 confirment l'engagement politique fort de la Ville, notre volonté à faire de l'accessibilité et de l'inclusion une des toutes premières de nos priorités.

Il est donc demandé au Conseil communal de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** du rapport d'activité 2024.

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur LEMIERE, pour ces propos clairs, voire limpides.

Je passe la parole à Monsieur GRILLET.

**M. GRILLET.**- Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues,

Je voudrais, en préambule, souligner le travail important réalisé par notre ami Philippe LEMIERE sur cette thématique. Sa détermination, nous la connaissons, et nous pouvons apprécier les avancées pour rendre notre ville plus inclusive. Dans cette démarche, je salue bien évidemment l'engagement de tous nos agents, quelles que soient leurs responsabilités, en faveur du handicap.

Nous pouvions espérer que la grande réussite des Jeux paralympiques l'été dernier puisse contribuer à changer le regard sur le handicap, mais surtout contribuer à une véritable volonté politique pour faire que la France rattrape son retard dans ce domaine.

L'accessibilité, ce n'est pas une option, c'est un droit fondamental. Une ville inclusive, c'est une ville qui garantit à chacun l'égalité d'accès aux services, au transport, au logement.

Pour une société plus juste et inclusive, nous agissons pour modifier le quotidien des personnes handicapées. Nous investissons pour une ville accessible à toutes et à tous, pour des écoles adaptées, des infrastructures mises aux normes. Pendant que l'État se désengage, ici, nous agissons concrètement.

En 2024, Philippe a donné plusieurs exemples. Dix structures (écoles, piscine, etc.) accueillant du public ont été mises aux normes et c'est un effort conséquent sur le plan financier pour 1 350 000 €.

Dans le domaine de l'emploi, la loi est loin d'être respectée. En effet, elle impose aux employeurs d'au moins 20 salariés de compter 6 % de travailleurs handicapés au minimum dans leurs effectifs, mais la moyenne nationale plafonnait encore à 3,6 % en équivalent temps plein à fin 2023. Dans notre collectivité, plus de 8 % d'agents en situation de handicap sont employés, un chiffre donc bien supérieur au minimum légal de 6 %, qui prouve notre engagement en faveur de l'inclusion professionnelle, sans oublier les actions de sensibilisation, de formation, de reclassement ou encore du maintien dans l'emploi.

Mais notre politique en faveur du handicap ne se limite pas à ces quelques exemples, car notre action est transversale, de la petite enfance au troisième âge, avec notamment des nombreux outils du CCAS.

Merci de votre attention.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Monsieur GRILLET, et une nouvelle fois merci, Monsieur LEMIERE.

Je me souviens de la première discussion budgétaire, mais je pense que vous allez sourire, que nous avons eue ensemble...

**M. LEMIERE (hors micro).-** Moi aussi.

**M. LE MAIRE.-** ... nous deux, mais aussi l'équipe municipale majoritaire, sur notre capacité à investir sur l'accessibilité, qui était beaucoup trop faible ; vous le souligniez à l'époque ; cela a d'ailleurs fait l'objet d'un débat politique avec Stéphane BALY à Lille il y a quelques semaines et on avait pu expliquer la capacité qu'on avait à investir depuis 2022, notamment grâce à l'abnégation – pour ne pas dire autre chose – de Philippe LEMIERE sur cette thématique, parce que, oui, cela fait débat politique, même s'il y a l'explication à Hellemmes et à Lomme sur le fait que le patrimoine était ce qu'il était, mais qu'il fallait aussi, et ce n'était pas une excuse, investir plus, et on avait produit les chiffres, Monsieur le DGS. Les chiffres, aujourd'hui, sont trois fois supérieurs à ce qu'ils étaient auparavant.

Mais comme le dit Philippe LEMIERE, on a fait beaucoup en quasi trois ans, mais ce qui vaut, ce n'est pas le regard dans le rétroviseur, c'est plutôt ce qu'il reste à faire.

Les arbitrages financiers qu'on aura à faire dans quelques semaines, dans un contexte qui semble encore se dégrader avec les annonces gouvernementales d'une pression de reprise de 40 Md€ potentielle sur tout le monde, et en particulier les collectivités territoriales, ne devront pas nous conduire à supprimer, alléger, freiner l'investissement sur l'accessibilité.

Je ne regrette rien. Tu as bien fait – je me permets – d'insister aussi fort, parce qu'il est vrai que beaucoup de Villes faisaient des coupes sur cette délégation et cette politique d'accession et d'inclusion qui pose tous les jours des problèmes redoutables à ceux qui ont du mal à se déplacer et accéder. Il est vraiment très important de le souligner et je te remercie encore.

Je passe au vote sur cette délibération.

Qui vote pour cette délibération ?

*(La délibération 2025/37 est adoptée à l'unanimité.)*

Merci beaucoup.

#### **2025/38    PRINTEMPS DE L'ACCESSIBILITE EDITION 2025 – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'OCCE DU NORD**

**M. LE MAIRE.-** Monsieur LEMIERE, vous gardez la main sur le Printemps de l'accessibilité ; c'est un peu lié.

**M. LEMIERE.-** Merci, Monsieur le Maire.

Depuis 2022, la Commune associée de Lomme participe au « Printemps de l'accessibilité » organisé par la Ville de Lille. Il s'agit d'un temps fort de sensibilisation aux différents handicaps qui vise à changer les perceptions vis-à-vis des personnes en situation de handicap.

Sensibiliser aux différents handicaps et plus largement à la différence est aussi un axe prioritaire du Projet éducatif global. Les équipes éducatives sont donc invitées depuis 2022 à s'impliquer sur le Printemps de l'accessibilité.

Dans le cadre de l'édition 2025, il est donc proposé de soutenir l'action de sensibilisation au handicap portée par les enseignants du groupe scolaire Sand-Desrousseaux.

Deux classes de CP-CE1 organisent un projet de sensibilisation au handicap par le biais de chants et de la lecture de petits poèmes retranscrits en Langue des Signes Française. Des ateliers de sensibilisation touchant les cinq sens et un atelier touchant la fonction motrice sous un format ludique seront proposés aux enfants pour se mettre en situation de handicap afin de mieux comprendre la déficience et de mieux appréhender les difficultés rencontrées.

Le budget total de cet événement est de 730 €. Il est proposé au Conseil municipal de participer au financement de l'action en attribuant une subvention exceptionnelle de 600 €.

Il est donc demandé au Conseil communal de bien vouloir :

- AUTORISER le versement d'une subvention d'un montant de 600 € à l'OCCE du Nord.

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur LEMIERE.

Pas de demande d'intervention.

Je vous propose de voter cette délibération.

Qui vote pour ?

*(La délibération 2025/38 est adoptée à l'unanimité.)*

Merci.

#### **2025/39 DELEGATION SANTE – CONSEIL LILLOIS DE SANTE MENTALE – AVENANT A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU 13 DECEMBRE 2011**

**M. LE MAIRE.**- Monsieur LEMIERE, vous continuez : Délégation Santé – Conseil Lillois de Santé Mentale. Que se passe-t-il ?

**M. LEMIERE.**- Délibération ô combien importante et malheureusement d'actualité !

Vous en avez parlé tout à l'heure, en début de séance, Monsieur le Maire. Je voudrais à mon tour exprimer mon soutien et ma solidarité envers les familles et les victimes après l'agression au couteau dans une école de Nantes hier.

L'objet de la délibération est d'autoriser la signature de l'avenant à la convention constitutive du Conseil Lillois de Santé Mentale.

Le domaine de la psychiatrie et de la santé mentale fait l'objet d'un fort intérêt de la part des élus municipaux, qui ont un rôle crucial en matière de prévention en santé.

C'est dans ce contexte qu'en 2011 s'est inscrite l'opportunité d'un Conseil local de santé mentale sur le territoire de la ville de Lille afin d'assurer à la population lilloise une meilleure adaptation de l'offre de soins aux besoins, d'améliorer la prévention de situations de crise par une meilleure coopération des acteurs.

Le dernier COPIL du CLSM s'est accordé à l'unanimité sur la nécessité de modifier la convention constitutive afin de réajuster son fonctionnement pour l'adapter aux enjeux actuels, à savoir :

- intégration du territoire lommeois au périmètre d'intervention ;
- prise en compte du public adolescent et jeunes adultes dans les priorités de réflexion ;
- actualisation de la liste des parties prenantes.

Partageant un regard commun sur les besoins de santé publique, Lille, Lomme et Hellemmes ont souhaité réaffirmer leur engagement en matière de santé par la mise en place d'un Plan Local de Promotion Santé (PLPS) 2023-2026, avec la santé mentale qui constitue un des six axes du Plan.

Sur la base de ce Plan, les trois Communes se sont engagées, aux côtés de l'ARS, dans l'écriture d'un nouveau Contrat Local de Santé 2024-2028, où une réflexion a été portée sur l'élargissement du périmètre CLSM à la Commune de Lomme, non pourvue d'instance de concertation sur les enjeux de souffrance psychique.

Il est demandé au Conseil communal de bien vouloir :

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention constitutive du Conseil Lillois de Santé Mentale.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur LEMIERE, de cette présentation. Nous aurons une réunion importante lundi après-midi avec Marie-Christine STANIEC en Mairie de Lille sur le sujet.

Je n'ai pas de demande d'intervention particulière.

Je passe au vote.

Qui vote pour cette délibération ?

*(La délibération 2025/39 est adoptée à l'unanimité.)*

Merci.

#### **2025/40    PROJET « ACCUEILLONS LES OISEAUX » – CONVENTION DE MECENAT ENTRE LA FONDATION CREDIT AGRICOLE ET LA VILLE**

**M. LE MAIRE.**- Monsieur Jean-Robert MESSING : Projet « Accueillons les oiseaux » – Convention de mécénat entre la Fondation Crédit Agricole et la Ville.

**M. MESSING.**- Merci, Monsieur le Maire.

La Ville de Lomme est Ville en Transitions depuis 2016 et à ce titre place la protection du vivant au cœur de ses priorités.

Le Parc naturel urbain présente un grand potentiel écologique par la présence de quatre zones humides aux typologies différentes, une grande prairie de fauche et une zone boisée. La zone présente cependant des points faibles empêchant l'installation sur le long terme de nombreuses espèces.

Un projet a été déposé et retenu au budget participatif de la Ville de Lille intitulé « Accueillons les oiseaux » pour le Parc naturel urbain de Lomme.

Ce projet a pour objectif d'améliorer les conditions d'accueil de la biodiversité au sein du Parc naturel urbain, et notamment les différentes espèces d'oiseaux.

Les plus gros travaux (terrassements et curage) ont été réalisés cet hiver et les observatoires seront posés semaines 16 et 17 ; les cheminements PMR seront réalisés dans la foulée. Cet automne, il ne restera plus qu'à déposer les « sursemis » dans les prairies (les « sursemis » sont une technique visant à renforcer ou à compléter la flore existante d'une prairie, sans détruire complètement la végétation en place).

Le coût total de l'action est de 220 000 €, financés par la Ville de Lille.

En 2024, la Fondation du Crédit Agricole a lancé un appel à projet sur le thème : « Soutenir les actions de préservation et de restauration du patrimoine naturel de nos territoires », avec un axe spécifique pour protéger, favoriser ou restaurer la biodiversité et les écosystèmes.

L'enveloppe totale de la Fondation était, pour toute la France, de 348 000 €.

La demande de participation de la Ville de Lomme auprès de la Fondation au titre de son appel à projets biodiversité était de l'ordre de 150 000 € (sur un projet estimé au moment du dépôt du dossier à 166 930 €).

Sur les 133 dossiers reçus, 25 ont été retenus par la Fondation, dont celui de la Ville de Lomme.

Dans ce cadre, la Fondation Crédit Agricole souhaite apporter son soutien à ce projet au travers d'une convention de mécénat et le versement d'un don en numéraire de 15 000 € pour ledit projet.

La présente délibération vise à approuver et autoriser la signature de cette convention.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur MESSING.

Il n'y a pas de demande d'intervention.

Juste une précision pour ma part : c'est un mécénat ici, mais sur la somme que vous avez évoquée des 200 000 €, l'essentiel est arrivé de la Ville de Lille, en définitive. Je le signale, parce que c'est un projet très important pour le Parc, ce projet avec la LPO, et on a eu cet après-midi les premières photos des installations des observatoires ; vous verrez, c'est vraiment très bien. Inauguration, donc, prochainement, et merci à la Fondation !

Je passe au vote.

Qui vote cette délibération ?

*(La délibération 2025/40 est adoptée à l'unanimité.)*

Merci.

**2025/41 CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ENTRE  
L'UNIVERSITE DE LILLE ET LA VILLE DE LILLE**

**M. LE MAIRE.-** Madame MORELLI, vous allez nous parler de la convention cadre de partenariat scientifique et technique entre l'Université de Lille et la Ville de Lille.

**Mme MORELLI.-** Tout à fait. Merci, Monsieur le Maire.

Après les oiseaux, on va parler des arbres avec cette délibération.

Dans le cadre de projets de conservation, de recherche et de sensibilisation, l'Université de Lille, associée au CNRS, étudie depuis plus de 40 ans la biologie évolutive de la famille des Oléacées – c'est-à-dire, pour les espèces les plus connues, le frêne commun, le frêne à fleurs, l'olivier, le forsythia, le lilas ou encore le troène.

Les collections d'individus ainsi formées constituent une ressource scientifique unique pour la recherche et la communication tournée vers le grand public.

La convention que nous vous demandons d'approuver ce soir vise à définir la collaboration scientifique et technique entre l'Université de Lille, la Ville de Lille et ses Communes associées en faveur de la recherche et de la pédagogie autour du végétal.

La Ville de Lille, de par ses missions à vocation conservatoire, scientifique et pédagogique sur le Jardin botanique, avait déjà conventionné avec l'Université de Lille, mais elle souhaite aujourd'hui renforcer ce partenariat. C'est l'occasion pour nos trois Communes de constituer de nouvelles collections, puisque cette convention propose de déployer le projet hors les murs du Jardin botanique, en lien avec le service Environnement et cadre de vie en ce qui concerne notre Commune de Lomme. L'Université souhaite ainsi pérenniser dans notre commune des ensembles d'individus représentatifs de la diversité de chaque espèce.

La convention prévoit donc la réalisation de collections botaniques ex situ pour lesquelles nous bénéficierons d'une expertise technique, ainsi que la sensibilisation des publics à la préservation de la biodiversité.

En résumé, pour les trois Communes associées, cette convention permettra la fourniture de végétaux pour des projets de végétalisation sur des espaces en gestion écologique et pour lesquels le service en charge des espaces verts sera en capacité d'assurer le suivi.

D'un autre côté, en échange, l'Université attend de la Commune :

- la pérennisation des arbres sur lesquels un programme de recherche est initié depuis 40 ans ;
- la possibilité pour l'unité de recherche de réaliser sur ces individus des observations, prélèvements, des croisements, le suivi de récoltes de graines ;
- enfin, une communication pour mettre en avant ce partenariat.

Il est demandé au Conseil communal de bien vouloir :

- ADOPTER cette convention.

**M. LE MAIRE.-** Merci, Madame MORELLI.

J'ai deux demandes d'intervention : Monsieur GROSSE et Monsieur VANHEE.

**M. GROSSE.**- Monsieur le Maire, chers collègues,

Une très courte intervention sur cette délibération pour exprimer le soutien du groupe Faire Respirer Lomme au projet de partenariat scientifique entre l'Université et la Ville de Lille.

Cependant, les actions regroupent, par exemple, la plantation de collections de végétaux pour la recherche, mais uniquement sur le site du Jardin des Plantes à Lille. À Lomme, on a le parc urbain, qui est un espace naturel majeur dans la métropole, et il aurait peut-être pu accueillir les collections de végétaux, en complément des végétaux qui seront plantés au Jardin des Plantes.

Comme évoqué pendant la commission, nous sommes favorables à ce projet, mais il aurait été peut-être bénéfique de plus impliquer les parcs des communes associées à ce projet de recherche scientifique.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- Merci.

Monsieur VANHEE.

**M. VANHEE.**- Merci.

Au nom du groupe Communistes, Républicains et Citoyens, je tiens à saluer la convention de partenariat entre la Ville de Lille et l'Université de Lille pour les années 2022 à 2026. Ce partenariat vient renforcer une coopération de longue date, et surtout, il ancre l'action municipale dans une volonté partagée de faire avancer la transition écologique par la connaissance, la recherche et l'innovation.

Nous sommes particulièrement attachés à l'idée de territoire apprenant et à celle de ville laboratoire, où les citoyens, les chercheurs, les agents publics et les associations travaillent ensemble à construire des solutions concrètes face à l'urgence climatique.

Nous voulons également saluer le travail de fond mené par les Villes de Lille, Lomme et Hellemmes en faveur de la biodiversité.

La gestion des espaces verts, la préservation des corridors écologiques, les suivis scientifiques, tout cela témoigne d'une approche sérieuse et engagée.

À ce titre, la démarche de labellisation du Jardin des Plantes comme Jardins botaniques de France et des pays francophones est un signal fort. Elle marque la volonté de la Ville de s'inscrire dans une dynamique de recherche, de pédagogie et de conservation du vivant, à la fois local et international.

Mais nous voulons aussi rappeler que la transition écologique ne pourra être réussie sans justice sociale. Elle doit être accessible à toutes et tous, particulièrement dans les quartiers populaires, et elle doit s'appuyer sur des politiques publiques fortes, des services publics renforcés et une implication constante des habitantes et des habitants.

C'est dans cette perspective que nous voterons en faveur de ce partenariat, car nous sommes pour une écologie populaire, ancrée dans le quotidien, sociale et profondément humaine.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- Merci beaucoup, Monsieur VANHEE.

Il me semble qu'en commission – me dit-on –, ce sujet, Monsieur GROSSE, a été abordé et que la réponse aura été de dire que le parc urbain est aussi concerné en fait.

**M. GROSSE (hors micro).**- Il est concerné par les plantations ?

**M. LE MAIRE.**- Il me semble. Voilà pour précision, mais merci de votre question utile.

Je passe au vote.

Qui vote cette délibération ?

*(La délibération 2025/41 est adoptée à l'unanimité.)*

Merci.

#### **2025/42 SUBVENTION 2025 A L'ASSOCIATION SOLAIRE EN NORD**

**M. LE MAIRE.**- On continue, Madame MORELLI : subvention 2025 à l'association Solaire en Nord.

**Mme MORELLI.**- La convention de partenariat avec Solaire en Nord signée le 1<sup>er</sup> novembre 2023 entre la Ville et l'association pour une durée de 18 mois et pour un montant total de 10 000 € s'achève en cette fin avril 2025. Il s'agit donc ce soir de délibérer pour verser le troisième et dernier montant dû à cette association dans le cadre de ce partenariat, à savoir 3 000 €.

Solaire en Nord a fourni un travail de qualité, notamment pédagogique, sur une thématique assez technique. Cet accompagnement a vraiment bénéficié au territoire. On peut rappeler, par exemple, qu'en 2024 :

- deux conférences se sont tenues, l'une en février autour des projets individuels de solaire photovoltaïque et la seconde en juin pour des projets collectifs de développement du solaire photovoltaïque comme le groupement d'achat de panneaux solaires ;
- une intervention a eu lieu dans le cadre de la Semaine de l'éducation.

L'association anime également un groupe de travail avec des habitants pour comprendre les projets citoyens d'énergies renouvelables, favoriser l'interconnaissance, s'appropriier les enjeux et découvrir le montage de projet citoyen.

Nous avons également bénéficié d'un apport pédagogique relayé sur les supports de communication de la Ville autour des idées reçues sur le solaire notamment.

Concernant les bâtiments de la Ville, l'association nous a permis d'identifier des sites complémentaires pour installation de panneaux photovoltaïques et de nous familiariser, techniciens comme élus, avec les différents modes de portage de tels projets.



Pour 2025, l'association aura la charge de :

- l'animation d'un groupe de travail avec les habitants pour identifier les compétences de chacun, fédérer et se projeter ;
- et la montée en compétences des services et des élus.

Cette délibération permet donc de prendre en compte le service effectué par Solaire en Nord et ainsi verser le solde de la subvention. Elle s'inscrit pleinement dans la feuille de route « Lomme en TransitionS » et sa priorité n° 2 : « Énergie – Habitat – Mobilité », ainsi que dans le Plan lommeois de développement des énergies renouvelables adopté par notre Conseil communal le 6 février dernier.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Madame MORELLI.

J'allais dire : « exactement », « absolument ». Vous évoquez le solaire ce soir, mais on pourra évoquer dans quelques semaines le réseau de chaleur en constitution du côté de Délivrance, tout ce qui concerne aussi les économies d'énergie, la sobriété... Tout cela nous intéresse et participe de la même logique du Plan des TransitionS que vous menez avec Monsieur LIPOVAC que je salue.

Personne ne veut intervenir, donc, a priori, on y va.

Qui veut voter cette délibération ?

*(La délibération 2025/42 est adoptée à l'unanimité.)*

Merci.

**2025/43     DON DES VELOS ABANDONNES RECUPERES SUR L'ESPACE PUBLIC AUX ATELIERS VELOS – CONVENTION AVEC LES JANTES DU NORD POUR LE COLLECTIF « LA CLAVETTE »**

**M. LE MAIRE.**- Madame MORELLI, le don des vélos abandonnés récupérés sur l'espace public.

**Mme MORELLI.**- Merci, Monsieur le Maire.

Voilà un beau projet qui coche plusieurs cases : le zéro déchet, le réemploi, l'économie circulaire, l'insertion, les mobilités douces, mais revenons-en aux prémices de cette convention !

Depuis 2022, la Police Municipale engage des campagnes de retrait de vélos abandonnés sur les arceaux ou dans la rue. Aujourd'hui, cela constitue un stock de cycles non négligeable, propice au réemploi, dans une optique de zéro déchet et d'économie circulaire menée par nos trois Communes associées : Lomme, Lille et Hellemmes.

Les vélos ainsi récupérés sur l'espace public pourraient être valorisés pour réemploi ou pièces détachées.

En parallèle, les Villes de Lille, Lomme et Hellemmes soutiennent les ateliers de réparation de vélos regroupés au sein de la Coordination Locale des Ateliers Vélos ou CLAVette. Ces ateliers accompagnent les habitants dans l'entretien de leur cycle, permettant de circuler en sécurité, faisant de la pédagogie, proposent l'achat de vélos à bas coût, ainsi que des

actions caritatives. Certains aident également à la réinsertion professionnelle. De façon générale, ces ateliers participent du mouvement visant à encourager les mobilités douces.

La solution était donc assez simple : proposer la cession à titre gratuit de ces cycles abandonnés aux ateliers vélos associatifs de nos communes regroupés au sein de CLAVette. L'association Les Jantes du Nord, acteur historique du territoire, s'est portée volontaire pour représenter les différents ateliers, donc la CLAVette, et être l'interlocuteur unique de ce dispositif.

En contrepartie, Les Jantes du Nord s'engagent à diffuser l'information des cycles mis à disposition auprès des autres ateliers du collectif et à dispatcher les lots entre associations de façon équitable.

Il est demandé au Conseil communal d'approuver cette convention avec Les Jantes du Nord et ainsi mettre en œuvre le dispositif sur l'ensemble du territoire Lomme-Lille-Hellemmes.

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Madame MORELLI.

Je n'ai pas de demande d'intervention.

Je passe au vote.

Qui vote pour cette délibération ?

*(La délibération 2025/43 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

#### **2025/44      ENGAGEMENTS EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DU BIEN-ETRE DES ANIMAUX – PLAN D'ACTIONS DE LA VILLE DE LOMME**

**M. LE MAIRE.**- Monsieur Jean-Robert MESSING, « Engagements en faveur de la protection et du bien-être des animaux – Plan d'actions », c'est votre délégation, allez-y !

**M. MESSING.**- Merci, Monsieur le Maire.

La délibération qui est soumise à votre approbation est la suite de l'engagement commun entre les Villes de Lille, Lomme et Hellemmes adopté le 19 juin 2024 lors de la séance du Conseil municipal. Celle-ci souligne l'importance de la place de l'animal dans la société en tant qu'être vivant doué de sensibilité. Cette délibération en est donc la suite logique.

La Ville de Lomme est particulièrement attentive au vivre ensemble et à la solidarité. Cette délibération l'engage sur un plan d'action qui lui est propre, en tenant compte des spécificités de son territoire pour redonner aux animaux la place essentielle qui leur est due.

Apporter un équilibre entre l'animal et l'habitant est l'objectif fort de ce plan d'actions.

Les grands principes des libertés fondamentales que l'être humain doit offrir à l'animal ont été validés et Lomme en TransitionS joue pleinement son rôle dans ce cadre.

Outre les actions menées depuis de nombreuses années, la Ville de Lomme souhaite aller encore plus loin, en portant nos réflexions sur notre relation avec les animaux et nos responsabilités à leur égard, tout en prenant en compte la complexité de cette question.

Lomme, Ville en TransitionS, est une Ville impliquée, une Ville qui aménage, une Ville engagée pour la biodiversité, une Ville qui informe, sensibilise et accompagne ses habitants et le monde animal par un programme d'actions ambitieuses pour une cohabitation plus harmonieuse, la transversalité dans tous ses états.

J'en profite pour remercier tous les services de la Ville qui ont participé à l'enrichissement de ce plan d'actions.

L'aspect technique doit être pris en compte lors de l'aménagement des espaces publics, envisager plus de caniparcs et d'abris pour chats, par exemple – des abris sont prévus dans le nouveau parc Karl Marx, d'autres quartiers seront aussi dotés –, les voies sécurisées pour les animaux en ville et pour la faune sauvage, ainsi que la réhabilitation de la ferme pédagogique.

L'aspect social, lié au bien-être animal, ne doit pas être négligé. Il est intégré dans les projets à travers ce plan d'actions incluant des interactions durables entre les humains et les animaux (vétérinaire solidaire en lien avec le CCAS, médiation animale à l'accueil de jour et son référent bien-être animal, entre autres).

Les formations seront un outil indispensable. Par exemple, les soins et les premiers secours aux animaux seront proposés aux habitants.

Pour mieux accompagner associations et bénévoles du territoire, la Ville créera et animera un réseau dédié au bien-être animal.

Les parcours éducatifs intègrent déjà des spécialistes dans les domaines tels que l'apiculture, le monde des oiseaux, le monde canin. Il s'agira de renforcer les offres.

Naturellement, le bien vivre ensemble nécessite de trouver des compromis et d'aborder ces questions de manière globale afin d'équilibrer le bien-être animal et les contraintes de la société moderne.

La lutte contre les pollutions par exemple, la suppression du feu d'artifice et le développement des sciences participatives seront sollicités pour encore mieux connaître le patrimoine naturel dans le but de préserver la biodiversité.

Le programme de communication dédié au BEA sera un outil indispensable pour sensibiliser la population.

La transversalité est donc essentielle, car il faut soigner, aménager, éduquer, sensibiliser, accompagner et communiquer pour que la diversité du monde animal soit pleinement prise en compte.

C'est ce que cette délibération lommeoise prévoit dans son plan d'actions.

Il est demandé au Conseil communal de bien vouloir :

- ADOPTER les engagements du plan d'actions ;
- AUTORISER sa mise en œuvre.

Merci de votre attention.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur MESSING, de ces propos si clairs aussi.

J'ai une demande d'intervention de Monsieur Joffrey LEROY.

**M. J. LEROY.**- Monsieur le Maire, Monsieur MESSING, chers élus,

Vous le savez, le sujet de la condition animale est au cœur de notre engagement écologique. C'est un sujet qui nous tient à cœur, mais c'est aussi un sujet primordial pour les Lommoises et les Lommois, qu'ils partagent ou non leur vie et leur quotidien avec d'autres animaux.

Je commencerai mon intervention par vous féliciter. Ce plan d'actions lommois en faveur du bien-être et de la protection animale, nous l'avions demandé, et voilà qu'il nous est présenté ce soir et qu'il sera voté, je l'espère. Alors merci pour ce travail. La Ville de Lomme répond à une préoccupation et à un besoin et à ce qui était jusqu'alors un manque dans notre action municipale.

Vous l'avez rappelé dans la délibération qui nous est présentée, la France progresse en ce qui concerne le respect du vivant, notamment dans la loi, mais ce progrès comble en fait un retard considérable. Ce n'est effectivement qu'en 2015, il y a à peine 10 ans, que les animaux domestiques ont été reconnus dans la loi comme des êtres vivants, et nous avons encore de grandes lacunes quant aux animaux sauvages et aux animaux d'élevage dont le caractère sensible est encore souvent ignoré.

Or, ici, à Lomme, cette délibération pose le constat clair que tous les animaux sont des êtres vivants doués de sensibilité. Avec ce plan, la Ville s'engage par un certain nombre d'actions pour une meilleure cohabitation entre l'humain et les autres animaux à Lomme. Ce plan vise à engager la Ville de Lomme pour garantir le bien-être de tous les animaux : animaux domestiques, animaux sauvages et animaux d'élevage.

Je vais dresser rapidement ce plan d'actions sur ces trois thématiques tout aussi importantes.

En ce qui concerne les animaux domestiques d'abord, la Ville s'engage à informer, sensibiliser et accompagner. La création du réseau dédié au bien-être animal, par exemple, permettra une coordination de tous les acteurs, associatifs et professionnels, au profit des Lommoises et Lommois et de la lutte contre les mauvais traitements pouvant être infligés consciemment ou non aux animaux de nos foyers. Pour ce qui est du monde associatif, par exemple, mais ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, on peut saluer l'Union canine des Flandres, qui fait un travail remarquable pour les chiens, mais aussi pour les humains, puisque, vous l'avez dit, Monsieur MESSING, le sujet ici, c'est bien l'harmonisation de nos relations.

Nous souhaitons attirer votre vigilance sur l'aménagement des espaces publics adaptés au bien-être animal. Les initiatives telles que les cabanes à chats ou les parcours de balades sécurisées, pour ne citer qu'elles, sont d'excellentes initiatives qui profiteront à toutes et à tous.

En revanche, il nous semble qu'il y a une confusion dans ce plan entre caniparc et ce que l'on pourrait qualifier de crottoir. Il est donc primordial de définir ce qu'est un caniparc. Un caniparc est un espace spacieux, aménagé et entretenu, où les chiens peuvent être lâchés pour s'épanouir, courir, socialiser avec leurs congénères. Un tout petit square clôturé, de quelques mètres carrés, dans lequel les chiens sont incités à faire leurs besoins, n'est pas à proprement parler un caniparc. Or, nos chiens et leurs humains ont besoin de véritables caniparcs afin de pouvoir s'épanouir en ville. Celui qui a été créé récemment au parc urbain, par exemple, n'est malheureusement pas entretenu ni aménagé, ne permettant pas un bon usage, encore moins durant les mois d'hiver. Distributeurs de sacs-poubelle, bancs, clôtures avec sas, fontaines à eau, voire quelques éléments d'*agility* sont autant d'exemples pour aménager un caniparc qui, je vous l'assure,

rencontrerait du succès, tant le besoin en ville est réel. Quand je parle d'éléments d'*agility*, je peux vous renvoyer à votre homologue lilloise, Madame LIBERT, je me souviens d'avoir eu une discussion à ce propos avec elle, qui a une grande expertise sur le sujet. Il peut y avoir parfois des sites ou des fournisseurs qui proposent des éléments à des prix exorbitants, mais on peut aussi en trouver à des prix tout à fait abordables, et je pense que Madame LIBERT a une grande connaissance du sujet.

Autour d'EuraTechnologies, par exemple, un collectif informel de riverains s'est mobilisé auprès de Madame LIBERT – donc votre homologue lilloise – pour la création d'un caniparc. À ce jour, c'est un groupe qui mobilise plus de 150 habitants, qui se réunissent régulièrement sur la pelouse Le Blan-Lafont, pas tous en même temps, bien sûr, mais par groupe de 10, 15, voire 20 personnes, générant ainsi des conflits d'usages en été, puisque c'est une pelouse qui est ouverte à tous, et donc, en hiver, seuls les propriétaires de chiens sortent et les autres peuvent rester au chaud, mais en été, cela génère des conflits avec d'autres usagers.

En ce qui concerne les animaux sauvages, nous pouvons le voir dans ce plan et avec la Charte de la biodiversité également, qui est citée dans cette délibération, la Ville agit depuis déjà quelques années pour une meilleure cohabitation. Que ce soit en faveur des oiseaux ou des hérissons, qui, je le rappelle, sont une espèce en danger critique, mais en cours de sauvetage par la mobilisation de plusieurs associations, plusieurs initiatives sont en cours sur la ville de Lomme. La création de mares, la limitation des tontes, la limitation de l'éclairage public ou encore l'abandon des pesticides sont autant d'exemples de ce que nous devons poursuivre et intensifier.

Cela passe aussi, bien sûr, par la communication et la pédagogie, afin d'expliquer à chacun, par exemple, que les mauvaises herbes ne sont mauvaises que dans notre vocabulaire, qu'une pelouse qui n'est pas tondu est une richesse inouïe pour la biodiversité, que l'ensauvagement de quelques espaces dans la ville ne la rendent pas sale, mais, au contraire, l'embellissent.

Le traitement des animaux dits « nuisibles » devrait également évoluer dans le cadre de ce plan d'actions, bien que cette thématique ne soit pas développée dans cette délibération. Il y a peut-être, donc, à ce niveau-là, une réflexion à approfondir. Comment définir ce qui est nuisible et ce qui ne l'est pas et comment traiter ce sujet préoccupant avec un respect de la sensibilité de ces êtres vivants ? Des questions qui restent pour l'instant sans réponse, mais qui sont à approfondir. Je sais qu'aujourd'hui, avec les progrès scientifiques, on peut traiter cette préoccupation sans forcément avoir des méthodes qui vont viser à tuer les animaux dits « nuisibles », des actions qui seront plus longues, forcément, mais qui vont plutôt viser à stériliser ces espèces, et donc, on aura une disparition plus progressive, mais aussi plus respectueuse.

Enfin, le volet concernant les animaux d'élevage est également essentiel dans ce plan. On pourrait croire que Lomme n'est pas ou peu concernée par ce sujet. Pourtant, nous avons des animaux d'élevage à Lomme, à la ferme pédagogique ou sur les prairies de la Mitterrie, mais là où ce sujet nous concerne encore davantage, c'est dans notre alimentation, évidemment, et notamment dans l'alimentation collective qui est gérée directement par la Commune, les cantines scolaires en premier lieu.

Nous devons donc veiller à éduquer sur le respect du vivant, y compris dans notre chaîne alimentaire, nous devons veiller à ce que chaque élève puisse choisir en conscience ce qu'il mange le midi à la cantine. Pour cela, les parcours éducatifs ne doivent pas seulement évoquer les animaux domestiques ou sauvages, mais aussi les animaux qui arrivent dans nos assiettes. Outre les menus végétariens, qui sont évidemment essentiels, nous devons également avoir une attention particulière sur la traçabilité des produits issus de l'élevage qui entrent dans la restauration collective lommoise, puisque, bien sûr, il n'est pas question de supprimer complètement la viande, mais on pourrait être vigilant sur sa traçabilité.

Nous savons que la Ville, par exemple, vise le 100 % bio et local, c'est un objectif ambitieux mais nécessaire. En ce qui concerne la viande et son bien-être avant l'abattage, nous pourrions également nous fixer comme objectif ambitieux 100 % d'élevage extensif – extensif, qui s'oppose à intensif –, c'est-à-dire des animaux qui vont vivre à l'air libre, à l'extérieur, pendant toute leur vie, jusqu'à l'abattage.

Vous l'aurez compris, c'est donc un sujet bien plus vaste qu'il n'y paraît. Se soucier du bien-être animal, ce n'est pas seulement lutter pour un traitement respectueux de nos animaux de compagnie, c'est aussi mener des actions pour une prise de conscience globale de l'ensemble des êtres vivants qui nous entourent et de leur sensibilité.

Aujourd'hui, avec ce plan d'actions, la Ville de Lomme franchit une étape importante. Nous souhaitons que ce soit qu'une première étape, car la réflexion doit se poursuivre et se nourrir des avancées dans la recherche.

Avec cette délibération, Lomme devient une ville meilleure pour toutes et tous.

Naturellement, nous voterons pour cette délibération et nous sommes prêts à poursuivre le travail avec vous.

Merci.

**M. LE MAIRE.** - Merci. J'ai bien noté la remarque sur les caniparcs, mais on en parle bientôt avec Monsieur MESSING et Monsieur VANHEE sur un certain nombre de sites qui posent des questions. On reviendra vers vous sur le sujet. Merci des autres propos laudatifs.

Il est vrai que c'est un sujet important. Lille avait un petit temps d'avance ou un train d'avance, puisque la délégation a été attribuée par Martine AUBRY à Christelle LIBERT, avec qui, d'ailleurs, Jean-Robert travaille beaucoup, mais Jean-Robert n'a pas la tâche facile, puisque c'est une délégation que je lui ai confiée, tu t'en souviens, lorsqu'il est arrivé, que j'avais confiée à l'époque à un autre élu, en septembre 2022, car cette délégation n'existait pas – vous vous en souvenez. Cette délégation est donc nouvelle, mais il est vrai qu'il y a beaucoup de travail, avec des enjeux et des discussions d'appropriation des espaces et de compréhension qui ne sont parfois pas faciles, et je pense notamment aux présences des chiens dans les parcs.

Vous avez évoqué les sujets d'alimentation dans nos cantines en rappelant l'objectif qui est le nôtre, même si nous n'y sommes pas encore, de 100 % bio et local, l'éducation au goût, l'éducation à la nourriture. On partait un peu de loin, même si la question des restaurants scolaires, les offices, cela date d'Yves DURAND, puisque l'investissement est de cette époque, et après, il fallait qualifier le reste, et on n'a pas fini ; vous avez raison, il reste encore beaucoup à faire.

Merci beaucoup de vos deux interventions. Merci, Jean-Robert MESSING, de ce plan et de l'intérêt porté par le groupe Vert sur cette thématique.

Je n'ai pas d'autre intervention.

Je passe au vote.

Qui vote pour cette délibération ?

*(La délibération 2025/44 est adoptée à l'unanimité.)*

Merci beaucoup.

**2025/45    PERSONNEL MUNICIPAL – NOUVELLE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE FONDS POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES DANS LA FONCTION PUBLIQUE (FIPHP) – SIGNATURE ET MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS 2025-2027**

**M. LE MAIRE.** - Monsieur GRILLET, très importante délibération : Personnel municipal – Nouvelle convention de partenariat avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique ; je vous passe la parole.

**M. GRILLET.-** Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues,

La délibération que je vous propose aujourd'hui s'inscrit dans la continuité d'un engagement fort et constant de notre collectivité en faveur de l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap.

Depuis 2009, les Villes de Lille, Lomme, Hellemmes et leur CCAS sont engagés dans un partenariat durable avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP). Ce partenariat a permis, au fil des années, de structurer notre politique RH en matière de handicap, de renforcer nos dispositifs d'accompagnement et de maintenir une dynamique inclusive dans nos recrutements comme dans la gestion de carrière de nos agents.

La convention qui vous est soumise aujourd'hui est la cinquième que nous signons avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées. Elle concerne les villes de Lille, Lomme et Hellemmes et leurs CCAS et couvrira la période de 2025 à 2027.

Son contenu a été présenté en formation spécialisée du CST le 6 février dernier et le Fonds pour l'Insertion, quant à lui, a validé le 10 février 2025 un financement à hauteur de 1 193 500 € sur un budget global de 2 840 600 € pour les trois années à venir.

Cette convention s'articule autour de huit axes stratégiques que je vais vous présenter brièvement.

Le premier est le recrutement, avec l'objectif ambitieux de recruter 60 personnes en situation de handicap sur trois ans, dont 15 en contrat pérenne, 15 en apprentissage et 30 en stage. Cela représente une demande de financement de 446 000 €.

Le deuxième est le reclassement et la reconversion des agents devenus inaptes. Nous visons 45 accompagnements en PPR ou en reclassement sur la période. Le montant sollicité est de 77 500 €.

Le troisième est le maintien dans l'emploi à travers l'aménagement des postes et autres dispositifs de compensation, ce volet étant essentiel pour permettre à chacun de poursuivre sa carrière dans de bonnes conditions. Le Fonds d'Intervention participera à hauteur de 610 000 €.

Le quatrième est celui de la formation, avec une nouveauté majeure : la création d'une académie de la formation, qui viendra structurer et renforcer toutes nos actions en direction des agents, des tuteurs et des encadrants. 20 000 € seront sollicités.

Le cinquième concerne la communication et la sensibilisation, dans laquelle la Ville de Lille investira 40 000 € pour poursuivre ses campagnes de sensibilisation et développer la culture du handicap au sein de nos équipes.

Le sixième est l'accessibilité numérique, afin de rendre nos outils plus inclusifs, faciliter l'accès à l'emploi, la formation et le maintien dans les fonctions. Ce volet représente 40 000 € de subvention sollicitée.

L'axe 7 est l'innovation, avec une orientation résolument tournée vers les solutions d'intelligence artificielle. Nous souhaitons explorer ces technologies pour faciliter les passerelles entre métiers et accompagner les reconversions internes.

Enfin, l'axe 8 concerne les dispositifs de l'employeur, avec notamment le fait de soutenir les agents ayant des troubles DYS ou des handicaps temporaires.

Vous retrouverez dans la délibération les objectifs d'évolution du taux d'emploi pour les trois prochaines années.

Au travers des objectifs chiffrés et cette convention, notre collectivité réaffirme sa volonté d'être un employeur inclusif, responsable et attentif à chacun des agents. Ce plan d'action ambitieux est aussi un marqueur fort de notre politique de ressources humaines et de notre engagement en faveur de l'égalité des chances.

Je vous invite donc, chers collègues, à voter en faveur de cette délibération.

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur GRILLET.

La parole est à Madame Valéria GRASELLI pour une intervention.

**Mme GRASELLI.**- Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues,

La Ville de Lille et ses Communes associées, Lomme et Hellemmes, ainsi que le CCAS, mettent en œuvre depuis de nombreuses années une politique Ressources Humaines qui veille à développer l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap.

Le reclassement, la reconversion des personnes déclarées inaptes, leur maintien dans l'emploi sont des actes prioritaires du projet de convention entre la Ville et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique.

Cette convention permettra à la Ville de bénéficier d'un accompagnement, de financements importants et nécessaires pour que notre politique des Ressources Humaines progresse encore en matière d'inclusion.

Il faut rappeler que l'emploi est un facteur essentiel à une intégration réussie. Les personnes handicapées sont toujours confrontées à de fortes discriminations dans ce domaine. Beaucoup de sociétés préfèrent encore payer une amende plutôt que de respecter la loi qui prescrit 6 % de salariés porteurs de handicap.

En 2023, le taux d'emploi des personnes en situation de handicap n'était que de 39 %, contre 68 % pour la population générale, alors que le taux de chômage les concernant était deux fois plus important. La lutte contre toutes les discriminations et pour l'égalité des droits est au cœur des propositions du Parti Communiste Français. Nous militons pour une société accueillant le handicap et nous avons des propositions pour y parvenir.

Soutenir les associations, renforcer le droit du travail, améliorer l'accueil des élèves et étudiants, accroître l'offre de logements accessibles et adaptés, augmenter les places d'hébergement indispensables, améliorer le service public afin d'arriver à 100 % de prise en charge pour les soins et appareillages, la qualité d'une société se juge à la manière dont elle considère tous ses membres. Ce n'est pas aux personnes en situation de handicap de lutter pour s'intégrer à la société, mais à notre société de créer les conditions de vivre ensemble.

Le chemin est encore long et n'oublions pas que chaque dossier représente toute une vie.



Les huit grands axes de la délibération qui nous est soumise vont dans le même sens que nos propositions. Il s'agit d'améliorer l'accès à l'emploi des personnes porteuses de handicap.

C'est pourquoi le groupe Communistes, Républicains et Citoyens votera cette délibération.

Merci de votre écoute.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Madame GRASSELLI.

Je passe au vote pour cette délibération.

Qui vote pour cette délibération ?

*(La délibération 2025/45 est adoptée à l'unanimité.)*

Je vous remercie.

Madame CAMBIER, je vois que vous avez sept délibérations. Après une petite discussion avec les présidents de groupe qui ont été unanimes, on vous propose de les présenter et de les voter en bloc dans la foulée, cela vous convient-il ?

**Mme CAMBIER.**- Parfaitement, Monsieur le Maire, d'autant plus qu'elles ont été présentées en commission et n'ont pas fait l'objet de questions, donc on y va.

**M. LE MAIRE.**- Prenez deux ou trois minutes, comme vous voulez.

**Mme CAMBIER.**- D'accord, on va s'épargner les titres, qui sont très explicites...

**M. LE MAIRE.**- Enlevez les virgules...

**Mme CAMBIER.**- Comme ça, je vous donnerai déjà quelques détails.

**2025/46     ACCORD-CADRE DE FOURNITURE ET POSE DE MATERIELS SPORTIFS POUR LA VILLE DE LILLE ET LES COMMUNES ASSOCIEES D'HELLEMMES ET DE LOMME ET LES CCAS DE LILLE, D'HELLEMMES ET DE LOMME**

**2025/47     ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE REHABILITATIONS, CREATIONS ET ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DE LA VILLE DE LILLE ET SES COMMUNES ASSOCIEES D'HELLEMMES ET LOMME**

**2025/48     REALISATION D'ANALYSES DE SOLS ET D'EAUX, D'ETUDES SUR LE PATRIMOINE FONCIER DE LA VILLE DE LILLE ET DES COMMUNES ASSOCIEES DE LOMME ET HELLEMMES – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES - CORRECTION D'UNE ERREUR MATERIELLE**

- 2025/49     RENOUELEMENT DU MARCHE DE FOURNITURES DE GROS MATERIELS DE CUISINE ET DE FINISSEURS, AINSI QUE LEUR MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE POUR LA VILLE DE LILLE, SES COMMUNES ASSOCIEES ET LEURS CCAS RATTACHES**
- 2025/50     RENOUELEMENT DU MARCHE DE CONSERVES, POCHEs, EPICERIES, FECULENTS, BISCUITS ET SUCRERIES EN CONVENTIONNEL POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE DES ECOLES ET DES CRECHES, POUR LA VILLE DE LILLE ET SES COMMUNES ASSOCIEES DE LOMME ET HELLEMES, ET POUR LE RESTAURANT MUNICIPAL DE LA VILLE DE LILLE – AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHE**
- 2025/51     RENOUELEMENT DES MARCHES DE FOURNITURES DE POISSONS FRAIS ET DE SURGELES POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA RESTAURATION COLLECTIVE DES ECOLES ET DES CRECHES, POUR LA VILLE DE LILLE ET SES COMMUNES ASSOCIEES DE LOMME ET HELLEMES, ET POUR LE RESTAURANT MUNICIPAL DE LA VILLE DE LILLE – LANCEMENT DE L’AVIS D’APPEL PUBLIC A CONCURRENCE – AUTORISATION DE SIGNATURE**
- 2025/52     ACHAT DE BOISSONS POUR LES SERVICES DE LA VILLE, DES COMMUNES ASSOCIEES ET DE LEUR CCAS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Mme CAMBIER.**– Les deux premières concernent nos salles sportives à Lomme ; nous avons 34 équipements.

La première vise à acheter du matériel et le poser. On a 11 lots qui sont passés pour quatre ans, 1,6 M€, pour équiper nos salles, toujours en privilégiant nos critères SPASER.

J’en profite pour remercier Laurine MERLIER et Véronique LEIGNEL, qui m’ont donné de nombreuses informations pour préparer ces délibérations.

La deuxième, toujours pour nos équipements sportifs, il faut également les réhabiliter, les créer, les entretenir, c’est un marché toujours pour quatre ans pour un montant de 13 068 000 €. Encore une fois, on privilégie les critères SPASER pour limiter le bilan carbone de chacune de nos interventions.

La troisième est juste une petite correction, puisqu’il manquait des « 0 » à notre marché d’analyses de sols et d’eaux et d’études sur le patrimoine, marché important : sur le lot 2, il fallait lire « 200 000 € » et non pas « 200 € ».

Ensuite, on va passer à la cuisine – justement, on en parlait.

Le premier est un renouvellement d’équipements gros matériels de cuisine, ainsi que leur entretien et leur maintenance ; c’est un marché de quatre lots pour un montant de 7,15 M€.

Ensuite, au niveau des achats, cette fois-ci, on passe un marché de conserves, poches, épicerie, féculents, biscuits et sucreries. Il avait déjà été passé, mais le montant a dû être réajusté pour différentes raisons, notamment des hausses de coûts. On l’avait présenté à 2,6 M€, il passe à 3,4 M€.

Ensuite, un marché de poissons frais et surgelés et d’autres surgelés, notamment viandes, volailles, plats préparés, pour un total de 3,7 M€ pour quatre ans. J’en profite pour dire, comme on a fait une petite parenthèse tout à l’heure sur nos objectifs SIQO, qu’ils ne sont pas encore de 100 %, mais qu’ils sont quand même bien au-delà de 50 %, puisqu’en 2024, nous avons atteint les 72 %.

Enfin, notre dernier marché concerne l'achat de boissons pour les Villes et les CCAS. On a quatre lots pour un montant de 1,6 M€. On peut noter également que nous avons un nouveau lot, « boissons consignées », ce qui nous permettra également de jouer en faveur de notre bilan carbone, et que notre lot « boissons » a été réduit de plus de moitié entre 2016 et maintenant grâce à nos fontaines, nos carafes et nos différentes bouteilles.

**M. LE MAIRE**, - Merci, Madame CAMBIER, de cette présentation limpide.

Je n'ai pas de demande d'intervention.

Je passe au vote en bloc de ces délibérations.

Qui souhaite voter ces délibérations ?

*(Les délibérations 2025/46, 2025/47, 2025/48, 2025/49, 2025/50, 2025/51 et 2025/52 sont adoptées à l'unanimité.)*

Il est un peu tard, mais on a pris un peu de temps au début, comme d'habitude.

Notez sur vos agendas la date du prochain Conseil communal : le 19 juin.

Très bonne soirée, et n'oubliez pas Fiesta demain et dimanche, allez-y, c'est gratuit, à Lille et à Lomme, évidemment. À bientôt.

*(La séance est levée à 22 heures 50.)*

PUBLIE LE : **23 JUIN 2025**  
Secrétaire de Séance



Olivier CAREMELLE

Maire de Lomme  
Conseiller Départemental du Nord

